

Diogène le Cynoque

JOURNAL



d'une chose

Une “*chose*” est aux *bons aryens* de la démocratie ce qu'est un sous-homme
aux philanthropes nazi

In memoriam

Sylvie Velghe.

Morte deux fois :

1. assassinée par l'indifférence ;
2. enfouie sous la cendre de l'oubli.

“De notre point de vue, le processus de mobilisation de masse dans la collaboration à l'injustice et à la souffrance infligées à autrui, dans notre société, est le même que celui qui a permis la mobilisation du peuple allemand dans le nazisme.”

(Christophe Dejours, “Souffrance en France.”)

Mille excuses, le journal est en cours de réécriture

SOMMAIRE des articles disponibles.

C'est très con un primate. (Avant-propos).	4
Le putelangué.	6
La putainerie tutélaire.	21
Gnadentod. Sacrifice humain en France	31
Les nazis, c'est les autres.	41
Témoignages.	45
Il ne s'est rien passé à B*	53
Géocide.	55
La République des bons aryens	58
L'État de droit ça rend sourd (récapitulatif)	74
Envoi.	79

C'est très con un primate.

(Avant-propos).



Que diable allait-il faire dans cette galère? (Molière – Les fourberies de Scapin).

Une grosse envie de gerber.

La première version de ce journal, colligée le 19/05/2017, était intitulée “*Ils m'ont suicidé*”.

Il s'agit d'un de ces assemblages hétéroclites de notes que l'on jette sur le papier comme on dégueule. Ces textes n'étaient pas destinés à la publication. L'auteur a simplement ressenti comme une grosse envie de gerber, un urgent besoin de se lessiver la cervelle qu'il a satisfait dans ces lignes.

Il ne sort pas des grandes écoles, c'est un prolo et la dentelle n'est pas son truc. Poser le voile de la pudibonderie sur l'ordure pour l'étouffer, il laisse cela aux censeurs de la médiocratie, ces larbins de Charogne & Co.

On ne saisit bien la merde qu'à pleines mains.

De l'eau a coulé sous les ponts depuis mai 2017. “*Me too*”, les Gilets Jaunes, la fronde anti-retraite pour ne citer que trois événements majeurs qui ont agité la France. Le texte originel s'est étoffé.

Saluons toutes celles et ceux qui combattent ce qui semble bien être le moteur de ce pauvre monde, nous parlons de la bêtise, une calamité qui n'est jamais si redoutable que lorsqu'elle avance, sous le couvert de ses lois *péniaphobes*, drapée dans la peau de l'agneau démocratique, si monstrueusement respectable sous ses dehors faussement civilisés.

C'est d'abord à la mémoire de Mme Sylvie Velghe, de Tourcoing, que vont nos pensées, elle dont le décès, survenu dans des conditions aberrantes autant qu'atroces, nous inspire un sentiment où l'aversion le dispute à la rage.

Nous avons puisé les mots de notre colère dans la souffrance de sa longue agonie.

Tout est médiocre dans ce journal, depuis les tribulations de son acteur principal jusqu'aux prétentions des grands singes qui parasitent la Terre, eux qui tiennent pour raison ce qui n'est que de la bêtise.

Charogne & Co.

Où il apparaît que le gentil petit papa Noël démocratique est, en réalité, un terrifiant pervers péniaphobe à la solde du Veau d'or.

En mai 2017, il a suffi d'une poignée de jours à C*P* pour bâcler, sous forme de journal, “*Ils m'ont suicidé*”, une charge contre le système de *la protection des adultes vulnérables*.

Nous verrons, dix-huit mois plus tard, avec le mouvement spectaculaire des gilets jaunes réprimé bestialement par l'autorité, combien sa vision d'une France *féodo-spartiate* était prophétique.

Dans les faits, les plus modestes d'entre les citoyens sont quasiment devenus des “incapables” (au sens juridique du terme,) qui n'ont plus la main sur leur propre destin. Ils ne survivent que par la grâce des

oboles de plus en plus chiches que leur consentent des dirigeants, droite et gauche confondues, dont l'unique souci est d'engraisser le Veau d'or de la *mammondialisation* ceci en rognant le peu de droits qui restent aux défavorisés.

Maintenus, par les accapareurs, dans une dépendance qui les contraint à la soumission, les humbles, les faibles, ceux qui n'ont pas les moyens de se défendre ou de se faire respecter se retrouvent assistés, c'est-à-dire réduits à un statut assimilable à celui des personnes sous tutelle ou sous curatelle.

Devenus, ou presque, ce qu'à Sparte on appelait des ilotes.

Il n'y a que des charognards impudents et leurs fêaux singulièrement abrutis qui osent encore appeler cela une démocratie.

Mais dans l'Occident *mammonien*, on ne t'écoute que si tu sacrifies au Veau d'or et dans la mesure où tu maîtrises le "*putelange*" qui est un jargon conçu par les sirènes médiatiques à la solde des kleptocrates pour ne pas nommer les choses et surtout ne jamais dire la vérité.

Pour tout dire, sur une Terre fliquée par les S.S. (= "*Scatophages Stercoraires*" vulgo "mouches à merde"), tu n'as droit à la parole que si tu es stipendié par "Charogne & Co".

"Charogne & Co", (entreprise des "*Scatophages Stercoraires*"), c'est la clique des Ubus de la finance *mammondialiste* tueuse de planète.

Le chant des sirènes.

Chez l'Homme, l'intelligence consiste à être le plus bête possible, ce qui explique son esprit de l'escalier.

Ainsi a-t-il fallu *cinquante ans* à la France pour reconnaître (du bout des lèvres) que ses autorités avaient, entres mille autres turpitudes :

- collaboré aux crimes nazis,
- encouragé la torture en Algérie,
- organisé des ratonnades sur son sol en 1961 & 1962 (Charonne).

Avec un peu de chance, dans un demi-siècle, le cerveau lent des gentils démocrates aura assimilé ce qu'expose ce "Journal d'une chose". Ou peut-être pas.

Car il est des phénomènes que les *médiocrates*, détenteurs de l'info, préfèrent continuer à nier, dans ce pays.

En effet, s'ajoute à la stupidité des hominiens, et en lien avec elle, le problème de la forclusion.

Quand on refuse de voir ce qu'on a sous les yeux, ou de croire ce qu'on peut toucher, on est sujet à la forclusion. (Exemples : on nie les camps d'extermination, les atrocités staliniennes, la torture en Algérie, la *phallocrature*, la réalité des démocraties négrières qui *hilotisent* leurs faibles en se dotant de lois qui permettent de les criminaliser, la collaboration passive au génocide Rwandais des troupes présentes sur les lieux, en 1994, et cetera).

Un désordre de nature psychique qui induit à des comportements irrationnels. Exemple, les sirènes conduisent ceux qui les écoutent au naufrage. C'est leur fonction. Pourtant, les grands primates n'aiment rien tant que s'enivrer de leurs chants trompeurs.

C'est très con un primate, et il faut être idiot pour s'imaginer qu'on peut les convaincre avec la logique, des preuves, l'argumentation.

En vérité, Cassandre le savait.

Bilan, les singes courent se réfugier en masse dans les flancs ultra-sécurisés du Titanic démocratique avec les suites burlesques que l'on connaît. Ignorant qu'il n'est rien au monde qui soit vraiment insubmersible fors leur bêtise. Une bêtise qui s'exprime dans le jargon des sirènes, j'ai nommé le "*putelange*".

Reste qu'il faut nommer les choses quand elles se montrent à nous. Que l'on soit entendu ou qu'on ne le soit pas n'a aucune importance.

Le putelanguage.

Mot forgé par agglutination pour désigner le langage des putes, il convient de dire “le” putelanguage. Rien à voir avec l'honorable commerce du sexe. Pute venant de puer, toute ordure est une pute.



Le “putelanguage” consiste à escamoter le réel derrière un discours qui refuse de le nommer. (DLC 10). C'est la langage de la bêtise, la bêtise étant le moteur de la médiocrité.

La turlutaine de l'éducation

“Récapitulatif” (l'État de droit ça rend sourd) s'achève sur la formule de Gilles Deleuze : “*La bêtise a raison, la bêtise a toujours le dernier mot*”. Mais il n'est ni le premier ni le seul à le constater. Sakyamuni, Lao Tseu, Moïse, Héraclite, entre mille, n'ont pas dit autre chose.

La bêtise ou la bestialité (il n'y a jamais très loin de l'une à l'autre), voilà notre moteur. L'Homme ne serait pas devenu ce qu'il est sans elles. Heureusement qu'à la bêtise et à la bestialité, répondent la pensée et la conscience qui nous permettent de leur mettre un frein.

Et pas la raison ? Non ! L'exemple des Nazis qui ont poussé la bestialité au-delà du concevable nous a démontré que *raison et bêtise savent faire bon ménage*. Du reste, l'expérience l'atteste, cette arme propre à l'homme, je parle de la raison, mieux que les griffes, les crocs, le dard, le venin, lui a permis d'atteindre un degré de bestialité que nul animal n'a poussé aussi loin que lui.

Il n'est rien au nom de quoi on ait tué davantage qu'en celui de la raison.

Et qu'on ne nous enfume pas avec cette turlutaine de l'éducation qui nous est présentée comme un antidote contre le terrorisme ! On voudrait nous faire croire que tous les *terroristes* sont des abrutis, des dégénérés, des barbares incultes, or, rien n'est plus faux. Depuis Alexandre III de Macédoine (précepteur, Aristote, excusez du peu), en passant par les Nazis, jusqu'aux actuels suppôts de *Mammon*, ces milliers de malades autolâtres qui dispensent ou ont dispensé la souffrance pour mieux assouvir leur soif de pouvoir, tous ont, ou avaient, reçu de l'éducation, sont, ou étaient, *civilisés*, bien élevés, propres sur eux et tout le bazar. Des tyrans et des criminels terriblement efficaces voilà ce qu'en a fait l'éducation et elle concourra à former des individus capables de théoriser l'action terroriste en la rendant plus efficace, rien de plus.

Ce n'est pas parce qu'ils étaient incultes, stupides, voire fous que les Nazis ont commis l'innommable, car, nous dit Hannah Arendt, ces gens appartenaient à l'un des peuples les plus *civilisés*, et partant cultivés, de la Terre ; quant à la raison et à la morale (eh, oui !) ils en avaient à revendre. C'est l'absence de conscience qui a les a conduits à l'abomination. L'inculture n'a jamais fait une bête féroce d'un agneau, et un monstre éduqué reste un monstre.

On ne peut ouvrir la conscience de quelqu'un qui n'en possède pas.

Éduquer c'est dresser.

Éduquer les individus pour qu'ils pensent comme vous, c'est du dressage. Malgré ce qu'essaient de vous faire gober les *médiocrates* et leur *putelanguage*, agissant de la sorte, vous ne civilisez pas les peuples, vous

les colonisez.

Le monde déliquescant que nous avons sous les yeux couronne plusieurs siècles de prédation occidentale. Ce qui en dit long sur ce qu'il faut attendre de la raison qui est la sienne.

L'occupation achevée, quand elle a retiré ses billes des pays colonisés, elle a laissé des friches derrière elle, des écoles délabrées, des hôpitaux vétustes, des routes éventrées, des équipements archaïques, un tissu industriel sous-développé.

Et personne pour les relever, car les écoles n'étaient là que pour rentabiliser le capital humain. Un personnel sain sachant lire est plus productif que mal-portant et analphabète, de plus, confier aux autochtones les postes mineurs d'encadrement revenait moins cher que de recourir aux services de métropolitains.

N'entrons pas dans les détails. Nous avons le résultat sous les yeux.

Des démocraties de pacotille au pouvoir de mystificateurs, le vice érigé en vertu, le machiavélisme comme moyen de gouverner, la réussite à n'importe quel prix, tricherie, hypocrisie, magouille, parjure.

Avec le savoir, les avancées de la recherche, une technique de plus en plus pointue, des outils extraordinaires, on aurait pu attendre une évolution de l'humanité dans le sens de la sagesse.

Mais regardant partout, l'Histoire, l'actualité, le quotidien, point ne se trouve de sagesse, rien n'est que folie. L'Homme est resté ce qu'il a toujours été, un animal mu par le moteur archaïque de sa bestialité. Les seuls avantages qu'il tire des progrès de sa connaissance sont des méthodes toujours plus actives et contraignantes à la fois que moins visibles pour asservir ses semblables, construire des argumentations alambiquées pour suborner les foules grâce à la connaissance acquise dans les sciences cognitives, parallèlement, il augmente l'efficacité des artifices culturels, ces cache-misère grâce auxquels il pose le masque d'une humanité illusoire sur cette férocité native qui fait de lui la bestiole probablement la plus monstrueuse de l'univers connu.

La civilisation occidentale est tout dans l'apparence, elle tient surtout dans un art, celui qui consiste à poser une fine pellicule de propreté - le verni culturel – sur la montagne de son fumier.

Trois mots la résument : monnaie, monnaie, monnaie. (*Auri sacra fames*, exécration de l'or !)

Éducation et civilisation sont les mots dont usent ceux qui vous mettent sous tutelle “*dans votre propre intérêt*”, colonisateurs et autres soi-disant protecteurs, pour justifier leurs exactions.

Une communication vicieuse.

Méfions-nous de ce que les mots font dire au monde. Se posant sur les choses, ils nous les cachent souvent.

Ce n'est pas parce qu'ils sont incultes, stupides, voire fous que les tenants de la France *féodo-spartiate* entretiennent l'innommable *putainerie tutélaire*. C'est parce qu'ils sont des bêtes.

Quand la bêtise fait la loi, vous vous retrouvez en face d'un État, d'institutions, d'un appareil judiciaire, d'agents de type *Eichmann* pour qui l'être humain n'est rien de plus qu'une sorte de chose, un élément statistique, un numéro sur une liste. Les abrutis de ce genre, car détenant le flingue du pouvoir, (ce qui leur permet de contrôler la contestation), appellent raisonner le talent de faire paraître vraies des choses manifestement fausses. Ils ne craignent pas de soutenir que la vérité se trompe. C'est tout simple ! Ils leur suffit de la déclarer illégale moyennant une gymnastique absurde, laquelle consiste à faire dire à la loi tout et son contraire en se conformant à la règle suivante : “*la loi c'est la loi, surtout quand elle dit que la loi ce n'est pas la loi*”.

Quand la bêtise fait la loi, enfantillages, impudeur, friponnerie, malpropreté, fourberie, vous vous retrouvez en face d'individus dénués de scrupules, vils, effrontés, lâches, cruels, narcissiques, et qui tiennent pour entendement ce qui n'est que du vice, disposition que la bêtise croit être de l'esprit. Oui ! Elle confond les deux, elle ne peut concevoir, (faute d'en posséder), qu'il n'y a pas d'intelligence sans conscience. À ses yeux, la sincérité fait un suspect de celui qui la pratique.

Quand la bêtise fait la loi, vous subissez le joug de petits *Ubus* qui décrètent que l'erreur a raison, (et vous imposent de le croire), que le noir est blanc, que la terre est plate et que les preuves du contraire que vous leur mettez sous le nez n'existent pas, refusant de nommer les choses pour ne pas les voir afin de mieux les nier, bref, de mouflets de deux ans d'âge mental qui, pris la main dans le sac, vous affirment sans

sourciller que c'est lui qui les a agressés.

Il est vain de démontrer leur bêtise à des primates pour qui, précisément, l'intelligence consiste à être bête, et à l'être le plus possible, ce dont ils tirent une grande fierté. Ceci compris il est naturel que la bêtise fasse la loi sur la planète des singes, et puisqu'elle y fait la loi, elle a raison, or, la raison du plus fort étant toujours la meilleure (en même temps que la plus bête), celui qui tient *la kalach' de l'autorité* a forcément le dernier mot.

Ainsi qu'il fut observé au sujet de Cassandra, quand l'intelligence consiste à être bête, par la force des choses, celui qui n'est pas bête ne peut être que fou.

Partant, *puisque c'est l'unique moyen de ne pas être bêtes, soyons fous !*

Quoi d'étonnant à ce que cette bêtise institutionnalisée accouche d'une communication vicieuse que je nomme, par dérision, le "*putelange*", plus rarement le "*médiolecte*", (Jean Baudrillard préférant la dénomination "*langage totalitaire*").

Le contrôle des personnes, d'une population, ou, comme c'est le cas dans la *putainerie tutélaire*, d'un individu qu'on cherche à soumettre, ne peut s'effectuer sans une maîtrise totale de la communication.

Il n'y a pas de pouvoir sans pouvoir d'avoir raison.

Or, l'art d'avoir raison en toutes circonstances, serait-ce contre les faits, commande de disposer d'un langage permettant de faire paraître vraies des choses manifestement fausses. C'est l'essence de la sophistique. Pour pouvoir avoir raison contre la raison, ceux que Dominique F* appelle les "*dictateurs*", les sectes, les religions, les idéologies obscurantistes, les manipulateurs, tous doivent développer un type de communication, un langage, à leur main.

Dans le système pervers qu'a instauré le P***, nous relèverons en lisant le journal de C*P* (13/04/2015, 26/04/2015, 08/06/2015) des éléments qui trahissent une relation vicieuse en ceci qu'il n'y a pas réellement échange, le discours circule à sens unique. Le 26/04/2015, est noté ce qui suit : "*Le P*** s'oppose à tout dialogue. Observons qu'il est impropre de nommer "dialogue" l'expression d'une volonté totalitaire qui fonctionne unilatéralement, en la circonstance, "soliloque" ou "monologue" étant les termes adéquats [...]. Le P*** ne répond pas aux questions que je lui pose (sauf quand elles sont anodines). Le P*** ne tient aucun compte de mes avis, de mes réclamations, de mes courriers*".

Dans ce régime de la *protection des majeurs*, le protégé n'a pas de voix, celle du MJPM lui en tient lieu, et il n'y a pas d'autre parole que celle de ce dernier. Pour celui-ci, c'est l'idéal. Quand au protégé, que ça lui plaise ou pas, il est obligé d'être toujours d'accord, (surtout s'il ne l'est pas).

Pour interdire l'expression de la contestation, un bon pouvoir totalitaire commence par confisquer la parole. Après quoi, puisque personne ne dit plus rien faute d'avoir les moyens de le faire, il en conclut que tous sont d'accord.

En somme, il nous permet de dire ce que nous voulons après nous avoir bâillonnés pour ne pas les entendre.

Un mot sur les sirènes *médiocratiques* qui sont les voix accrédités des dominants. Gardiennes féroces de l'espace médiatique, elles monopolisent la parole en la réservant aux professionnels du *putelange* en même temps qu'elles en rendent l'accès difficile aux Cassandres, aux Socrates, aux amoureux du parler juste, au motif qu'il est vulgaire (ou hérétique) d'appeler un chat un chat puisque le faire revient à profaner le dogme de la pensée unique.

Pour en revenir au *putelange*, c'est le langage de ceux que nous regrouperons sous le nom de "*médiocrates*", escrocs, (catégorie des *dictateurs*), politiciens, avocats, prédicateurs, idéologues, tribuns, toutes gens dont le succès dépend du contrôle qu'ils exercent sur le public par le truchement du verbe.

Pour y réagir et le combattre, il faut en connaître les rouages.

La connerie n'entend que le putelange, c'est le jargon des sirènes.

Quand l'intelligence consiste à être bête qui n'est pas bête ne peut être que fou, voilà pourquoi les gogos

tiennent Cassandre pour une détraquée. Ils préfèrent s'en remettre au chant fallacieux des sirènes médiocratiques, lesquelles, sous peine d'excommunication, les exhortent à ne pas écouter les Cassandres, là-dessus, séduits par leur voix d'or, ils suivent le conseil des naufrageuses et embarquent bêtement sur des Titanics dont chacun sait qu'ils sont insubmersibles.

Pour se fier à ces salopes de sirènes, faut être très con ou démocrate.

Le *putelange* repose sur trois piliers : double langage, injonction paradoxale, déni. Dans sa version basique le double langage consiste, pour l'émetteur, à envoyer deux messages contradictoires à une personne physique unique comme s'il s'adressait à deux individus distincts. De la sorte on affirme sournoisement (ou l'on nie) une chose sans l'énoncer ouvertement pour ne pas devoir en assumer la responsabilité. Via l'injonction paradoxale on délivre des messages antinomiques ou irrationnels. L'émetteur tient des propos divergents, déconnectés de l'événement en reprochant, par exemple, à une personne des fautes dont il sait pertinemment qu'elle ne les a pas commises. Cette communication paradoxale vise à disqualifier l'autre en opacifiant ses messages et à l'enfermer dans un isolement dont il ne peut sortir. On obtient de cette manière un effet de sidération chez la personne ciblée qui se montre incapable de réagir. Quant au déni, il ne se borne pas à contester les assertions qu'adresse un particulier à un autre, il va jusqu'à nier la réalité même du locuteur, celle de sa personne, en rendant son discours inopérant.

Ces utilisations perverses de langage qui feignent la communication sans jamais y entrer ont ceci en commun qu'elles jouent sur la duplicité du sens, qu'elles provoquent la dissociation psychique, qu'elles sapent et inhibent la volonté, qu'elles altèrent la conscience. Toutes jouent sur le déni.

Chez un enfant ou un adulte fragilisé soumis à des injonctions paradoxales répétées, c'est-à-dire lorsque l'injonction contient une proposition dont la fausseté est avérée, des troubles apparaissent pouvant aller jusqu'à la psychose. (À ce sujet, on parle de décompensation psychopathologique, c'est-à-dire d'une rupture de l'équilibre psychique pouvant se manifester par l'éclosion d'une maladie mentale).

La psychiatrie connaît les conséquences de tels agissements. Une personne exposée en continu au déni en sort traumatisée et grand pour elle est le risque de perdre son identité (psychose).

Avec l'acte de déni, le message que délivre l'énoncé est celui-ci : *"Tu n'existes pas !"*

La négation de la personne et la destruction de son identité ressortissent du lavage de cerveau. En ôtant son sens au langage ou en l'adultérant, tous les processus d'éducation d'un sujet ciblé s'en trouvent affectés, il est en quelque sorte déprogrammé. On brouille sa perception en faussant son jugement, substituant à une communication saine une rhétorique où l'esprit perd ses repères puisque ceux-ci sont liés à des mots dont le sens est dilué, car sans référent identifiable, ou dont le référent est inexistant.

Qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'un pareil environnement suscite des *fous* ? On y tient la gentillesse pour faiblesse, l'honnêteté pour naïveté, celui qui dit la vérité est une balance, ne pas hurler avec les loups c'est être un lâche. On méprise le sous-fifre et la victime, ils ont systématiquement tort, on n'entend pas les sans voix, on ne les écoute pas, on les piétine, on les broie, on les stigmatise, on les réifie, par le truchement de *décerveleurs* dûment programmés pour le faire *honnêtement*, ou, du moins, *proprement*. (Nous faisons tous pareil, nous sommes dressés pour ça).

Putelange et médiocratie.

Le faible, celui qui se montre vulnérable, on le persécute, on raille son impuissance, on le pousse au désespoir. Exclut, il se réfugie dans la drogue, l'alcool, la folie, la violence tournée vers lui-même ou vers autrui, il *pète les plombs*. Ainsi, du statut de victime passe-t-il à celui d'indésirable social, on le présente comme un dégénéré, un taré, une menace pour la collectivité. Culpabiliser la faiblesse (ou/et la psychiatriser), ce qui signifie la mettre en situation d'accusé, voilà une des ficelles fondamentales de l'ostracisme. Et ça marche, surtout dans les parties *éduquées* du globe où l'on se présente comme démocrate, c'est-à-dire partout où l'on a délaissé les moyens d'oppression primitifs (mais où l'on flingue Socrate à vue). Lieux où l'on se prévaut de la *civilisation*, fiction dont l'histoire nous montre qu'elle n'est rien d'autre qu'une *forme raffinée de la bestialité*.

Répétons-le, il serait naïf de dénoncer comme déléteurs des comportements acceptés par tous et tenus pour banals. Personne ne souhaite vraiment régler les problèmes qui en découlent. On voudrait seulement

qu'ils ne se voient pas trop, les suicides, les troubles psychiques, la toxicomanie, etc., illusion démocratique oblige (l'art de planquer les balayures sous le tapis).

Dans un monde où c'est elle qui tient les rênes, cette médiocratie pour qui l'honnêteté est naïveté, la gentillesse, faiblesse, le mensonge, vérité, que lui opposer ? Comment parler des choses, ou les saisir, avec un langage qui refuse de les nommer ? Comment les penser ?

Via le *putelange*, la médiocratie construit un environnement peuplé de petits *Ubus* pour lesquels l'intelligence consiste à être bête. Il va de soi que dans un tel monde, celui qui n'est pas assez intelligent pour être bête ne peut être que fou. Un fou que les petits *Ubus* ont ainsi de bonnes raisons de ne pas écouter. (“*Le syndrome de Cassandra*”. Rappelons que Cassandra ne sait que dire la vérité. L'autorité, qui ne supporte pas la contradiction, peut la désigner comme folle pour se donner une “*raison*” de ne pas l'entendre, reste que ce n'est pas elle qui est malade, mais ceux-là qui, ne cédant pas à ses appels, préfèrent s'en remettre au chant captieux des sirènes.)

Sur ce principe, les petits *Ubus* ont nié l'existence des camps d'extermination dénoncés par les fous. Dans ce pays, pour ne parler que d'elles, il existe des dizaines, des centaines de milliers de personnes vulnérables chosifiées au nom d'une *protection* perverse. Avec leurs proches, ça fait beaucoup de fous que les petits *Ubus* ne veulent pas entendre.

“*Pseudencéphalie*”.

La perméabilité de l'esprit aux manipulations psychologiques est connue depuis longtemps. Objectifs : obtenir la conversion des esprits, arracher des adhésions plus ou moins librement consenties en retraçant le champ des consciences par voie de modification de la perception de l'environnement ; conséquences : atrophie de l'entendement, standardisation, robotisation des individus, restructuration des personnalités, (on contrôle mieux des individus formatés), désarçonner l'interlocuteur afin de ne plus avoir en face de soi une personne en état de réagir ni, par conséquent, de répondre.

Pour s'assurer le contrôle mental de la cible, on utilise la pression psychologique, suscitant délibérément la formation de névroses. On provoque chez elle des traumatismes afin de l'abrutir, réduisant ses capacités de réaction, le mettant sous influence pour lui extorquer une collaboration sans condition. La soumission est à ce prix. Qu'en résulte l'émergence de psychopathies sérieuses chez quelques sujets est accessoire. Seul compte le résultat : altérer les facultés critiques de l'individu en vue d'émousser ses défenses.

Comme vu plus haut, on atteint ce résultat en usant d'un langage sans réelle référence dans le monde phénoménal puisqu'il ne répond plus qu'à ses propres codes.

La fin de ses utilisateurs étant d'avoir le dernier mot, coûte que coûte, serait-ce contre les faits, la communication, qui n'a de communication que le nom, s'exerce dans un rapport terroriste fondé sur une parole factice.

De nombreuses personnes placées sous le régime de la *protection* subissent ce type de programmation.

Comment voulez-vous que des personnes vulnérables, souvent amoindries intellectuellement s'en sortent lorsqu'elles se retrouvent engluées dans cette dialectique qui vise à éliminer le conflit en déshumanisant l'autre afin de pouvoir mieux lui reprocher de ne pas être en état de raisonner ?

Avec cette rhétorique qui refuse de nommer les choses, on parvient à présenter comme recevable l'idée que les personnes sous tutelle ne sont que des objets négligeables et “*on*” se donne le droit de les considérer comme tels.

Que les tuteurs, les curateurs, les P***, les juges, souffrant, comme beaucoup, de cette affection que nous nommons *raison ordinaire*, (vulgo : *connerie*), s'adonnent innocemment à la “*banalisation du mal*”, nous nous en moquons, il reste que, pour celui (le *protégé*) que les circonstances conduisent à les subir, se dépêtrer de comportements malsains dans un monde qui les trouve *normaux* se révèle une tâche impossible.

Lorsque vous êtes seul, isolé, coincé pieds et poings liés entre les pattes d'une bande de *cyborgs pseudencéphales* (association de *protection*, tu parles !) pour qui vous n'êtes qu'un objet sans droit aucun et de l'autre une *justice* (re-tu parles !) qui a décidé de ne pas vous entendre et laisse faire, concrètement que faites-vous ? Le choix est limité. On se soumet, acceptant d'être dépouillé (démocratiquement ?) de son humanité ? On prend la porte de sortie comme l'a fait Mme Sylvie V* ? On met fin à ses jours ? On

se vautre dans l'alcool ou la drogue ? On récuse la légitimité d'institutions qui ne respectent pas elles-mêmes leurs propres fondamentaux ? On bascule dans l'érostratisme (en commençant par aller foutre le feu aux tribunaux) ? On va se jeter dans des votes de protestation extrémistes ? On demande l'asile politique à la Corée du Nord ? On rejoint les rangs de *daesh* ou du Califat, car la haine est un excellent palliatif à la souffrance, et s'armant d'une *kalach'* on s'en va flinguer tout ce qui bouge dans la rue ?

Qui sème le mépris récolte la haine. Quand on ne veut pas d'enragés dans la rue parce qu'ils nous font peur, il ne faut pas les fabriquer.

Avoir des droits, c'est bien, mais ça ne veut rien dire si l'on n'a pas les moyens de les faire respecter. Or dans ces affaires de tutelle, quand c'est la justice elle-même qui vous prive de vos droits et recours en contradiction manifeste avec toutes les lois et conventions dont elle se moque ouvertement, puisqu'elle se considère au-dessus d'elles, je le redemande, concrètement que fait-on ?

La dictature des mots.

Une bonne pensée dépend d'une communication saine, or, les pratiques dont usent les *médiocrates* s'articulent invariablement autour d'une intention manipulatrice. La parole est triturée, déformée, gauchie, instrumentalisée dans un esprit totalitaire qui évacue l'humain. Dans ses messages dominant double langage, injonctions paradoxales, dissimulation, réticences, mensonge, déni, désinformation. Comment s'y retrouver ? Confronté à un univers schizoïde dans lequel se superposent des quasi-réalités contradictoires, comment ne pas *perdre les pédales* ?

Tout système de croyance repose sur un discours accepté par tous (c'est-à-dire mis en commun, qu'il soit vrai ou faux importe peu) et qui prétend restituer rationnellement l'environnement. Par conséquent, pour réorienter la croyance, il suffit de manipuler ce langage.

On n'est plus pauvre, on est économiquement faible ; on n'est plus chômeur, on est demandeur d'emploi (ou fainéant) ; on n'est plus aveugle, on est non-voyant ; on n'est plus arabe, on n'est plus noir, jaune, métis, sémite, on est issu de la diversité ; il n'y a plus de bombardements des populations civiles, il n'y a que des dommages collatéraux ; on n'est plus un vieux, on est un senior ; il n'y a plus d'expulsion, il n'y a que de l'éloignement forcé ; on ne contraint plus, on *normalise* ; on ne licencie plus, on ajuste les effectifs ; on n'est plus un vagabond, on est un S.D.F., au mieux, un sans-abri ; on n'est plus un mendiant, on est dans la précarité ; il n'y a plus de viols, il n'y a que des rapports non consentis ; on ne censure plus, on modère.

Ce "*langage totalitaire*" s'appuie sur un vocabulaire conçu pour travestir, édulcorer, contraindre le réel à dire ce qu'il ne veut pas dire, arrivant, au passage (un vrai tour de force), à démontrer que "*La Vérité*" est fausse (ou qu'elle n'existe pas). Il construit une parole qui refuse d'identifier clairement les phénomènes, se cantonnant dans le flou, l'indécis, l'à-peu-près, l'innommé, l'inexact voire le contresens. "*On*" ne nomme pas les objets du réel, ce qui n'est pas nommé n'existant pas. C'est la *postvérité* de Trump qu'on peut encore nommer réalité alternative. Un exemple :

Respectant en cela la loi infallible de la France nazoïde qui le définit comme une chose, le P*** nie la proposition "*C*P* est un homme*" ; or, si *C*P** n'est pas un homme, il ne peut bénéficier des droits afférents à la condition humaine, puisque les droits de l'Homme ne concernent pas les *choses*. Donc c'est légitimement que *C*P** est traité comme un paillason malgré ses prétentions extravagantes à se présenter comme humain.

La vérité ? Il n'y en a plus. C'est le règne de la violence, du vice, de la duplicité. La raison ne peut être que la raison du plus fort, qui, en général, est aussi le plus bête. "*Le chef a toujours raison. Ein volk, ein Reich, ein Führer !*". Reposant sur la violence, une hiérarchie terroriste gouverne. "*J'ai le pouvoir, donc j'ai raison*". La détention de la *kalach'*, ça aide à ne pas penser. Je flingue donc je suis. "*Le cynisme, le mensonge et le non-respect de la parole donnée deviennent monnaie courante. [...] Entre le mensonge et la langue de bois, personne ne peut plus avoir confiance. [...] on finit par considérer comme normaux les abus de pouvoir, les manipulations, la corruption, les dérives mafieuses*". (M.-F. Hirigoyen). Pire, au quotidien, tous, nous assaisonnons nos discours avec ce "*langage totalitaire*" auquel chacun de nous est contraint d'adhérer, à défaut, "*on*" est un factieux, un inadapté ou un fou. Sanction : l'autorité vous montre du doigt, le groupe vous exclut.

Néo-négationnisme.

Question de Laure G*, interpellée à ce sujet par une personne indignée d'un usage qu'elle estime déplacé dans ce contexte : *“Peut-on ou non employer le terme “négationniste” pour désigner ceux qui nient ou minimisent les abus tutélaires ?”*

Re- *“En substance, le régime nazi réussit comme tous les régimes totalitaires à faire passer, aux yeux d'une partie de la population, le mal pour le bien ou au moins à le “blanchir””.*

Pour réaliser cet objectif, il suffit aux dominants et à leurs zélotes, *les collabos de la modernité*, de prohiber l'usage des mots qui, la décrivant sans concession, risquent de rendre visible leur turpitude. Dans la foulée, ils liquident les Cassandres qui osent s'en servir malgré tout, généralement en les présentant comme des fous.

Nous avons baptisé *putelangue* ce langage de la raison ordinaire dont usent les *médiocrates*, ces *bons aryens* pour qui l'intelligence consiste à être le plus bête possible, le *“putelangue”* étant *l'art d'escamoter le réel derrière un discours qui refuse de le nommer...*

... ou qui interdit d'employer les mots qui pourraient le faire.

Ce qui débouche sur cette sanie intellectuelle dont souffrent nos gentils démocrates : le déni, attitude typique de nos *bons aryens*.

Exemple. Mme Sylvie V* est morte dans des circonstances immondes. Mais cette fin écoeurante ne scandalise pas nos censeurs intégristes du verbe. Ce qui les indigne, c'est que l'on parle de *“négationnistes”* à propos des gens - comme eux ? - pour qui la mort de Sylvie n'est pas un problème – *c'est le mieux qui pouvait lui arriver, n'est-ce pas ?* Sylvie n'était pas juive ; Sylvie a été victime d'un système qui, pour être pervers, n'était pas nazi ; conclusion, Sylvie devrait se réjouir d'être morte au bout d'une agonie terrifiante mais dans le respect des règles démocratiques.

C'est gerbant, vous ne trouvez pas ?

Les nazis, ce sont les autres, nous serinent ces gens-là. Et alors ? Les Nazis n'ont pas l'apanage de la monstruosité, les gentils démocrates pratiquent très bien une admirable bestialité (bien qu'elle ait l'air propre). Sans rien inventer, en se bornant à décrire leurs agissements, ce journal l'expose à merveille. Ils honorent le vice et la violence, criminalisent la faiblesse, sèment la souffrance, chosifient les plus vulnérables d'entre eux, ils pratiquent l'*autruicide* de masse, excluent à tour de bras, mais ils n'y voient rien que de bien et de normal puisque c'est fait dans le respect des lois tordues qu'ils ont bricolées pour pouvoir leur faire dire ce qu'ils veulent, à savoir tout et son contraire. Nazie, stalinienne, *démocrato-mammonienne*, figure ubuesque, la *bêtise* quelle qu'elle soit, partout, en tous temps, recourt invariablement aux mêmes embrouilles.

Aux yeux des bons aryens, ce n'est pas que la démocratie féodo-spartiate tue Sylvie, Nathalie, Francis,- et combien d'autres chaque année ? - qui est mal, puisqu'elle le fait légalement, pour eux, ce qui est criminel, c'est d'en parler. (Cf. “Retour à Birkenau”).

Peu importe l'idéologie qui l'inspire, la monstruosité reste monstruosité. Et quand un crime s'accompagne de *déni*, *“négationnisme”* est le juste terme pour désigner l'attitude scandaleuse de ceux qui refusent de le voir. Il faut employer les mots qui disent clairement l'horreur des choses quand elle se montre à nous. L'ordure n'est pas l'apanage des nazis.

L'esprit de Goebbels.

Quand on est économiquement fragile – avons-nous dit, n'ayant pas les moyens de faire respecter ses droits, on ne peut rien opposer à la saleté qui nous asphyxie, seuls nous restent les mots qui la montrent. Or, à en croire nos bien-pensants, si nous avons le *droit d'être violé.e.s*, il nous serait interdit d'en parler. Mieux ! Nous devrions même être condamné.e.s quand nous le faisons.

À s'appuyer sur des discours sans substance qui refusent de nommer le réel, on finit par verser dans une indifférence criminelle dont - et c'est le pire - on croit fermement qu'elle est vertueuse.

Pauvres types ! Fidèles à l'esprit de Goebbels, après avoir empêché les victimes de parler de leur calvaire en leur interdisant d'employer les mots qui peuvent le décrire, ils osent contester la réalité de la criminalité tutélaire au motif que *n'existe pas ce qui n'est pas nommé*. Soyons sérieux ! Serait-elle pratiquée sous couvert de la loi, démocrate ou nazie, l'atteinte à la dignité humaine est un crime,

Sous-hommiser des personnes vulnérables qui nous sont confiées, profitant de ce qu'elles sont incapables de se défendre, ce n'est pas seulement de l'abus, c'est lâche, c'est abject, c'est *nazoïde*, c'est bestial, c'est *hitlerâtre*. Désolé pour les puristes à la manque, mais nous en rajoutons délibérément à leur intention.

Petite parabole pour leur édification : *Certain jour, Nasreddin constatant que le soleil se lève à l'est, voici qu'un contradicteur lui soutient obstinément qu'il se trompe. Réponse de Nasreddin : "Soyons précis, honorable contradicteur, ce n'est pas moi qui me trompe, c'est le soleil qui a tort de se lever à l'est"*.

Exégèse : Il n'existe qu'une manière de combattre efficacement la bêtise, être encore plus bête qu'elle.

Quand le réel qu'il a sous les yeux ne lui convient pas, le *bon aryen* standard accuse ceux qui ne font que le rapporter d'être des faussaires, de s'égarer, de tout mélanger, de cultiver le pessimisme, etc. avant de les vouer aux gémonies. Pourtant, ce même individu vous jure avec aplomb qu'il ne savait pas, qu'il n'a fait qu'obéir aux ordres, sacrifiant à son devoir, qu'il a agi *comme tout le monde*, lorsqu'il est pris, par l'effet du choc en retour, la main dans le piège de son "*négationnisme*" simplet. On le voit, les Nazis ne sont pas les seuls à savoir entonner la "*Nurembergeoise*", c'est un art auquel les démocrates s'adonnent aussi et avec excellence.

N'en déplaise aux *néo-négationnistes*, le vingtième siècle nous l'a démontré : ravalé à l'état de chose des personnes dont le seul crime est d'être faible dénote une orientation *nazoïde* (ou *stalinienne* si on préfère). Mais à l'instar du soleil qui a tort de se lever à l'est, peut-être le vingtième siècle s'est-il trompé en nous montrant des choses qui n'auraient pas dû se passer. Auquel cas, les *négationnistes* sont dans le vrai : le régime des tutelles c'est "*Le meilleur des mondes*", les esclaves et les femmes n'ont pas d'âme, le viol est un délire d'hystérique, la colonisation était un bienfait pour les populations qui l'ont subie, il n'y a jamais eu de torture en Algérie ni de programme d'extermination nazi des Juifs, la Terre est au centre de l'univers, (d'ailleurs, elle est plate), le petit papa Noël démocratique existe, Sylvie Velghe est morte accidentellement, la France est le pays des droits de l'Homme, ainsi de suite. Et, surtout - je dirais même plus, surtout - les *négationnistes* sont une chimère, il n'y en a jamais eu.

Démocrate, stalinienne ou nazie, la bêtise ne peut pas comprendre qu'elle est bête, encore moins l'admettre, sinon elle ne serait pas bêtise. Aussi demanderai-je aux *médiocrates* invétérés d'aller exercer ailleurs.

"Qui se sent morveux se mouche".

"*La négation est l'action de nier la réalité ou l'existence de*", rien de plus, et rien de moins. Partant, la réponse à la question de départ est "*oui*", on peut employer le terme de "*négationnistes*" pour désigner ceux qui nient ou minimisent la criminalité tutélaire, dès lors que c'est le mot qui traduit avec le plus de force le déni malsain auxquels se livrent nos monstres à nous, ces *bons aryens* de la modernité post-nazie.

On ne peut pas d'un côté faire les mêmes saletés que les nazis et de l'autre se plaindre d'être comparés à eux. Les conneries, c'est bon, là ! Il faut quand même appeler les choses par leur nom !

Au demeurant, à l'heure actuelle, le négationnisme qui doit nous préoccuper en priorité est celui qui consiste à nier le "géocide" auquel se livrent les Ubus de la finance mammondialiste tueuse de planète.

Le géocide étant un génocide à la puissance dix.

Pour dire que les "géocidaires" n'ont rien à envier aux Nazis. Il se peut que cela déplaise à certains, reste que c'est ainsi.

Le sens des mots ?

Note trouvée sur un blog :

"Les manifestants blessés au visage ne sont pas des "gueules cassées", expression qui appartient au vocabulaire de la guerre de 14-18.

Les manifestants aspergés de lacrymogène ne sont pas "gazés" comme certains l'affirment.

Le mot "gazé" renvoie à l'idéologie, à la Shoah, au génocide des juifs.

Le climat est pourri.

L'air devient irrespirable.

Les mots ne veulent plus rien dire.

Quand certains comparent le sort des juifs en 1940 à celui des gilets jaunes c'est évidemment mensonger mais c'est aussi ignoble ».

Mais quand son auteur dénonce le discours d'autrui comme étant ignoble, cela prouve-t-il que le sien ne l'est pas ? Lui suffirait-il d'accuser l'autre de mentir pour prouver qu'il dit la vérité ?

Revenons aux termes de la note.

“Gueule cassée”. S'il est exact que le terme renvoie initialement à la “Grande Guerre”, il reste, quand je me fais casser la gueule, et que le résultat est un maxillaire brisé, un œil perdu, une pommette explosée, la boîte crânienne enfoncée, que j'ai bel et bien la gueule cassée. D'où vient-il, ce totalitarisme verbal qui prétendrait m'interdire d'exprimer les choses telles que je les ressens et, surtout, telles qu'elles sont ?

Autre chose. Gazer, signifie tout simplement exposer à un gaz, sous-entendu que ce gaz provoque, au minimum, de l'inconfort chez qui l'inhale. Bien sûr, être *lacrymogénisé* n'est pas être *ypérite*, mais il n'en est pas moins vrai que le gaz lacrymogène est un gaz – lapalissade nécessaire, puisque l'auteur de la note l'ignore – autant que l'ypérite, et s'ils n'ont évidemment pas le même degré de toxicité, il reste qu'être gazé à l'un ou à l'autre, c'est toujours être gazé.

Pour en venir au plus drôle, si nous réservons le verbe “gazer” aux victimes de la Shoah, y ont subi quoi les grivetons ypérites de 14-18 ?

Quand on revendique la précision, le minimum est de s'y tenir jusqu'au bout, à défaut, les jolis laïus sur le sens présumé des mots n'ont plus ni queue ni tête.

Sauf pour ceux qui sont dans la fusion cognitive, mais ça se soigne, les mots en eux-mêmes ne veulent rien dire. Ce qui compte, c'est ce que nous font voir les choses quand elles se montrent à nous, après, chacun le verbalise en s'aidant du bagage poétique qui lui est propre.

Le “*putelange*”, expression du totalitarisme *médiocratique*, est le terrorisme sémantique qu'impose l'idéologie bien-pensante en aseptisant, - en la désinfectant ? -, en l'expurgeant, en uniformisant la langue, prétendant en bannir les mots qui, nommant clairement les choses, permettraient de les saisir. Ceux qui voudraient nous contraindre à parler comme eux n'aspirent à rien moins qu'à nous empêcher de penser.

Généralement, ils interdisent de nommer les choses pour se donner le droit, ou le pouvoir, de les nier quand cela les arrange, (ce qui n'est pas nommé n'existant pas).

Nous l'avons vu avec le vocable “*négationnisme*”. Qu'il s'applique, dans un sens particulier, à ceux qui nient les crimes nazis, c'est un fait que nul ne conteste, mais cela n'autorise personne à confisquer ce terme en le réservant à ce seul usage, les intentions de ceux qui se livrent à ce tour de passe-passe étant carrément ignobles, elles, pour le coup, puisqu'elles donnent à entendre qu'on n'a pas le droit d'être une victime quand on n'est pas de confession judaïque, comme Sylvie Velghe ou Nathalie Dale ! (Exemples pris au hasard, ou presque).

Une discrimination en creux, en quelque sorte, mais plus puante encore que les autres, car s'exerçant sur des êtres désarmés que nul ne défend puisque tous la jugent normale.

Les médiocrates qualifient de démocratique un régime qui honore le vice et la violence tout en criminalisant la faiblesse, de laïque une république idolâtre qui se prostitue dans les temples de Mammon, d'État de droit un pays où le droit est payant et l'égalité élastique.

Nous le voyons, grâce au putelange les mots deviennent flous, ils n'ont plus aucun sens et ceux qui contrôlent le continuum médiatique parviennent à faire dire à la réalité tout et son contraire selon que l'exigent les circonstances, pouvant soutenir que le vérité se trompe.

Putelange et médiocrates.

Les petites gens ne peuvent pas gagner les batailles s'ils ne comprennent pas qu'on ne combat pas les dominants en respectant les règles que ceux-ci ont édictées, et que l'on ne débat pas avec ces mêmes dominants en acceptant d'user d'un langage que ceux-ci ont expurgé pour arriver à ne pas nommer ce qui les dérange, leur permettant de le nier (ou de soutenir tout et son contraire, selon les circonstances).

C'est folie que d'espérer vaincre l'oppresseur avec les armes qui font justement la force de cet oppresseur.

Celui qui accepte, en les respectant, des lois qui font de lui une *chose* et n'ose pas opposer à ses maîtres les mots qui dénoncent leurs saletés, celui-là mérite son sort.

Ayons le cran d'appeler un chat un chat et valorisons ceux qui osent le faire au lieu que de les dénigrer bêtement en donnant dans le panneau des médiocrates et de leur subtil apartheid.

Au moins nous éviterons de nous laisser entraîner dans le piège du crétinisme narré dans les pages suivantes..

Les médiocrates ne font pas de battage - ou ils en font peu - autour d'un SDF retrouvé mort sous un pont ou ailleurs, ni quand on retrouve chez eux les corps momifiés d'une personne âgée, ou sous tutelle, ou malade, victimes de l'isolement. Ils claquent abandonnés, oubliés, ignorés. Pas de procès pour eux. C'est comme les gilets jaunes, dont on se fout qu'ils crèvent la dalle. Ils ne sont pas tout à fait comme nous, ce sont des ratés, des minables et, osons le dire, des sous-hommes. Ils ne comptent pas. Mais qu'on touche à la chemise d'un bon arien de la démocratie, méritant et tout, alors là ça devient scandaleux, intolérable, criminel, il faut des coupables, les médiocrates réclament des exemples. Elle est là, la vraie violence, partout où ça pue parce que la bêtise fait la loi.

(Les médiocrates, - médias, *politocards*, *économinus*, *Ubus* de la finance, etc. -, ce sont les maîtres du jeu médiatique. Syn : sirènes médiatiques).

Combattre des individus qui jugent naturel de traiter leurs semblables comme leurs choses, ce n'est pas de la violence, c'est de la prophylaxie, ou alors il faut admettre qu'éliminer des virus pathogènes est d'une violence inouïe.

Retour à Birkenau. (Petit apologue).

Des gens qui se comportent comme des bêtes ne sont pas dans la barbarie, les barbares restent des hommes, mais dans la bestialité. Ce sont des bêtes.

Nous situerons la présente action à Birkenau (autrement connu sous la dénomination d'Auschwitz II), en 1942. Imaginons un complexe balnéaire (soit des douches) flambant neuf, devant lequel parade un officier nazi dans son impeccable uniforme de Schutzstaffel (S. S.).

En dehors de dérives d'ordre politique dues à une vision du monde un tantinet restrictive, dans la vie courante, au quotidien, la plupart des nazis étaient exemplaires : aimables, polis, vertueux, corrects, respectueux, irréprochables, charitables, même, comme beaucoup d'entre nous, en somme, et plus généralement comme tous ceux qui donnent des leçons de *respect*. (On le sait, les nazis font d'excellents démocrates).

Bref, ce nazi-là était parfaitement estimable, ce que ne contestait pas l'assistance : soldats, surveillants, sympathisants plus ou moins déclarés du régime, le personnel administratif du lieu (un espace de villégiature appelé "*Camping gaz*", du genre de ceux que les mauvaises langues nomment des camps d'extermination), et quantité d'autres personnages non identifiés et sans intérêt.

Là-dessus, voici, encadré par d'honorables gardiens, que survint un troupeau (il n'y a pas d'autre mot pour le désigner) indiscipliné d'individus à l'aspect repoussant, hâves, pouilleux au sens propre (si l'on peut dire), dépenaillés, sales, et très odorants. Beurk !

Soyons rigoureux et sincères, reconnaissons qu'hommes ou animaux, nous ignorons ce qu'ils étaient. Seulement pouvons-nous affirmer que cela paraissait vaguement anthropoïde. Selon l'un de ces je-sais-tout qui prolifèrent sur notre planète, il s'agissait de tziganes ; selon un autre, ils ressemblaient plutôt à des slaves ; "*à des Israélites !*" lança un troisième. Quelqu'un avança qu'en l'occurrence, ça n'avait pas d'importance puisque ce n'était pas humain.

Après les avoir fait disposer en une file approximativement rectiligne, le respectable officier, usant d'une grande courtoisie, convia les va-nu-pieds à pénétrer dans les douches.

Et là, d'une manière incompréhensible, non contente de lui opposer un refus catégoriques, la horde haillonneuse se mit à vitupérer contre le digne représentant de l'autorité en l'injuriant crûment : "*Ordures ! Enculé ! Fût de pisse !*"

J'en passe et de meilleures.

Bref, outre que d'être ingrats et discourtois, les sous-hommes détestent se laver.

On mit fin à la mutinerie en contraignant légalement, avec mesure et tempérance, c'est-à-dire à coups de pied, de crosse et de schlague, les sinistres individus à obtempérer.

Le public, ahuri par cette violence verbale, qui plus est, gratuite, et pour aider, dans un souci citoyen, à leur enfournement, se joignit aux gardiens pour bastonner les rétifs et répugnants malappris, en vue de leur apprendre les valeurs de la République (en allemand : Reich), en même temps que l'obéissance et de leur inculquer les vertus d'un langage civilisé.

“Ces velches sont vraiment des gens de rien, en admettant qu'ils soient des gens !” Hurlaient-ils. (On n'ose imaginer ce qui serait arrivé si les gueux avaient déchiré la chemise du saint homme. Ça s'est vu).

Pas davantage que dans la France démocratique du vingt-et-unième siècle, la vertueuse autorité nazie ne supportait la grossièreté, en effet, ce n'est pas une excuse que d'être un *dysgénète*.

Sur le coup, il n'y eut que deux morts. Les autres ne supportèrent pas la douche. En somme, la courtoisie leur a offert une mort propre.

On ne louera jamais assez les vertus de la civilisation.

Sylvie Velghe, Nathalie Dale, Michel B*, Francis V* non plus n'ont pas supporté les bienfaits de la *putainerie tutélaire*, une entreprise *hygiénique* dont ils sont également morts.

Non sans avoir, au préalable, insulté les délicieux *MJPM* qui veillaient pourtant à leur confort *“Ordures ! Enculés ! Fûts de pisse !”*

La routine. Pourquoi changer quoi que ce soit tant qu'il ne se passe rien ?

Criminaliser les opprimés, jeter les déshérités à la rue, sous-hommiser les faibles, acculer les humbles au désespoir, ce n'est pas de la violence, que cela, mais le jeu naturel de la démocratie, nous expliquent sans rire les “méritolâtres” intégristes, nos bons aryens à nous.

Pour eux, la vraie violence, celle qu'ils trouvent intolérable, c'est quand les victimes de l'exclusion, criant leur souffrance en secouant leurs chaînes, empêchent les nantis de dormir sur leurs deux oreilles en refusant d'aller prendre leur douche.

Violence et résistance. 19/10/2019.

Rappel à l'intention des maîtres qui nous tiennent en laisse et de leur valetaille médiocratique. Le pétainisme avait, comme eux, un problème de “putelangue” qui l'empêchait d'appeler les choses par leur nom.

Dans son essence, la violence est abus de la force or, abuser, c'est toujours violer.

Par définition, cet “abus de la force”, est exercé par le fort à l'encontre d'un plus faible que lui. En conséquence, la violence est toujours le fait du puissant, de celui qui détient le pouvoir, ou un pouvoir, quel qu'il soit.

Il n'y a pas de violence légitime, la violence est toujours abus de pouvoir.

Un faible, un opprimé qui se rebelle n'est pas dans la violence, il est dans la “contre-violence”, qui en elle-même n'est donc pas violence mais réaction à la violence qui est résistance. Animé par le désespoir, la colère, la rage, il peut se montrer agressif, véhément, en arriver à tout démolir, détruire, s'en prendre aux sbires de ses maîtres ou se livrer au sabotage, mais sa réaction, sa contre-violence ou sa résistance, pour excessive qu'elle paraisse est légitime. Elle est d'autant plus dévastatrice qu'il sait être la plus faible et que sa révolte est vouée à l'échec, à moins d'un miracle (qui se produit rarement), d'où cette fureur aveugle voisine de la démence qui préside parfois à ses actes.

Dans tous les cas, cette fureur n'est jamais que proportionnelle à la violence qu'exerce sur lui l'autorité qui l'asservit.

Nous le voyons, lorsque les dirigeants, ou leur valetaille *médiocratique*, dénoncent la supposée *violence* de nos modernes camisards, les GJ, ils ne savent pas de quoi ils parlent, ou plutôt, ils sont dans le “*putelangue*”. Ils sont les auteurs réels de la violence qu'ils dénoncent et dont le soulèvement populaire n'est qu'un contrecoup. Désolé, mais il faut désigner les choses avec les mots qui les évoquent le mieux. (*Ramentevons* que le “*putelangue*” est une forme vicieuse de communication qui consiste à couper son

auditoire de la réalité).

Le terrorisme n'est pas légitime, il est le massacre de personnes innocentes par des individus qui se présentent comme détenteurs d'une autorité (réelle ou supposée). En son extrême, il est la violence qu'exerce par les armes un État illégitime contre le peuple sans défense qu'il opprime.

Parce que fondamentalement *contre-violence*, la *résistance* est toujours légitime.

Apologie de Dominique F*. (Octobre 2017).

Que l'on me permette une parabase avant de commencer. Les exploiters, les négriers, les accapareurs, les sang-pur, etc., sont à mettre dans le même sac, celui des charognards. On peut y fourrer tous les totalitarismes, nazi, stalinien, *mammonien* (alias ultralibéral), etc. Ceci étant établi, allons-y !

Depuis longtemps courent des rumeurs selon lesquelles pèserait la menace d'une fermeture du site "*Justiciables en colère*".

Quand l'intimidation et leurs chantages ne fonctionnent pas, les Caligula (= chef au petit pied) de pacotille finissent toujours par passer à l'acte, c'est-à-dire à l'agression ouverte et de nature terroriste, de préférence.

Allez visiter ce blog. Rien de contraire à la *morale*. Ni sexe, ni violence, ni propos discriminatoires de nature raciste, sexiste, religieuse, politique, ni contre aucune minorité. On peut reprocher à Dominique F* son iconoclasme, sa franchise, sa façon d'exprimer crûment les choses, une ironie acerbe, mais pas d'inciter à la haine. En fait, tous les jours, Charlie, le Canard, Siné, ou d'autres, malmènent la bêtise avec plus de virulence qu'elle ne le fait.

Comme Socrate, ses accusateurs voudraient la mettre au ban de la Cité non pas seulement parce qu'elle dit la vérité, mais parce qu'elle dénonce le *putelangue*, ce langage de la bêtise dominante qui refuse de nommer ce qui fâche et fustige ceux qui l'emploient. Ce n'est quand même pas de la faute de Dominique F* si nombre de charognards se trouvent être des magistrats, des notaires, des avocats, des banquiers, des mandataires judiciaires, des directrices d'EHPAD, et j'en passe.

Re- : le "*putelangue*" consiste à escamoter le réel derrière un discours qui refuse de le nommer...

... ou qui interdit d'employer les mots qui pourraient le faire.

Alors, quand elle arrive malgré tout à parler des choses à l'aide d'un discours conçu pour les cacher, si la raison ordinaire de *monsieur-dame tout-le-monde* choisit de ne se rendre compte de rien, les pervers qu'elle cible, eux, s'en aperçoivent et ils tremblent. Raison pour laquelle ils cherchent, coûte que coûte, à la faire taire afin de prévenir des questionnements qui pourraient devenir encombrants si ses accusations venaient à être regardées comme elles devraient l'être, à savoir sérieusement et par des gens intègres - mais en reste-t-il ? - à la fois que courageux.

En somme, Dominique F* se borne à dénoncer la loi de la bêtise qui est au pouvoir, à savoir celle des dominants vicieux qui parviennent à honorer la violence en criminalisant la faiblesse pendant que le bon peuple joue les aveugles.

Alors quand je vois une Autorité minable, tombée de je ne sais quel ciel, galvanisée par ce désintérêt des masses et leur putain de silence, débarquer sur la toile sur le mode "*congrégation de la doctrine de la e-foi*", en d'autres termes, l'inquisition à la sauce internet, dans le but de censurer Dominique F*, je dis "*stop !*"

Quand je vois cette dernière, malmenée, spoliée, broyée, manipulée comme un pion, violée dans sa dignité, traînée, enfin, devant les tribunaux par ses agresseurs - un comble ! - et là-dessus, muselée par un réseau *dit* social, parce que là aussi, et même là surtout, la médiocrité et le vice font la loi, je dis "*stop !*"

Quand je vois la bêtise, via ces réseaux *dits* sociaux prétendre me dicter ce que je dois regarder, ce que je dois croire, ce que je dois penser ; quand je la vois m'imposer ses choix : "*ceci tu dois le savoir, cela tu dois l'ignorer*", je dis "*stop !*"

Que ça plaise ou non, les faits nous autorisent à parler d'un totalitarisme médiatique, une forme obreptice d'incitation qui m'oriente vers des choix hétéronomes, c-à-d qu'ils ne viennent pas de moi.

Ras le bol de ces blaireaux d'inquisiteurs inspirés par sainte Anastasie et qui sévissent sur le *cyberespace* comme partout ailleurs, encouragés en cela par le silence de gens dont trop peu s'insurgent, (ou qui le font trop tard), quand leur démocratie mignonnette se dote de lois *nazoïdes* qui lui permettent de réduire à l'état de choses des centaines de milliers de personnes dont le seul crime est d'être faible et sans défense.

“Faisant passer le mal pour le bien ou, au moins, parvenant à le "blanchir"”.

Dans le sens inverse, et de la même façon, notre sac de charognards arrive à présenter, en le *"noircissant"*, le bien comme un mal afin de pouvoir le censurer.

Appelons les choses par leurs noms. S'en prendre à quelqu'un qui condamne la criminalisation de la faiblesse, à quelqu'un qui dénonce le vice et ses tenants, les fumiers qui honorent la violence, à quelqu'un qui vilipende le *milieu* de la *protection*, ces mafias qui rackettent des personnes vulnérables sous l'œil distrait d'une justice qui s'en moque, ce n'est pas de la modération, c'est de la censure. Pire, c'est une censure d'inspiration aryenne, (ou *nazoïde*, ou *hitlerâtre*), puisqu'elle soutient des personnages pervers dans une œuvre qui consiste à rien moins que déshumaniser des individus en abusant de leur faiblesse pour ce faire.

Pratique incontestablement terroriste. *“Le terrorisme, c'est la gestion des individus par la terreur. La terreur est un procédé de gouvernement, permettant à un pouvoir de briser, à force de mesures, et jusqu'aux plus extrêmes, la volonté de ceux qui lui résistent”.* (Cf. *“Une prison qui ne s'avoue pas”*).

Le terrorisme n'est pas l'apanage des factions religieuses ou révolutionnaires, les démocraties *mammoniennes* sont de loin meilleures qu'elles à ce jeu-là, et leurs *kalach's*, quoique moins salissantes, sont infiniment plus efficaces.

Chaque fois qu'un tyranneau, parce qu'il détient la *kalach'* de l'autorité qui lui donne le pouvoir de l'intimider, force arbitrairement un témoin à se taire, il pratique le terrorisme.

Comme le pratiquent ceux qui veulent bâillonner Dominique F*. (La menace de fermeture de son site n'étant qu'une diversion).

Si j'étais Satan, ou un type de ce genre, pour séduire le peuple, je me présenterais à son suffrage camouflé sous le domino démocratique. Là-dessus, une fois élu, je ferais voter des lois tout ce qu'il y a de plus *réglos* pour, rendant la vérité illégale, pouvoir faire punir *démocratiquement* ceux qui l'aiment, ceci dans le respect des règles faussées de l'État de droit (tordu). Il suffit pour cela de déclarer irrecevables les preuves de son existence, ce qui permet de proclamer diffamatoires les mots qui en parlent. Abracadabra ! Et puisque c'est ainsi que procèdent les charognards qui harcèlent Dominique F* pour la liquider ou, à tout le moins, pour la faire craquer, C.Q.F.D..

Le système juridique français est vraiment très bien fait, probablement l'un des meilleurs du monde, en particulier quand il s'agit d'aider les mafias prépotentes de *Mammon* à se débarrasser de ce fléau *socratisant* que sont les lanceurs d'alerte.

“Facisme, faciste, facisant”. (Sic). (Octobre 2017).

“Si dieu est l'opium du peuple, la démocratie est son anesthésique”.

Une Cité pond des lois monstrueuses parce qu'elle est monstrueuse. Or, elle ne peut être monstrueuse que parce que ses citoyens sont des monstres, ce qui n'est pas répréhensible en soi quand la chose est naturelle, en effet, si tout le monde est monstrueux, tout le monde est normal. À partir de là, lorsque apparaissent ces aberrations que sont Socrate et le Christ, la Cité les liquide, issue logique.

Et quand les monstres démocrates, comble du grotesque, traitent de monstres les monstres qui ne sont pas démocrates, que faire, sinon en rire ?

Re- : *“voici celles que je choisirais si je devais citer les réalisations humaines les plus absurdes de tous les temps : a) la création des dieux ; b) l'invention du petit papa Noël démocratique ; c) la découverte de l'égalité élastique”.*

On se voit mal expliquer quoi que ce soit à des esprits assez frustes pour croire en l'une ou l'autre de ces sornettes et parfois dans les trois à la fois.

Eh, oui ! Intellectuellement, les monstres manquent de finition.

Dans un pays où l'on pense au pas de l'oie, seuls disent la vérité les fous comme Cassandra, que l'on ignore, ou Socrate, trop persuasif, ce qui lui vaut la ciguë. Pour tous les autres, l'intelligence consiste à être le plus bête possible. C'est la loi.

Car le voilà, le nœud du problème : *“L'humain n'est pas mauvais, il n'est que bête, et c'est encore plus grave, hélas. En même temps, c'est justement ce côté pathétique de brave bête, car occultant sa cruauté, qui le rend attachant”*. (Cf. *“Les Nazis, ce sont les autres”*).

Le néologisme *“facisme”* (*sic*), est né de ces considérations. (Ne pas confondre avec *fascisme*, avec quoi cela n'a *presque* rien à voir. D'ailleurs, le mot s'écrit sans "s" avant le "c"). Le *“facisme”* (*sic*), est né de ce journal, rédigé dans l'intention, sinon de le renverser, du moins de bousculer l'un des pots de chambre qui empuantissent (ils sont légion) l'atmosphère de ce pays, celui de la *putainerie tutélaire*.

“Finalement, les bons aryens ont raison, il n'y a pas de problème avec les tutelles, la meilleure des preuves, c'est qu'il n'y a pas de preuve. Ils effacent les traces au fur et à mesure [...]. Pour qui détient la kalach' de l'autorité, c'est pas compliqué, [...], et ça l'est d'autant moins que le bon peuple préfère ne pas savoir. C'est le prix de son confort. (Il ne s'agit pas d'un reproche. Ainsi vont les mœurs. Quand tout le monde collabore, le salaud est celui qui résiste, et c'est très bien ainsi)”. (In *“Il ne s'est rien passé à B*”*).

Pour dire que le *“faciste”* (*sic*), c'est celui qui se voile la face, un individu sujet à la forclusion qui refuse de regarder ce qu'il a sous les yeux et de croire ce qu'il peut toucher,

Il n'y a pas d'innocents. Nous sommes tous des *“facistes”* (*sic*), ou, du moins, le sont tous ceux qui ne veulent pas voir, tous ceux qui ne veulent pas savoir, tous ceux qui obéissent aveuglément, tous ceux qui se taisent.

C'est cette forme d'indifférence mâtinée de couardise, et que nous baptisons *“facisme”* (*sic*), qui autorise les dérives charognardes d'obédience *mammonienne* comme la production de saletés qui ont l'air propres. Illustration :

“Regarde, dans ce pays, t'as les droits de l'Homme, ça ne se voit pas mais ils sont payants, si t'as pas les moyens de te les offrir, tu deviens un ilote, autant dire une chose, en un mot, rien ! Les vieux, les handicapés, les femmes et les enfants isolés et sans défense, les personnes psychologiquement fragiles ou vulnérables, sont des choses. Légalement on peut en faire ce que l'on veut, les maltraiter, les foutre à la rue, les laisser crever de faim au fond d'un galetas, les violer, les martyriser, les gaver à mort de psychotropes, les suicider, les plumer, les torturer, et cetera. Il n'y a pas de déclaration universelle du droit des choses”. (Cf. *récapitulatif*).

La *bêtise* réussira toujours à soutenir que ce tableau ne reflète pas la réalité. On peut faire semblant de la croire, mais ce que nous disent nos sens et notre raison est sans appel. Dans l'Occident démocratique, la règle est la suivante, le vice et la violence sont honorés et la faiblesse tenue pour criminelle.

“La loi y est devenue une arme terrifiante entre les mains des pervers qui la retournent contre les faibles pour les écraser.

Dans une cacocratie (gouvernement du vice), où elle n'a de droit que celui de se taire, quand la faiblesse ose ouvrir sa gueule et se défendre, on la condamne. C'est comme ça !” (Cf. *“Récapitulatif”*).

Les violeurs, les pervers, tous les grands charognards, surtout ceux de la finance, ont toujours fonctionné ainsi, ils instrumentalisent une justice qui semble n'être conçue qu'à cette fin.

Telle, aujourd'hui, Mme Dominique F*, cf. chapitre précédent, malmenée, spoliée, broyée, violée dans sa dignité, traînée – un comble ! - devant les tribunaux par ses agresseurs !?

Pourquoi ? Mais parce qu'elle ose se plaindre ! Et parler, et se battre.

Or, pour être choquant, rien n'est plus vrai, (ces pauvres lanceurs d'alerte en savent quelque chose), en France et généralement en Occident, on le voit avec des géants de divers secteurs économiques ou financiers qui actionnent aussi bien pour neutraliser les dénonciations dont elle font l'objet et réduire au silence ceux qui les initient que dans l'autre sens pour faire cesser les poursuites qui les visent en paralysant l'appareil judiciaire grâce à des lois qu'ils font voter par des *politocards* qui sont leurs obligés.

Comme il l'a fait avec les dieux, l'homme a créé la démocratie parce qu'il a besoin de foi pour vivre. Elle fonctionne bel et bien comme une religion - ce qu'elle est - reposant, comme toutes les religions, sur un fatras de dogmes reçus sans examen par le fidèle à qui les faits montrent pourtant qu'ils ne collent pas à la réalité.

Car les choses n'ont besoin de personne pour se dire elles-mêmes. Se montrant à nous elles nous parlent et l'expriment sans aucune ambiguïté : *“Le petit papa Noël démocratique n'existe pas”*.

Je ne vais jamais à la messe, c'est trop mal fréquenté. (Octobre 2017).

“Seules deux choses sont infinies. L'univers et la stupidité de l'homme. Et encore, je ne suis pas certain de l'infinité de l'univers”. (A. Einstein).

Présenter comme un “*faciste*” (*sic*) tout individu qui se voile la face, c'est admettre qu'à un moment ou à un autre chacun de nous en est un.

Les “*facistes*” (*sic*) sont propres, beaux, avenants, sociables, d'une moralité éprouvée, bons pères de famille, bons citoyens, bons démocrates, ils votent juste milieu, ils sont polis et même courtois. Ils donnent aux œuvres, pourvu que cela se sache, adorent, modestement, montrer combien exemplaires ils sont. Ils aiment ce qu'il faut aimer, détestent ce qu'il faut détester. Ce sont des gens bien.

Les “*facistes*” (*sic*) n'ont qu'un léger défaut, ils font la guerre à la différence : pour eux, *l'autre*, “*celui qui n'est pas tout à fait comme nous*”, c'est un moins qu'homme, un objet, une *chose*, un *Juif*, une bavure qui dénature l'harmonie cosmique et qui, à ce titre, doit être éliminée. Il reste que les “*facistes*” ont figure humaine. Ce sont des gens bien.

Les “*facistes*” (*sic*) vont à la messe, à toutes les messes. Les méthodes changent, féodal, négrier, tueur de peaux-rouges, fasciste, stalinien, démocrate, les étiquettes aussi, mais celui qui les porte reste le même et il se rend à la messe. Car, dignes pharisiens, les “*facistes*” (*sic*) vont s'exhiber priant au temple (aux meilleures places, pour qu'on les y voit bien) et verser des larmes de crocodile sur la misère du monde, source d'un profit qu'ils entretiennent par ailleurs. Ceci fait, la messe dite, les péchés absous, la conscience tranquille, rentrés chez eux, ils dépouillent la veuve, enganymèdent l'orphelin, troussent la soubrette, maltraitent leur épouse et molestent un ou deux vieux, voire quelque invalide ou, s'ils n'en ont pas sous la main, massacrent leur chien. En effet, ils aiment les animaux. (*Sources : Évangiles, Matthieu 6.5, Luc 12.39-40*).

Voilà pourquoi je ne fous jamais les pieds à la messe. C'est beaucoup trop mal fréquenté, les messes, c'est plein de gens bien.

Les étalages publics de dévotion sont d'ordre pornographique. *On ne prie sincèrement que dans le secret de son âme, (Matthieu : 6.6).*

Misère, affliction, chômage, drogue, alcool, suicide, violence, haine (le désespoir alimentant le terrorisme), dans le sillage pervers des *facistes* (*sic*) il n'est que souffrance. Mais ils ont les mains propres, tout est légal, toujours. Ils sont *normaux*, affables et charmants, on leur donnerait le bon dieu sans confession, comme à tous les gens bien.

Quand, d'aventure, l'un de ces “*facistes*” (*sic*), référencés *bons aryens*, à l'honorabilité pur porc garantie par la doxa, tombe pour quelque délit, crime ou scandale, (quand ce n'est pas étouffé, car un prêtre, un magistrat, un médecin, un enseignant pédophiles, ça n'existe pas, tout le monde sait cela), nous criions à l'erreur judiciaire, à la machination, au complot. “*Ce n'est pas possible ! Un garçon si gentil, un monsieur (ou une dame) si poli, doux avec ça, intelligent, cultivé, délicat, sensible et toujours si bien mis !*” Nous n'y croyons pas, reflets idéals de ce que nous rêvons d'être, *ils nous ressemblent trop*. Lorsque ce en quoi nous avons foi nous trompe, notre jugement s'en trouve altéré, nous refusons de l'admettre. Ainsi sommes-nous faits. Aussi préférons-nous ne pas voir, ne pas savoir, ne pas croire. Voilà pourquoi, en vue d'asseoir la *Cité*, et parce qu'il faut bien ménager les vrais coupables, *ces fumiers qui nous ressemblent trop*, nous désignons des individus, que nous choisissons difformes, faibles, malades, repoussants, des *autres*, en somme, mais *innocents* afin de les livrer au rituel de la lapidation qui nous rachète collectivement de nos fautes. Nous sommes des gens bien. (Référence au *pharmakos*, cette victime expiatoire que l'on sacrifie chargée symboliquement des péchés de la collectivité).

Les “*facistes*” (*sic*), on les reconnaît à la raison, qualité dont ils disposent à ne savoir qu'en faire. Avec ça, ils n'ont pas une once de conscience (c'est plus commode pour être raisonnable). Ils sont civilisés, mais il est des *barbares* plus nobles qu'eux, et c'est poliment, presque avec élégance, qu'ils acculent leurs victimes au désespoir. On a envie d'applaudir. Ce sont des gens bien.

Les “*facistes*” (*sic*), qu'il faut bien appeler des monstres, sévissent au quotidien, vicieux, pervers, inhumains, vous suicidant un type (mais proprement et en toute légalité) comme d'autres boivent un verre d'eau (ou d'alcool pour les hydropathes style Charles Cros, Poe, Rabelais, Jarry).

Le “putelangue”, synthèse.

Celui qui interdit de nommer les choses se donne le droit, ou le pouvoir, de les nier quand ça l'arrange, ce qui n'est pas nommé n'existant pas.

C'est pour empêcher le grand nombre de penser que les rhéteurs à la botte des dominants ont mis un nouveau langage au point. Ce langage, expression du totalitarisme *médiocratique*, repose sur une sémantique contrôlée par l'idéologie dominante. En aseptisant, - en la désinfectant ? -, en l'expurgeant, en uniformisant la langue, les mystificateurs prétendent en bannir les énoncés qui permettraient de décrire les choses telles qu'elles sont.

Nous avons appelé “putelangue” ce mode d'expression imposé par la censure institutionnelle.

Définition : Le “putelangue” consiste à escamoter le réel derrière un discours qui refuse de le nommer en interdisant d'employer les termes qui pourraient le faire. Il permet de couper son auditoire de la réalité en tordant le réel, de sorte que les maîtres - ou leurs larbins - qui en usent parviennent à faire dire à la loi, (ou aux faits, aux choses, aux mots,) tout ou son contraire selon que l'exigent les circonstances.

Grâce au “putelangue” apparaît une forme de vérité inédite, la vérité réversible - ben oui ! puisqu'on peut la retourner à loisir et qu'elle reste vraie dans tous les cas.

Le “putelangue” est le jargon des dominants et de leurs clebs médiatiques d'obédience Goebbels.

Moteur de la démocratie *féodo-spartiate* : le libéralisme négrier.

Transformant, avec la privatisation, la solidarité en égoïsme, le libéralisme négrier dilapide le bien commun en le mettant entre les griffes de l'oligarchie sans scrupule des *Ubus* de la finance tueuse de planète.

Grâce au “putelangue”, les médiocrates parviennent à appeler *démocratie* un système bâti sur le modèle spartiate à trois niveaux : 1) en haut les élites, (les *homoïoi*, c-a-d les égaux), qui n'ont pas le droit de se salir les mains (ils confient leurs basses besognes à des chiens recrutés dans les autres classes) ; 2) au milieu les hommes libres (les *périèques*), classes intermédiaires qui vivent d'un travail qu'ils pratiquent au service de la Cité et dans ses intérêts (qui sont ceux des *homoïoi*) ; 3) en bas les *ilotes* qui font ce qu'ils veulent après leurs agréables journées (sept sur sept) de vingt heures de turbin, (la pénibilité est interdite), et à qui il ne reste rien une fois réglée aux *homoïoi* la redevance qu'ils leur doivent pour le droit qu'on leur donne de trimer comme des bêtes de somme.

Selon ces mêmes médiocrates anencéphales, retrancher au nécessaire des plus faibles pour financer le superflu des autres est on ne peut plus légitime. À les entendre, les serfs qui gémissent sous leurs fers seraient des privilégiés égoïstes et ceux qui tiennent le fouet (ou qui tirent profit de leur chosification), loin d'être des exploiters, seraient, en réalité, leurs otages.

Il faut avoir trois ans d'âge mental pour s'imaginer qu'il suffit de planquer sa merde derrière des mots qui ne veulent pas la nommer et croire qu'elle ne se voit pas. Ce que font les grands singes, ces maîtres qui nous gouvernent.

Ce qui dit tout sur le nôtre, nous qui nous les donnons.

Précisons.

1) Les nuls élisent des charognards, 2) les charognards pourrissent la vie des sous-hommes, 3) les sous-hommes se révoltent, 4) les nuls accusent les sous-hommes de foutre le bordel. 5) Moralité : les vrais enfoirés ce ne sont pas les charognards mais ceux qui leur permettent d'accéder au pouvoir.

Des bons aryens, des sirènes médiatiques, le “putelangue”, une démocratie négrière, un État de droit du plus fort, une République idolâtre qui se prostitue dans les temples de Mammon, une liberté payante, l'égalité élastique, la vérité réversible, une fraternité pur porc en vraie peau de Caïn, la consécration du vice et de la violence en tant que vertus républicaines et pour finir la criminalisation de la faiblesse, tel est, du point de vue médiocratique, entre tous les mondes possibles, exprimé en “putelangue”, celui qui serait le meilleur.

Moralité.

Bien sûr, il existe toujours des exceptions, mais la règle, au fond, c'est que l'homme est un requin pour l'homme (*homo homini squalus*). On n'y peut rien, alors autant l'accepter et faire avec.

Dans le genre prédateur, pire que le requin, y a pas. Et le plus abouti des requins, c'est l'homme. Question connerie, on fait pas mieux qu'un requin, c'est primaire, c'est brutal, pour lui, vivre consiste à bouffer ou à être bouffé. Alors on imagine bien, puisque chez les requins, ce sont les requins qui font la loi, le genre de justice qu'il faut attendre d'eux. Quand on est un faon, une sardine ou un agneau, il ne fait pas bon vivre dans leur démocratie.

Car dans la démocratie des requins (ou des charognards), la Cité, le pouvoir, la loi appartiennent aux imposteurs, aux violents, aux accapareurs, aux vicieux, aux salopards, aux tyrans et à leurs sbires. C'est un fait. Le petit peuple est bien sot de ne pas croire ce qu'il a sous les yeux.

Enfin, pour le requin, le nazi, c'est toujours l'autre. Normal, *“la connerie, c'est comme l'odeur des pets, on s'accommode mieux de la sienne.”*

Quand il a dit cela, il n'est guère avancé, puisque chacun de nous est un autre, la seule vraie question qui mérite d'être posée étant celle-ci : *“de qui suis-je l'autre ?”*

La grande leçon de ce journal est la suivante.

C'est un contresens que de se croire plus intelligent que son voisin. En réalité, ce sont tous les autres qui sont largement aussi cons que nous.

La putainerie tutélaire.



Ou :

Être un sous-homme en démocratie.

Les pieds dans le plat nazoïde.

La “putainerie tutélaire”, c'est l'univers français de la protection des adultes vulnérables. Pourquoi “putainerie” ? À cause de l'odeur ! La lexie “putainerie” vient de “puer”, or ce cloaque refoule grave.

Au nom de principes fumeux, on voit l'État français, ses institutions, sa justice, spolier, torturer, briser psychiquement, réduire au désespoir, tuer (indirectement, mais quand même) des pauvres gens qui ne sont ni des assassins, ni des terroristes, ni des déments, et dont le seul crime est d'être faibles. Ce pays dépouille des citoyens innocents et sans défense. En les coupant de leur identité, elle les détruit, elle les chosifie, elle nie leur humanité. Est-ce vivre que de se retrouver coincé dans une peau qui ne nous appartient plus ? Ce n'est même pas survivre, c'est végéter. Violant ses propres lois en transgressant le principe du respect de la personne qui fonde sa légitimité, niant leur droit à la dignité, l'État parjure les ravale au rang de légumes.

On appelle ça le régime de la “protection”, - qu'ils sont drôles, ces Français ! Et c'est légal.

Tournons-nous vers les gentils *droits-de-l'Hommistes* français : silence radio. N'est-il pas curieux, quand ce sont leurs petits copains, d'Occident ou d'ailleurs, qui pratiquent la barbarie, qu'ils ne tympanisent plus, ou alors, qu'ils le fassent si faiblement qu'on les entend à peine ?

Quand Mme Sylvie Velghe (entre mille autres) est légèrement *suicidée*, ou *autruicidée*, par la France *nazoïde*, les médias ne relaient pas, ou le font chichement, pourquoi ? Que, ou qui, servent-ils lorsqu'ils planquent sous le tapis du silence les ordures de cette vérole démocratique que nous appelons la *putainerie tutélaire* ?

Ou peut-être estime-t-on tout simplement dans l'ordre de défendre un journaliste, un humanitaire, un médecin, un partisan reconnu des droits de l'Homme, et, *a contrario*, juge-t-on, lorsqu'il s'agit d'invalides, de sous-hommes, d'avortons, de pauvres types, de *dysgénètes*, de minables, de majeurs vulnérables, que ça ne concerne plus les droits de l'Homme, puisque, après tout, ce ne sont pas tout à fait des hommes, n'est-ce pas ?

Un bourbier nommé tutelle.

La fonction de l'appareil judiciaire est d'appliquer la Loi, pas de faire de l'humanitaire. Les rapports humains ne sont pas de son ressort. C'est dommage, parce que la *protection des personnes vulnérables*, c'est d'abord de la gestion de l'humain avant que celle des contrats.

Nier la réalité de l'individu, autant dire le tuer, au prétexte de garantir ses droits, c'est idiot. Pourtant, si l'on en croit ce que rapportent de leur expérience ceux, trop nombreux, qui sont tombés sous le joug des tutelles et qui fulminent contre elles, il semble avéré, au motif de cette *protection* fuligineuse, que c'est

bien ce que fait la France.

Au nom de textes ignobles, les institutions confisquent leur existence et leurs biens à des personnes fragiles, les dépouillent de leurs libertés fondamentales, de leur dignité, pour, au final, les ayant métamorphosés en végétaux, leur dénier la capacité d'avoir une volonté propre, ceci après les avoir coupé des informations concernant une identité dont elles sont, par le fait, dépossédées. Au nom d'une loi inique, on les dépersonnalise, on les chosifie on les enferme dans une bulle dont leur parole ne peut franchir les parois, on les brise mentalement, rendant invivable leur quotidien, on les tue à petit feu.

Peut-on laisser le soin d'assurer la défense et la sauvegarde d'êtres humains à un vulgaire appareil, tout judiciaire soit-il, qui les broie par ignorance en raison de ce qu'il n'est qu'une machine dépourvue de conscience ?

Y a-t-il quelque enseignement à tirer de ce borborygme de la *protection* ? Quand la bêtise est en action, quand c'est elle qui fait la loi, je ne suis pas sûr qu'il y ait quoi que ce soit à comprendre. Sinon ces gens-là, les *choséificateurs*, reproduiraient-ils des mécanismes dont la manifestation la plus frappante (mais non la seule) endeuilla le deuxième quart du vingtième siècle ?

Une démocratie d'opérette ?

En vue d'atteindre leurs objectifs comptables, toutes les organisations, (entreprises, associations, collectivités), quelle que soit leur taille, les mettent en œuvre et ignorent délibérément la réalité de l'individu, n'hésitant pas à lui couper les ailes, c'est-à-dire à le dépouiller de son humanité, au risque de le détruire, pour en faire un outil fonctionnel au service de la sacro-sainte rentabilité.

On chosifie parce que faire de l'humain coûte trop cher. Cette règle infrangible avait déjà servi de point de départ à *Adolf H** pour légitimer son entreprise millénariste... et le reste.

Finalement, l'Occident *mammonien*, (ou libéral, au choix), va chercher les principes qui le guident dans les chiottes idéologiques du Führer. Ceci explique pas mal de dérives.

Ainsi procède la *protection juridique des adultes vulnérables* avec les malheureux qui tombent entre ses griffes. Elle fait ses choses de leurs coquilles vides après avoir tué en eux toute humanité, cette saleté s'effectuant sous le contrôle de l'appareil judiciaire, et avec son accord, sinon son concours, pendant que la Cité, en bloc, détourne pudiquement les yeux pour ne pas voir. Après tout ce ne sont que des *épaves* qui sont concernées, n'est-ce pas ?

Sauf qu'ici, les crématoriums dont sont fustigées les méthodes, dans leur souci de performance, oublient la mission première qui est la leur, la *protection d'une population en souffrance*, en *sous-hommant* leurs protégés et en violant leurs deux obligations capitales définies par la *Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007* portant réforme de la protection juridique des majeurs, je cite et souligne :

Article 415 du Code civil : Les personnes majeures reçoivent la protection de leur personne et de leurs biens que leur état ou leur situation rend nécessaire suivant les modalités prévues au présent titre.

Cette protection est instaurée et assurée dans le respect des libertés individuelles, des droits fondamentaux et de la dignité de la personne.

Elle a pour finalité l'intérêt de la personne protégée. Elle favorise, dans la mesure du possible, l'autonomie de celle-ci.

Elle est un devoir des familles et de la collectivité publique.

Oui, deux obligations sur lesquelles s'assoient allègrement les *schupos* de la *putainerie tutélaire*, en vertu des principes marécageux de la *démocratie d'opérette* que cet opuscule interroge.

Et, on peut, selon le mot gaullien, sauter comme des cabris sur sa chaise en criant :

“Démocratie ! République ! État de droit !”

Ainsi que le font nos médiatiques illusionnistes, parlant de notre beau pays, en escamotant, (splendides égoïsment et n'en ayant cure), celles et ceux que l'on y violente, les tuant parfois, des femmes, des vieux, des enfants, des handicapés, des êtres sans défense, en vertu de lois ignominieuses qui permettent à nos démocrates bidon d'en faire des objets sexuels, de les jeter sans tiquer à la rue, de les martyriser, de les laisser crever de faim au fond de leurs galetas, ou de froid et de manque de soins sous un porche, le fait est qu'il reste beaucoup de Vichy dans le pastis démocratique français.

Une prison qui ne s'avoue pas.

La Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 devait moderniser le dispositif de *la protection juridique des majeurs* en améliorant la condition de ces derniers. Malheureusement, et les rapports respectifs du Défenseur des droits et de la Cour des comptes, publiés tous les deux en septembre 2016, le déplorent, “*la mise en œuvre de la loi n'a [...] pas été à la hauteur de ses ambitions*” (Cour des comptes, page 9), doux euphémisme pour dire qu'on ne l'applique pas ou qu'on le fait mal. Dommage, parce qu'il y est beaucoup question de garantir l'autonomie de la personne sous protection.

Or, et nous allons le voir dans ces pages, l'intérêt de la personne protégée est une fiction. En réalité, sa mise sous tutelle ou sous curatelle renforcée n'est ni plus ni moins qu'une mesure de privation de liberté. La protection est une prison qui ne s'avoue pas et ceux ou celles qui la subissent se voient tout simplement dépouillés, avec une brutalité inimaginable, de leur humanité.

Parce que, généralement, ils tiennent aussi la *kalach'* de l'autorité, les quidams qui élaborent les règlements se donnent toujours le droit de les interpréter en leur faveur. En les lisant attentivement, vous constatez, neuf fois sur dix, qu'ils sont conçus de telle sorte que la partie la plus faible se fait léser en cas de conflit.

Sur la question du rapport d'autorité, la protection des personnes vulnérables fonctionne comme l'entreprise, mais en pire, le protégé n'ayant pas de syndicat pour le défendre. Il est seul, désarmé, offert pieds et poings liés à la discrétion d'un mandataire qui agit très exactement comme il l'entend dans le cadre d'usages nocifs que l'appareil judiciaire a laissé s'instituer depuis des décennies et ce pour le plus grand bénéfice du mandataire en question, mais contre l'intérêt de la personne *protégée*, ce dont nul ne se soucie, pas même la Justice dont c'est pourtant le devoir de garantir sa dignité.

De l'eau dans le gaz.

Voici la liste des droits de la personne protégée telle que la précise dans son règlement, (qui reprend la Loi n° 2007-308), une officine de protection, le P***, dont C*P*, le protagoniste de ce journal, a subi trente mois durant les singeries liberticides :

- *Liberté individuelle - Dignité, intégrité - Liberté des relations personnelles - Droit au respect des liens familiaux - Droit à l'information - Droit à l'autonomie - Droit à la protection du logement et des objets personnels - Consentement éclairé et participation de la personne - Droit à une intervention personnalisée - Droits à l'accès aux soins - Protection des biens dans l'intérêt exclusif de la personne - Confidentialité des informations.*

Dans la réalité, ces *droits* sont piétinés pour une raison toute simple. En l'absence d'un contrôle réellement indépendant, impartial, sérieux et à défaut de sanctions suffisamment dissuasives en cas de manquements, les agents du milieu tutélaire font à peu près ce qu'ils veulent. S'ils sont réglos, pas de lézard, hélas, il arrive qu'ils souhaitent, avant tout, privilégier leurs intérêts et leur confort, ce qui ne peut se faire qu'au dam de leurs *clients*.

Inconvénient déploré dans deux rapports parus en septembre 2016.

Le premier, “*Protection juridique des majeurs vulnérables*”, émanant du Défenseur des droits dénonce des “*droits fondamentaux des majeurs protégés insuffisamment reconnus*”, (page 40).

Le second, “*La protection juridique des majeurs*”, publié par la Cour des comptes constate “*le très faible niveau de contrôle des mesures et des acteurs est alarmant*”, (page 11).

Réseau ou mafia ?

Avec un appareil judiciaire qui laisse la bride sur le cou de ses auxiliaires pourvu que leurs dérapages ne se voient pas trop, ces derniers peuvent impunément faire n'importe quoi, ou peu s'en faut, comme l'attestent les exemples cités dans le chapitre “*Témoignages*”.

À la décharge des magistrats, dans son rapport déjà cité, la Cour des comptes signale qu’“*en 2015, les juges des tutelles étaient chargés de 3500 dossiers en moyenne, ce qui ne permet pas d'assurer un suivi efficace*” page 11. En écœurant ses magistrats, la France affaiblit sa justice. Et, comme toujours en pareil cas, ce sont les plus fragiles qui trinquent.

Dans le cadre de la *protection*, les Juges ne peuvent pas être des arbitres fiables. Faute de moyens et de temps, il leur arrive de devoir pratiquer cette forme de cécité sélective qui consiste à savoir ne pas voir ce qui n'est pas essentiel. Il est dans leur intérêt d'entretenir de bons rapports avec les autres acteurs du système qui sont là pour les épauler et sont susceptibles d'alléger leur tâche, (tuteurs, curateurs, médecins, psychiatres, notaires, EHPAD et cetera), d'abord parce que la modernité fonctionne en réseau et que l'efficacité du réseau repose sur l'entente des éléments qui le composent, (au passage, notons qu'il n'y a jamais très loin d'un réseau à une mafia). D'autre part, feuilletant la notice d'information du P***, je relève ce qui suit *“L'Association P*** a vu le jour en 1987 à la demande des magistrats locaux afin d'augmenter le choix des services de tutelles dans le département”*. Comment imaginer que l'appareil judiciaire déjuge des olibrius qu'il a lui-même impatronisés ?

Enfin, pourquoi épargner une personne vulnérable, quelqu'un qui ne sait pas se défendre et qui ne présente que peu de danger, si son sacrifice peut profiter à tout le monde ? Je vous le demande.

La nature ne destine à vivre que les meilleurs.

Témoignage type des sinistrés des tutelles :

“Au départ, je m'imaginais que j'allais être aidé, mais ce régime de la “protection” auquel “on” m'a soumis, au lieu de celui que j'espérais, s'est révélé très vite ressortir ouvertement de l'oppression et de la coercition. J'attendais d'être relevé, soutenu, stimulé, tiré vers le haut, or, “on” me vole mon identité, “on” me dépouille de mon humanité, “on” me réifie, “on” me coupe de ma propre existence, “on” me censure, “on” m'asphyxie. (“On”, c'est d'une part l'organisme de tutelle, de l'autre l'appareil judiciaire). Je suis infantilisé, traité comme un déficient mental, d'une façon incompréhensible en raison de ce que mon état intellectuel ne justifie en rien un tel traitement”.

Plus grave ! Au nom de lois douteuses, la *protection* assigne à ses patients un statut d'irresponsables qui met en péril l'équilibre psychique de personnes déjà fragilisées à cet égard. Là-dessus, *on* leur inflige un régime qui s'apparente à de la détention arbitraire, au mieux à une assignation à résidence, *on* les prive de leurs droits fondamentaux, l'accès à leurs données personnelles leur est refusé, *on* les enferme dans le carcan d'un *langage totalitaire* qui leur dénie le droit de penser en leur interdisant un accès réel à la parole. Ces agissements relèvent de la contrainte mentale en ceci que par ce moyen, *on* les dépersonnalise en les réduisant à l'état de chose. Or, les méthodes qui sont employées à leur égard sont dangereuses et reconnues comme telles par la neuropsychiatrie car de nature à induire des troubles graves chez ceux qui y sont exposés.

On ne leur explique rien, *on* ne leur dit rien, *on* ne répond pas à leurs questions. *On* a posé sur elles la chape de l'arbitraire, et d'un arbitraire d'essence terroriste. (Le terrorisme, c'est la gestion des individus par la terreur, un procédé de gouvernement permettant à un pouvoir de briser, à force de mesures, et jusqu'aux plus extrêmes, la volonté de ceux qui lui résistent.)

Qu'y a-t-il de plus violent que de confisquer son espace privé à un individu en le coupant des données concernant sa propre existence ? Comment nommer cette façon d'agir ? Spoliation ? Dépossession ? Expropriation ? Se donne-t-on la peine d'en donner la raison ? Non ! Le *protégé* n'est qu'un objet. *On* considère qu'il n'a pas le droit de penser, qu'il n'a pas à savoir.

Une pareille profanation de son intimité constitue au sens propre un viol de son identité. *On* s'attendrait à voir sanctionnée une telle brutalité. Rien !

Si l'État français ne se donne pas les moyens de réprimer ces débordements, c'est qu'il les tient pour légaux. Les jugeant tels, il donne raison à la violence, il l'encourage.

De quel droit se permet-il de doter son appareil judiciaire du pouvoir de dépouiller un individu de son humanité ? *Il n'y a pas de caractère sacré de la loi*, soit elle est légitime et son autorité s'impose à tous, soit, comme ici, elle viole les principes qui la fondent, et alors, il faut la combattre.

La conscience n'est pas tenue par les lois de la bestialité. (Ou, si l'on préfère, la loi des singes ne s'impose qu'aux singes).

Trop de MP (majeurs protégés) sont abandonnés aux caprices du système détraqué de la protection via des MJPM (mandataire judiciaire à la protection des majeurs), qui usent à leur égard de procédés

ouvertement pervers avec la bénédiction d'un appareil judiciaire apathique. Faute de moyens ? Pas toujours !

“La nature ne destine à vivre que les meilleurs et anéantit les faibles”. (Adolf H*). On le voit, question spiritualité, avec sa *putainerie tutélaire*, la France puise son inspiration dans ce qui se fait de mieux.

Nom : tutelles. Espèce : boîtes à ordures.

Comment la *protection* détruit-elle psychiquement un individu ? C'est simple, elle procède en deux temps :

1) Le cadre :

- Il suffit qu'il lui soit livré pieds et poings liés,
- sans possibilité de fuir ou se défendre,
- qu'il dépende en tout de son bon vouloir,
- qu'il soit isolé dans la vie et ne bénéficie d'aucun soutien extérieur.

De la sorte la *protection* peut l'incarcérer dans un in-pace mental aussi sûrement que s'il était derrière les barreaux de la plus solide des cages. Une prison qui présente l'avantage de ne pas se voir.

2) Les moyens :

- “On” lui supprime ses libertés fondamentales,
- “on” le coupe de toute information,
- “on” refuse de communiquer avec lui,
- “on” lui interdit de s'exprimer,
- “on” lui dénie la possibilité de penser,
- “on” fait comme s'il n'existait pas,
- “on” le dépouille de son identité, de son humanité,
- “on” le réduit à l'état de chose, avec un statut comparable à celui d'un esclave, d'un légume ou d'un chien, sans plus de latitude qu'eux.

Parce qu'elles exercent lâchement leurs talents criminels sur des personnes qui leur sont confiées précisément en raison de ce qu'elles sont sans défense car psychiquement fragiles, leurs pratiques nous autorisent à déclarer de ces boutiques de tutelle ou de curatelle que certaines appartiennent à la catégorie des boîtes à ordures.

Nul besoin d'être psychiatre pour saisir les prolongements psychotraumatiques d'un pareil traitement. Si “on” ne le comprend pas c'est qu'“on” veut ne pas le comprendre. C'est intentionnellement qu'est dressé autour des *protégés* un réseau de pseudo-communication dont la fonction est de les contraindre à la résignation. Que cela puisse provoquer chez eux un syndrome de dissociation, qu'est-ce qu'on en a à faire ? Les *MJPM* œuvrent sous couvert de la Loi, ils sont à l'abri, ils ne risquent rien, pourquoi se gêneraient-ils ?

“Quis custodiet ipsos custodes” ?

À partir de décembre 2014, C*P*, en curatelle renforcée, va essayer d'expliquer patiemment, mais sans résultat, qu'il n'est pas une chose à des êtres qui, réfutant le témoignage du réel, persistent à se comporter à son égard comme s'il en était une. Signalons en passant que les Nazis non plus n'étaient pas capables d'opérer la distinction entre ce qui est humain et ce qui ne l'est pas.

Aurait-il dû accepter de se soumettre à cette forme insidieuse de torture qui consiste à ravalier des hommes au rang d'objet ? Une conduite entrée dans les mœurs, approuvée, établie, banalisée, entérinée par l'usage. L'usage consistant à faire comme tout le monde, on arrive à croire qu'il définit le “normal”. Mais le “normal” est-il le “légitime” ?

Lorsqu'il est placé sous le régime de la curatelle renforcée (jugement du 14/09/2014), il est loin de se douter des retombées que cette mesure va impliquer : *il n'a plus le droit d'exister*.

Quelle attitude adopter face à des gens qui trouvent raisonnable :

- De traiter leurs semblables comme des objets ?
- De leur confisquer leur propre vie ?

- De leur interdire l'accès aux informations qui les concernent eux, et eux en priorité ?
- De leur dénier le droit de penser, d'avoir une conscience ?
- De les couper de tous moyens d'expression ? (Sachant que le droit de s'exprimer de l'émetteur ne vaut que s'il s'accompagne du devoir d'écoute du destinataire. Faire semblant d'écouter n'est pas écouter).

Traiter une personne comme un objet, l'empêcher d'accéder à des données qui concernent sa vie privée relève davantage de la posture perverse que du simple abus de pouvoir.

Sous-hommisé, et par là privé de tous ses droits, le *protégé*, lui qui n'est ni un criminel, ni un délinquant, ni un terroriste, ni un forcené, est littéralement mis hors la loi et ceci au nom de la Loi ?!

En quoi est-on tenu par une autorité qui juge dans l'ordre de traiter les humains comme des objets ou de les garder en laisse et muselés ? Ceci sans motif autre que le caprice à elle dicté par le bon plaisir d'un législateur sans âme ? (Un *bon arien*, lui, et respectable).

Les Lois doivent s'appliquer dans le respect des principes et de l'esprit démocratiques, puisque c'est dans ce cadre qu'elles sont élaborées. Et nous ne voyons pas à quel titre le P*** pourrait se soustraire à une obligation d'humanité qui s'impose à tous. "*Au nom de la Loi*", nous objecte-t-il. Donc, C*P* serait devenu une chose parce qu'une loi idiote l'a décidé ? Ce qui impliquerait que le réel se trompe ? L'autorité aurait le pouvoir de récuser les données du monde objectif ? La Loi serait un genre de religion mais en pire ?

Parce que l'obéissance aveugle est le génie de ceux qui ne pensent pas, tenant pour une idole ce qui n'est qu'un outil, la bêtise, toujours, se prosternerait devant la loi.

Qui nous gardera de nos gardiens ?

Justice autonettoyante.

Comment discuter avec des gens qui croient intelligent d'être bêtes ? Leur logique tient en peu de mots : "*C'est moi qui tiens le flingue, donc, tu as tort*". (Postulat qui fonde l'État de droit).

Pourquoi laisserions-nous un appareil judiciaire opaque s'appropriier, alors qu'il n'est que le commis de la Cité, le nôtre, des lois qui nous appartiennent à tous ? Pourquoi, ces lois qui sont là pour garantir nos droits deviennent-elles entre ses mains un outil d'oppression voire de destruction des libertés (et parfois des individus) ? Pourquoi les gens fragiles, les plus vulnérables, les pauvres, les *dysgénètes* sont-ils la cible prioritaire de cet épurateur social quand bien même certaines de ces personnes n'ont rien à se reprocher que d'être faibles ? Car les faits parlent : dans ce pays la faiblesse est tenue pour criminelle. Ce qui nous amène à l'essentiel, comment peut-on appeler *démocratie* un régime qui fonctionne sur un modèle dont la brutalité n'est pas sans rappeler les outrances du nazisme ?

En France, nous avons un appareil judiciaire qui, tordant ostensiblement les principes reconnus et désignés sous le nom de *droits de l'Homme*, se donne le pouvoir de dépouiller des attributs de leur humanité des personnes innocentes. Là-dessus, lorsqu'il les a brisées, détruites, décérébrées, (puisque ça revient à cela que réduire les gens à l'état de choses), elle les laisse *crever* dans un coin d'une mort qu'on ne réserverait pas à celles d'entre les bêtes que l'on regarde comme les plus répugnantes. L'absence, au sein de la collectivité, d'une réaction proportionnée à l'atrocité de l'acte en dit long sur son degré d'abrutissement. Au nom de quoi la Loi pourrait-elle rendre légale des forfaits que l'on dénonce comme inacceptables lorsqu'ils sont commis par des populations que l'on tient pour barbares ?

En démocratie, la justice appartient à la Cité et non aux commis, (magistrats, législateurs, gardiens du temple), qui la confisquent pour la mettre au service du marché (*Mammon*). Elle doit des comptes au citoyen. Ce dernier ne peut tolérer de son appareil judiciaire qu'il se comporte comme la sainte Inquisition, une mafia ou une secte. Et puisque la justice doit des comptes, qu'elle les rende !

Que ce soit au nom des dieux, de la justice, de la République, ceux qui croient naturel de traiter ou de laisser traiter leurs semblables comme des mouchoirs jetables doivent répondre devant la Cité de leurs actes lorsqu'ils sont incompatibles avec la dignité que tous sont en droit d'attendre. On n'a que faire de leurs titres. Nul n'est au-dessus de l'humain, ni les prêtres, ni les magistrats, ni les mandarins, ni les rois...

... pas davantage que ne le sont les lois.

L'impunité des juges, la Justice autonettoyante, ça suffit !

On fait quoi quand le premier *guignol* venu a le pouvoir de réduire une personne sans défense à l'état de

chose, ce qui lui permet, puisque les *choses* n'ont pas le droit d'avoir des droits, de la mettre hors la Loi au nom de la Loi ? (Le terrorisme judiciaire procède du crétinisme, mais apparemment le crétinisme est une vertu démocratique puisque tous semblent le trouver légitime).

Faut quand même tenir une sacrée couche pour faire l'éloge d'un État de droit quand la bêtise y fait la loi.

La France qui fabrique des fous.

Il n'est pas niable que les pratiques tutélaires ici décrites soient *une façon de rendre l'autre fou*. Elles font d'autant plus de dégâts que l'attitude de déni fréquemment observée chez ceux qui auraient le pouvoir d'y mettre un terme a pour résultat de les encourager en les laissant impunies.

“Quand on est victime d'une agression contre laquelle on n'a pas les moyens psychiques de lutter, il peut y avoir accentuation de traits de caractère préalables ou apparition de troubles psychiatriques. Il s'agit d'une véritable aliénation, au sens où une personne est dépossédée d'elle-même, où elle devient étrangère à elle-même. [...] Quand le but de l'agression est de détruire l'autre, de le priver de son identité, on n'a, pour se protéger, que deux solutions, se dédoubler, ce que les psychiatres appellent la dissociation, ou renoncer à son identité.

Ces événements provoquent une rupture, plus rien ne sera jamais pareil. On en ressort changé”. (M.-F. Hirigoyen).

La raison du plus bête.

Quand elles se donnent le pouvoir de traiter des êtres humains comme des choses ou des sous-hommes, ce qu'elles font de bon cœur, recourant de la sorte aux mêmes méthodes que les Nazis, les Staliniens, Sparte, et cetera, les cliques démocratiques, de droite comme de gauche, sont tout ce que l'on voudra sauf respectables.

Dans nos *médiocraties* (en France, par exemple), un type affamé ou une mère de famille qui dérobent sans violence de quoi se nourrir, eux et leurs gosses, se retrouve plusieurs mois en prison. À côté de ça on voit des violeurs en liberté, des *suicideurs* se goberger, des psychiatres et des tuteurs détruire mentalement et socialement des pauvres gens sans défense, ceci en toute légalité ; des trafiquants de drogue et des réseaux pédophiles ayant quasiment pignon sur rue, (à se demander s'ils ne sont pas sponsorisés par l'État) ; aucune loi n'interdit de jeter à la rue des vieillards ni ne punit sérieusement ceux qui les maltraitent ; à pratiquer l'esclavage moderne on risque tout au plus une amende ridicule et un petit sursis, et je ne parle pas des affameurs qui, au nom d'une fiction baptisée *impératif économique*, non contents de nous *ilotiser* et de se gaver en nous plumant, arrivent, sans coup férir, à se dérober à l'impôt en nous volant de la sorte une seconde fois. (Les *encul... tur... és* appellent ça de l'optimisation fiscale). Les grosses ordures s'en tirent toujours à bon compte alors que ceux qui révèlent leurs turpitudes se retrouvent généralement *socratisés*, (ou mis en accusation, et éliminés, si vous préférez). Quand on en arrive là, c'est que, démocratie ou pas, ce sont les ordures (ou leurs valets) qui font la loi, y a pas photo.

Et qu'en dit le bon peuple ? Rien ! Tout ceci lui répugne mais il a peur, et on le comprend : *l'univers démocratique est terrorisant*.

Pour cette raison, redoutant la colère de ses maîtres dont il attend du pain et des jeux (ce pourquoi il leur lèche le cul avec gourmandise), il retourne sa frustration contre ceux des siens qui sont faibles, vulnérables, sans défense, les conspuant, les excluant, les lapidant impitoyablement (et sans risques) dans la liesse. Ce que voyant les puissants laissent faire, il faut bien que ce con de bon peuple s'amuse aussi, n'est-ce pas ?

Chez les bons aryens, la raison du plus fort est toujours la meilleure, c'est aussi la plus bête.

Ouvrons les yeux, bordel !

Un État pourri à la botte de Mammon, des institutions inhumaines, peu fiables, branlantes, une justice véreuse et partisane, vendue au plus offrant. Une néo-féodalité de type spartiate qui se plaît à persécuter la faiblesse dans le même temps qu'elle tresse des couronnes à la fraude et au parjure en exaltant la violence, la corruption, la perversion, l'hypocrisie et qu'elle encourage la violence, ceci avec la bénédiction de casuistes assermentés qui font dire aux lois tout et son contraire, selon leur humeur et les besoins de

l'instant. Voici l'imposture démocratique, cette bouffonnerie soumise à la dictature du vice.

Laquelle œuvre, comme de bien entendu, sous le haut patronage de la *raison*. Ce qui conduit l'esprit éclairé à l'unique conclusion possible : *qui croit aveuglément en la raison a sûrement raison, aussi sûrement qu'il est aveugle*.

Ouvrons les yeux, bordel ! Voyez ! Votre République bestiale ne craint pas de ravalier les humains à l'état d'objets dès lors qu'ils n'ont pas les moyens de se défendre. Scandale de la protection des personnes vulnérables, scandale des enfants martyrs, ou arrachés à leurs foyers, scandale des maisons de retraites, scandale des suicides en entreprise, scandale des femmes battues et violentées, scandale de l'exclusion, scandale de la psychiatrie, scandale des réfugiés et des réseaux pédophiles et des trafics d'organes. Et je passe sur ces autres dans lesquels sont impliqués les fêaux de *Mammon*, des lobbies liés à la corruption, des mafias, des franc-maçonneries, ces nuées de charognards cupides qui barbotent dans le lucre, souillant à coups de pots-de-vin tout ce qu'ils touchent, justice, secteur financier, pools chimico-pharmaco-agro-biotechnologique, faussant les contrôles automobiles, polluant les circuits alimentaires, et les fraudes en tous genres. Scandales ! Scandales !

Une incitation insidieuse au dopage. Car de fin, il n'en est qu'une, il faut gagner, à défaut on n'est rien. Alors, ils érigent la tricherie en vertu, tout devient permis. Ce n'est immoral que si l'on se fait prendre. Et encore, compris dans cette occurrence, ils s'en sortent toujours car les lois sont conçues par des larbins qui leur doivent le pain qu'ils mangent, raison pour laquelle ils leur ménagent des faux-fuyants pour le cas où, allant jusqu'à déclarer la vérité illégale lorsque des circonstances extrêmes interdisent de s'en sortir autrement.

Et les médias ? Médias, médiocre même radical. Tout ce que nos contemporains ont de pire sous la calotte crânienne, ce sont les médias qui l'y ont mis.

Au royaume de la bêtise.

Le fait que nous nous comportions comme des fumiers n'est pas réductible, ou pas seulement, à la question du genre, celle-ci serait-elle la plus évidente. Il y a des vouivres, comme il y a des porcs. Homme ? Femme ? Tu parles ! Et quand ce sont des femmes qui violentent d'autres femmes ou des gosses ? Non ! L'ordure n'a pas de sexe. La raison de cette saleté tient dans ce que nous sommes des primates mal finis et que nous sommes incapables de l'assumer. *Ceci dit, il ne faut pas exagérer, nous pouvons faire confiance au genre humain à cent pour cent au moins une fois sur dix*.

Bienvenue au royaume des singes. Ici, la bêtise fait la loi, or, pour la bêtise, il n'y a pas de pouvoir sans pouvoir d'abuser. Tout tient là-dedans. Abuser, c'est violer : la pudeur, les femmes, les enfants, la mesure, les droits de ceux qui sont plus faibles que nous, l'humanité en général quand elle ne sait pas se défendre, c'est faire d'autrui les jouets de son bon plaisir.

Dans un tel monde, qui est désarmé, fragile, isolé, n'a pas le droit d'exister, il est déchu de son statut de semblable, il perd toute dignité, il devient une proie. *La démocratie serait-elle l'art de faire des saletés qui n'ont que l'air d'être propres ?* On est en droit de se demander si elle ne relèverait pas de la pathologie mentale, à moins qu'elle ne soit plutôt une sorte de viol ?

La *putainerie tutélaire* est au départ de ce factum, cela aurait pu être le suicide en entreprise ou ces vieillards en EHPAD traités comme de la bidoche, ou d'autres infamies que nos *démocraties* sans âme ne trouvent ordinairement pas répréhensibles (bien qu'elles s'en émeuvent par intermittence).

Mais voilà, il y a eu Mme Sylvie Velghe que cette France de la bêtise a tuée en usant de manière démocratique d'une technique nazie : la *sous-hommisation*.

Chers contemporains, comme l'a montré Socrate, la démocratie est une pathologie mentale sévère. Bonne nouvelle : nous ne sommes pas cons, nous ne sommes que malades. Mauvaise nouvelle : c'est incurable.

Gnudentod.

Sacrifice humain en France.



Tant qu'on n'est pas tombé dedans, on ne sait pas ce qu'est la merde.

Morte dans son propre intérêt général.

L'horreur dort parfois sous notre paillason et nous ne la voyons pas.

Il arrive que *la protection des adultes vulnérables* frise (cela se ferait-il par des chemins détournés,) le crime contre l'humanité.

Pour liquider ses *dysgénètes*, l'Allemagne nazie avait instauré le programme T4 qui consistait à les envoyer *ad patres* soit en les gasant, soit en leur injectant des substances médicamenteuses. On ne parle jamais des handicapés que la France, dans les années 40, a laissés, par dizaines de milliers, crever de faim dans des mouiroirs. En ce début de vingt-et-unième siècle, elle n'a pas perdu la main. C'est d'inanition qu'est morte Sylvie Velghe *suicidée* par une indifférence qui l'a *oubliée* jusqu'à ce que mort s'ensuive.

En matière de "*gnudentod*", ou de "*mort miséricordieuse*", la France peut mieux faire.

En réalité, à travers le cas de Mme Sylvie Velghe, se pose une autre question : au pays de Voltaire, la faiblesse est-elle un crime ?

Au mépris des *droits de l'Homme* dont ce pays s'enorgueillit d'être la terre, en France, *État de droit* dit *démocratique*, on a le droit de crever comme une bête.

Mme Sylvie Velghe était *libre* et *égale*. Résultat, elle dort au cimetière.

En théorie, expression de la volonté générale affirmée par le suffrage majoritaire, la *démocratie* agit dans l'intérêt de tous. L'intérêt de tous est donc l'intérêt de la majorité.

Ainsi, Mme Sylvie Velghe, en majorité, serait démocratiquement morte dans son propre intérêt général.

Démocratie ? État de droit ? République ?

Au courant d'air des mots, Mme Sylvie Velghe oppose la souffrance de sa dépouille momifiée.

Dans un *État de droit* démocratique, les faibles n'ont pas le droit d'exister. Néanmoins, comme on y est quand même *civilisé*, on ne les tue pas, on les *suicide*, (ou on les *autruicide*).

Un droit passablement tordu.

Un mot sur la fiction de l'égalité des droits.

Nous n'avons réellement des droits que dans la mesure où nous avons les moyens de les faire respecter. Il en résulte ceci que plus on a de moyens, plus on a de droits. À l'inverse, quand on n'a pas les moyens de ses droits, il ne nous reste que ceux que l'on veut bien nous laisser, autant dire aucun ou presque. Sinon, Mme Sylvie Velghe serait encore parmi nous. On le voit, dans son fonctionnement même, la Loi marginalise les faibles. Or, de la marginalisation à la criminalisation via l'exclusion il y a un lien quasiment fatal.

Pourquoi Sylvie Velghe est-elle morte, ou de quoi ?

Du point de vue du juriste, la Loi régit des rapports et uniquement cela. Qu'ils soient entre des hommes, des groupes, des entités économiques, des paquets de nouilles, pour lui, c'est égal.

La dignité humaine, la conscience, la dimension psychologique ne constituent pas des critères juridiques. Seuls importent les faits, les actes, les preuves, ce qui est de l'ordre du tangible, du matériel, du mesurable.

Lorsqu'elle analyse un acte comme dans le cas de Mme Jacqueline S* (un *maricide*), en l'isolant de son contexte existentiel la Justice fait abstraction de la réalité vécue ou vivante, territoire auquel elle ne reconnaît pas de réalité juridique. En somme, l'humain n'intéresse pas la Justice pour l'unique raison qu'elle n'a aucune idée de ce que cela peut être.

Or, c'est précisément parce qu'elle était humaine que Mme S* (par exemple) s'est retrouvée devant un tribunal et qu'elle a réagi comme telle, le propre des humains étant d'avoir des comportements qui ne sont pas toujours adaptés aux circonstances.

Résultat, la Justice, faute de savoir de quoi elle parlait, n'ayant pas su ramener l'acte de cette pauvre femme à ce qu'il était réellement : un accident tragique qui ne serait jamais arrivé si les institutions de ce pays n'étaient pas aussi fermées à la souffrance des faibles, elle a passé Mme S* au broyeur de son ignorance.

Idem, Mme Sylvie Velghe est morte des suites de cette impuissance de l'appareil judiciaire à prendre en compte la réalité humaine (puisqu'elle n'existe pas pour lui) et les besoins qui en découlent.

Les responsabilités de cette fin immonde de Sylvie seront-elles jamais établies ?

C'est qu'en *démocratie* une telle abomination étant impossible (on est obligé de le croire), elle ne peut pas s'y produire. Dans cet ordre d'idée, il faut se souvenir que, s'adressant aux Alliés, dans les années 40, Jan Karski ne put faire admettre, compris à des juifs, ce qui se déroulait dans les camps européens. C'était incroyable, donc, ce n'était pas possible.

C'est pour nous faire avaler ses pilules, que l'*État de droit* démocratique se dote d'un système juridique dédaléen. Afin de garantir son impartialité, il le veut aveugle, ainsi ne se laisse-t-il pas abuser par les apparences qui égarent les gens du commun. La Justice ne reçoit que les preuves. Les faits en eux-mêmes n'ont de réalité légale qu'à certaines conditions. Pour devenir preuve, un fait doit être attesté par des témoins fiables. Quand les témoins ont intérêt à ne pas les voir, les faits n'existent pas. (Voir harcèlement en général et suicides en entreprise en particulier.)

Notons au passage que la Justice ne répond de ses actes que devant elle-même. Elle est autonettoyante.

Suicidée de mort naturelle.

En démocratie, le Droit prime les lois physiques, les dieux, la vérité. Quand la vérité entre en conflit avec l'intérêt démocratique, il suffit à la Justice de déclarer la vérité illégale pour la rendre irrecevable. (Les démocraties adorent pouvoir tuer Socrate légalement).

Par ailleurs, dans les organisations bureaucratiques (administrations, entreprises, collectivités diverses) qui reposent sur la *polyarchie*, c'est-à-dire sur l'impossibilité de déterminer précisément qui fait quoi (c'est d'ailleurs le but du jeu), il est impossible de désigner un responsable, (j'entends, un individu que l'on peut identifier de façon irréfutable). Or, lorsque les organes de décision sont ainsi dilués qu'on ne peut désigner nommément un coupable, la règle est limpide : "*pas de coupable, alors pas de faute*".

Par conséquent, en l'absence de coupable, et puisque la vérité est illégale, considérant, en outre, qu'étant autonettoyante, la Justice ne saurait être incriminée, une seule explication demeure : Sylvie a succombé foudroyée par une grève de la faim tellement soudaine que nul n'a eu le temps d'intervenir. Conclusion : elle est décédée accidentellement après s'être suicidée de mort naturelle.

Pourquoi l'époux de Mme Jacqueline S* n'avait-il pas été neutralisé ? Pourquoi Mme Sylvie Velghe a-t-elle été abandonnée à elle-même alors qu'elle était sous *protection*, ce qui veut dire qu'on savait qu'elle n'était pas responsable et qu'elle devait être suivie ? Réponse : Elles n'étaient pas *égales* en droit faute d'avoir eu les moyens de s'offrir le luxe d'avocats spécialisés, d'experts autorisés, de témoins respectables et de procès à rallonge et onéreux. Elles étaient faibles. Elles étaient seules. La faiblesse est un crime, elles l'ont payé.

Sylvie Velghe.

Mme Sylvie Velghe 33 ans. Ville : T*, située au nord du pays des droits de l'Homme.

Découverte morte le 27 avril 2016 à son domicile par les pompiers qu'ont alertés des voisins incommodés par une odeur *sui generis*. Il est probable, au vu des restes momifiés, que le décès remonte à plusieurs mois.

La cause probable de la mort serait l'inanition et cette fin pourrait être volontaire. Mme Velghe semblait sujette à l'anorexie et aurait présenté d'autres troubles du comportement.

Elle vivait seule depuis la disparition de sa mère en 2011 et faisait l'objet d'une mesure de protection de type tutelle (action éteinte depuis fin 2015 en raison de ce qu'elle ne répondait plus aux convocations, courriers, appels, etc. On se demande pourquoi).

Faible, vulnérable, sans défense, perdue - qui sait ? Dans un monde dont on imagine que Mme Sylvie Velghe le percevait comme hostile, elle, dépourvue de tout recours, abandonnée, désespérée...

Quel choix avait-elle ? Ou plutôt quel choix lui a-t-on laissé ?

La faiblesse est un crime.

La tutelle, c'est un régime de la protection judiciaire.

Dans son principe, la mesure de protection des majeurs part d'une intention louable. Dans son application, lorsque cette protection est confiée à des gens ou à des associations qui fonctionnent comme des machines fermées à la dimension humaine en ceci qu'elles se bornent à l'exécution mécanique de consignes ou de procédures, du point de vue du *protégé*, le remède peut s'avérer pire que le mal.

Le soutien pratique apporté au quotidien par un *protecteur* impersonnel dans l'accomplissement des formalités administratives ne compense pas, et de loin, la détresse psychologique d'une personne qui ne peut que difficilement accepter de se voir manipulée comme un objet (car quel que soit son état, elle reste un être humain). De ce fait, elle nécessite une attention et des égards particuliers.

Mais de quelle attention une machine qui ne respecte qu'une chose, à savoir son programme, est-elle capable ? Et surtout comment pourrait-elle faire montre ne serait-ce que d'un soupçon d'humanité, en dehors des marques d'une politesse indifférente car artificielle, réduite à la seule façade ?

Louable dans l'intention, à l'usage, *la mesure de protection des majeurs* peut devenir pour celui - ou celle - qui la subit un véritable enfer.

Il espère, si peu que ce soit, être allégé du fardeau de ses troubles, aidé, soutenu, épaulé, éventuellement conseillé, (un petit peu compris, aussi, ou du moins, écouté), au lieu de quoi il se retrouve affublé d'une véritable camisole de force sociale, placé sous la vigilance inhumaine de cerbères décervelés qui le réifient car leur seul objectif est de la priver de toute autonomie en lui confisquant sa vie. Au motif de le protéger, on le soumet à un régime de type carcéral qui le dépossède de son droit d'exister sans aucune considération pour sa dignité.

Oui ! Dans ce pays, la faiblesse est un crime, on lui met des menottes.

“Détails”.

Dans les États dits *de droit*, le strict respect des procédures prime l'humain, de sorte qu'en leur nom, on y pousse, sans état d'âme, et légalement, au suicide les gens en les désignant, la chose faite, comme des lâches, eux qui ne sont que faibles.

Et pas uniquement en entreprise.

Dans ce pays, au cours des vingt dernières années, les *suicideurs* indifférents ont tué davantage que le terrorisme. Pourquoi ce silence ? “*Pas de coupable, alors pas de faute*”.

Ce drame de Mme Sylvie Velghe ne me surprend pas. De semblables tragédies, il y en a à la pelle, seulement on n'en parle pas ou alors à voix basse. Et puis, les cadavres des victimes sont dispersés, à peine visibles, il y a peu de sang, pas de spectacle, ce genre de “*détails*” n'est pas vendeur. En outre, ces gens sont, pour la plupart, des anonymes, des pauvres types (ou femmes), des moins qu'humains, des numéros, des ombres, dont la disparition ne trouble que la poignée de leurs proches, quand ils en ont. Qu'est-ce qu'on en a à foutre de la misère des faibles, des gueux, des anonymes, des sans voix, hein ? Ce

n'est pas spectaculaire la disparition ou le suicide d'un minable. Ça ne fait pas rêver. Et puis chacun sa merde !

La République des *bons aryens*.

Nos démocraties méprisent la faiblesse. Elles ne jurent que par la force, le mérite (version démocratique de la pureté raciale, c'est notre aryanisme à nous), la beauté, la richesse ; elles tiennent pour vertu le vice, la duplicité, la fumisterie en faisant de la sincérité, de la confiance, de l'altruisme des tares à l'usage des moutons. Quoi d'étonnant à ce que s'y trouve autant de misère et, surtout, que l'on ne veuille pas la voir ?

C'est que, dans un pays civilisé, c'est incroyable, donc, ça n'existe pas. En d'autres temps, on s'est dit aussi que les camps d'extermination n'étaient pas croyables. L'exclusion planifiée ne serait-elle pas la version démocratique du camp de concentration ?

Que vont-ils nous rétorquer, les sectateurs de la démocratie *féodo-spartiate* ? “Mme Sylvie Velghe est morte, c'est dommage, mais la mort est naturelle, où est le problème ?”

Réponse : “Quelles qu'en soient les circonstances, la mort est toujours naturelle, ce sont les causes qui, parfois, ne le sont pas. Ici, le problème n'est pas qu'elle soit morte, il est que vous l'avez *suicidée* (ou *autruicidée*) !”

Nous sommes en droit de taxer de *nazoïde* une démocratie qui arrive à criminaliser la faiblesse, car il faut bien appeler les choses par leur nom, n'est-ce pas ? Précisons ce terme.

Dans un premier temps, nous entendions qualifier de *féodo-spartiates* ces cités, démocrates ou non, au sein desquelles les élites, (généralement cooptées en raison de leur appartenance à des castes et non pour leur mérite illusoire,) en vue de se réserver une domination sans partage, commencent par exclure des processus réels de décision, et sans l'avouer, la populace qu'elles estiment inapte à s'occuper de ces fonctions.

Le prototype idéal en la matière étant Sparte (à laquelle le IIIe Reich n'a rien à envier).

Le spartiate était à l'antiquité ce que nous est le nazi : un modèle d'inhumanité. L'ayant oublié, on s'est habitué à traiter les ordures de nazis, c'est plus simple et tout le monde comprend. Mais un nazi n'est pas forcément “hitlerâtre”, c'est simplement une ordure. Ce que c'est concrètement que l'ordure ? Dans le tas, on trouve à la pelle : négriers, violeurs, accapareurs, racistes, tortionnaires, balances, trolls, pervers, etc. Les nazis, les staliniens, les Ubus de la finance mammondialiste tueuse de planète et leur valetaille en sont aussi.

Il fallait expliquer pourquoi, à celui de *féodo-spartiate*, malgré que ce dernier soit le plus pertinent, nous préférons recourir au déterminant *nazoïde*. Ce dernier traduisant le mieux, dans l'inconscient collectif, ce que la Cité porte de pire en elle sous le rapport de l'abjection, de la monstruosité, de la bestialité. Le voisinage de *nazoïde* avec naze, qui est abruti, dit le reste.

Ainsi qualifions-nous de *nazoïdes* les pratiques de ces gouvernants qui se donnent des lois dont la fin manifeste est de justifier l'exclusion des humbles, des sans grade, de ceux qui ne savent pas se défendre, en présentant leur souffrance comme une tare afin de pouvoir la faire condamner.

Un régime *nazoïde* (ou *féodo-spartiate*) se reconnaît à ceci qu'il criminalise la faiblesse, la vulnérabilité, l'ignorance, (et qu'il les entretient,) en faisant passer le mal pour le bien ou, au moins, en parvenant à le “blanchir” selon le mot de C. Dejours.

Entendons-nous, *nazoïde* ne signifie pas nazi. Il n'est pas question ici d'appartenance ethnique, culturelle ou religieuse. Nous qualifions de *nazoïdes* tout usage discriminatoire, et tenu pour “naturel” par la doxa, qui vise à *choséifier*, autrement dit à *sous-hommiser*, des catégories de personnes au seul motif que leurs performances ne sont pas conformes aux standards sociaux en vigueur. Un système de type *nazoïde*, en excluant de fait celui qui n'est pas compétitif, génère un apartheid social qu'il évacue par le biais d'un discours naze qui nie sa réalité en arrivant à ne pas le nommer. (Se reporter au chapitre intitulé “Le putelange”).

Le syndrome d'Eichmann.

Et tant que nous en sommes à la question des nomenclatures, messieurs-dames les *bons aryens* de la

démocratie, apprenez qu'une République qui se prostitue dans le temple de Mammon n'est pas laïque, elle est idolâtre.

Comment voulez-vous penser un monde que vous êtes incapables de nommer correctement ?

Pour un cas déclaré du type de celui de Mme Velghe, combien reste-t-il de souffrance, (qui, par définition, ne sait pas se dire), muette, dans ce pays, et délibérément planquée sous le tapis ? (Il ne faut pas la voir, ça fait tache sur l'égalité démocratique).

L'état de Mme Sylvie Velghe nécessitait une mesure de protection. Mais contre qui ou contre quoi devait-elle être protégée ?

Son incapacité à affronter le quotidien la rendait particulièrement vulnérable, à l'égard des contraintes extérieures, c'est vrai, mais n'est-ce pas surtout pour combattre ses propres failles qu'elle avait besoin d'être soutenue, épaulée, assistée ? Or cela ne peut être réalisé que par des personnes accessibles à la compassion et, conséquemment, attentives à la dimension humaine de leur mission.

Lorsque l'on remet la charge de la *protection* d'une personne à des robots dont le seul objectif est de faire de la paperasse et du chiffre et pour qui le *sujet* qu'on leur confie n'est qu'un numéro, un élément statistique, (le syndrome d'Eichmann est devenu un réflexe en occident), un *objet*, on obtient ce genre de résultat : une mort qui dépasse en horreur ce que les mots peuvent en dire.

On ne peut pas faire du business avec la détresse des gens. S'occuper de déshérités, de personnes vulnérables, d'êtres en situation de souffrance, ce n'est pas un job, c'est une vocation qui n'est pas à la portée du premier maton venu.

Les mandataires judiciaires qui réduisent leurs *protégés* à l'état d'objets doivent être écartés du circuit sans autre forme de procès, dénoncés, débarqués, et sanctionnés.

Quant à la machine judiciaire qui ne connaît que la procédure, elle fait le travail qu'on attend d'elle, il n'y a rien à ajouter. Mais l'*humain* sort de ses compétences, on l'a vu avec le procès de Mme Jacqueline S*, une affaire dans laquelle elle s'est ridiculisée.

On ne délègue pas à des machines le soin des personnes, cette mission doit être confiée à des femmes ou à des hommes équipés d'une conscience. Mme Sylvie Velghe n'était pas une criminelle, elle avait le droit d'être traitée comme un être humain. Intentionnellement ou par bêtise, nous l'avons oublié, elle en est morte.

Décidément, il ne fait pas bon d'être faible, dans ce pays. Au pire (ou au mieux), on en meurt, au mieux (ou au pire), on se retrouve en prison pour n'avoir pas su (ou l'avoir su mal) se défendre d'un pervers.

Kafka reloaded.

Voici ce qui se passe, en matière de protection, lorsque vous avez la mauvaise fortune de tomber entre les mains de ceux que j'appelle les *cyborgs pseudencéphales*.

D'abord ils se présentent à vous en affichant une sorte de gentillesse melliflue, du style de celle qu'on adopte lorsqu'on est en présence d'un enfant de quatre ans. Histoire de vous faire comprendre qu'ils savent que vous n'avez pas toute votre tête mais que ce n'est pas grave.

Ensuite ils vous débitent un laïus affligeant de banalité, appris par cœur, et dont ils ne s'aperçoivent pas (mais vous, si !) qu'il s'agit d'un numéro de psittacisme dont pas un mot n'a été pesé (car regorgeant de poncifs, de clichés, d'idées aussi sottes que toutes faites).

Lorsque vous dites quelque chose, systématiquement, ils reprennent votre formulation - pour que vous voyiez bien que vous ne savez pas ce que vous dites ! - en profitant, au passage, pour déformer votre idée. En somme, ils s'arrogent le droit de vous interdire de penser. (Pour les robots c'est un acte contre nature).

Lorsque vous leur posez des questions précises, et gênantes, ils répondent si ça leur chante, c'est-à-dire rarement et presque toujours à côté quand ils feignent de le faire.

Si vous leur faites observer que vous aviez demandé ceci ou cela sans résultat, ils vous retournent : "*Pas du tout, vous n'avez rien demandé !*" (Que vous compreniez bien que vous ne savez pas ce que vous faites).

Quand vous devenez pressant et que vous demandez des explications à de tels comportements, on vous

répond, en substance, que de toute façon, vous êtes sous *protection* que vous n'avez rien à dire, que c'est comme ça !

Donc, la *protection* consisterait à priver un individu de son humanité, et à le réduire à l'état d'objet ?

“*Ce ne serait pas contraire à l'esprit des Droits de l'Homme cela ?*” Vous renseignez-vous auprès d'un Service de Protection complètement sourd. (Si vous êtes une chose, c'est logique. On ne peut évidemment pas entendre ce que ne peuvent pas dire les choses). Bref, ils estiment que leur boulot se réduit à la gestion des questions administratives, tout ce qui peut toucher à votre bien-être personnel (ou mal-être dans le cas de Mme Sylvie Velghe) ne les intéressant pas. Considérant qu'ils n'ont pas à le faire, puisque légalement vous n'existez pas, ils ne discutent pas avec vous. Ils sont en permanence dans le double langage, l'injonction paradoxale, la dissimulation, la réticence, le mensonge, le déni, la désinformation.

Ubu, saint patron des tutelles.

Observant chez ces personnes des comportements et des méthodes que l'on retrouve dans les entreprises *pourries* pour lesquelles la gestion du matériel humain se résume à alléger leurs excédents salariaux par tous moyens (acculer leur personnel au suicide étant une option parmi d'autres), observant que ces mêmes méthodes sont en vigueur dans les sectes pour briser la résistance mentale de leurs catéchumènes, vous vous tournez vers les instances judiciaires pour réclamer des comptes. (L'agression psychique de personnes vulnérables, ce ne serait pas un rien monstrueux, ça ?)

Quoi ! Alléguez-vous justement, vous adressant aux instances susdites, je ne suis ni un criminel, ni un terroriste, ni un forcené, ni un opposant armé, ni un pédophile ; je n'ai pas de vices, ni l'alcool, ni le jeu, ni la drogue, ni aucun psychotrope, qu'est-ce que c'est que ces avanies qu'on m'inflige ? Certes, je suis diminué et vulnérable, et je pense que vous n'existez pas, mais en quoi cela vous autorise-t-il de me dépouiller de ma dignité en me privant de mes droits fondamentaux, et à me confisquer ma vie ? (Ce qui revient à criminaliser la faiblesse).

En résumé, et en détaillant les faits, vous demandez pour quelle raison on vous spolie de votre humanité en vous ravalant à l'état non pensant d'une vulgaire *chose*. Réponse de l'autorité : “*On voit bien que vous avez un problème, mais lequel ? Merci de préciser*”.

On n'est plus dans Kafka, là, on est carrément dans Jarry, ça devient ubuesque. Car cette réponse signifie qu'aux yeux de la Justice, il n'y a rien que de légal dans cette façon qu'a le curateur ou le tuteur de s'occuper, ou plutôt de ne pas s'occuper de vous, (sous-entendu, “*puisque vous êtes un objet*”). Partant, il est normal que les Droits de l'Homme ne s'appliquent pas à vous.

“Mais enfin ! Vous rebellez-vous, (au bord du raptus), regardez-moi ! Je suis un être humain, pas une chose !”

Réponse de la Justice : “Prouvez-le !” (Ubuesque, vous dis-je !)

– Mais les faits ! (Fort de votre bon droit, vous insistez).

– Quels faits ? (Je rappelle que la Justice est aveugle pour la raison exposée plus haut). Vous avez des témoins ?

Or les témoins, auxiliaires de la Justice (car mandatés par elle) sont précisément ceux que les faits incriminent. Quand les éléments du réel accusent ses représentants assermentés, ils ne sont pas conformes à la démocratie, partant, ils deviennent illégaux et n'ont pas le droit d'exister. (Donc, la vérité ment.)

La “Nurembergeoise”, hymne négationniste.

Ceci dit, je crois savoir qu'un certain Hitler, grand philanthrope, et pas raciste pour un sou s'est servi d'arguments similaires pour liquider Tziganes, Juifs, opposants, déficients mentaux, en décrétant préalablement qu'ils étaient des sortes d'objets ou d'animaux, bref, qu'ils n'étaient pas tout à fait humains non plus.

Oui ! C'est un peu compliqué, la *démocratie*. Heureusement que l'égalité y est élastique, sinon nous aurions du mal à être égaux en droits.

Dans une telle situation, on fait comment lorsqu'on est, (comme Mme Sylvie Velghe et tant d'autres), faible, isolé, sans personne sur qui pouvoir compter, sans relation, sans média pendu à vos lèvres, sans lobby pour vous épauler, livré pieds et poings liés entre les mains d'une bande de *cyborgs*

pseudencéphales capables de vous suicider un humain, et même plusieurs, sans le faire exprès ?

(Car, lorsque vous êtes pieds et poings liés entre les mains d'abrutis détenant la kalachnikov de l'autorité, vous pouvez difficilement les contrarier, demandez aux Juifs ou aux Tziganes).

Dans un premier temps, comme l'a fait Mme Sylvie Velghe, on refuse de rencontrer les cyborgs en question, (périodiquement, ils vous visitent ou vous reçoivent, parce que cette formalité est prévue dans le cahier des charges), à la suite de quoi, sombrant dans une dépression à laquelle vous dispose un état mental déjà vacillant vous mettez fin à vos jours.

Que dit-il de la mort de Mme Sylvie Velghe, son tuteur ?

Je l'ignore, mais pour l'avoir souvent entendue, je connais très bien la "*Nurembergeoise*" (ainsi titrée car entonnée en 1945-46 au procès de qui vous savez, dans la ville allemande que vous savez).

Premier couplet : Il ne s'est rien passé, tout cela n'existe pas, ce sont des fables.

Deuxième couplet : On ne savait pas ! (Certains allant jusqu'à dire que leurs victimes étaient consentantes ? Voire demandeuses ? ?)

Troisième couplet : On a obéi, on s'est contenté de faire notre devoir, tout le monde agissait de même.

La "*Nurembergeoise*". Il ne s'est rien passé.

Faut-il rappeler que, en dehors d'excès criminels dus à une conception du monde un peu restrictive, les responsables nazis étaient, pour beaucoup d'entre eux, très cultivés, que, dans la sphère privée, ils étaient moralement exemplaires (voir Hannah Arendt : "*Eichmann à Jérusalem*"), qu'ils étaient parfaitement rationnels et ne présentaient pas de troubles psychiques manifestes ? Ils étaient comme nous, en somme, ou nous comme eux, ce qui explique sûrement l'attrait qu'exercent sur nous leurs méthodes.

Parfaite illustration du fragment 40 d'Héraclite : "*Vous avez beau être bac + 10, si vous ne possédez pas de conscience, vous ne saurez jamais ce qu'est penser*". En effet, les gens qui ne savent pas penser, mis sur la sellette, donnent des réponses d'une qualité intellectuellement déplorable. Placés dans la même situation qu'eux, des gosses de 2 ou 3 ans répondraient exactement de la même façon. (Ne voit-on pas, aujourd'hui, des gens, - et très bien ! - pris la main dans le sac, soutenir, les yeux dans les yeux, qu'ils n'y sont pour rien, que c'est le sac qui les a agressés ?) Revenons à notre tuteur, qui n'est qu'un commis de la Justice, en l'espèce. Ce qui ferait donc de cette dernière la vraie responsable de ses agissements s'il y a faute (comme elle est autonettoyante, pas de lézard). Mais y a-t-il eu faute ?

La "*Nurembergeoise*". On n'a fait qu'obéir.

Réponses possibles du tuteur (ou de la Justice) :

1) Il ne s'est rien passé que de très *normal*. (Il est normal d'envoyer Mme Sylvie Velghe outre-tombe, il est normal de réduire des êtres humains à l'état de *choses*, ou de pousser chaque année des centaines de gens au désespoir et au suicide, il est normal de fabriquer les fous meurtriers que des factions nihilistes n'ont d'autre peine à se donner que celle de les retourner contre ceux qui les ont suscités ; effectivement, il ne se passe rien). Nous n'avons rien fait. (C'est bien ce qu'on leur reproche, puisque c'est précisément de cela qu'est morte Mme Sylvie Velghe : ils n'ont rien fait pour qu'elle ne meure pas). On classe sans suite et on n'en parle plus (après tout, qui cela peut-il intéresser, la mort d'une *chose* ?)

2) On ne savait pas. Faux ! Ils n'ont pas voulu croire ce qu'ils voyaient, ce qui n'est pas la même chose que de ne pas savoir, (mais l'absence de conscience n'est pas un crime, en dépit que ses conséquences puissent être meurtrières. Voir suicides en entreprise ou ailleurs).

3) On a obéi, on s'est contenté de faire notre devoir, nous avons agi comme tout le monde. (C'est bête, ça, comme réponse. Lorsqu'on serait abruti en troupeau, ce serait moins grave ? Bien au contraire, un corniaud isolé qui grogne est ridicule, il ne devient dangereux et criminel qu'en meute, se prenant pour un loup, (dangereux pour les agneaux, s'entend, pas pour les vrais loups).

À ce moment-là, vous pourriez insister : "*Et ce devoir, en quoi consistait-il précisément ?*" Réponse du sympathique exterminateur : "*Eh bien ! Je vous l'ai dit, à obéir !*" (En clair, il se planque derrière la loi).

Comme chacun le sait, cet exercice délicat, *obéir* (*id est*, à la loi) revient, en substance, à ne pas penser.

Or, s'interdire de penser, c'est refuser l'humanité et refuser l'humanité pour soi-même c'est se donner le droit de la nier chez les autres, trouvant ainsi la justification au nom de laquelle on s'autorise à broyer ces derniers (des faibles de préférence, en tuant les Sylvie Velghe au passage).

Le tuteur a fait son boulot en professionnel, respectant scrupuleusement (c'est-à-dire sans penser) son cahier des charges, et il n'a rien à se reprocher. Cela ne fait aucun doute.

L'absence de conscience, c'est-à-dire le manque d'humanité, dénonce comme abruti celui qui en souffre, mais l'on ne condamne pas les gens pour cela, (sauf en cas de dommage à grande échelle, exemple, Nuremberg) et puis l'absence de conscience est un handicap. Qui oserait s'en prendre à un handicapé ? (Je veux dire en dehors d'un nazi, d'un politicien, d'un tuteur ou d'un curateur... et d'un juge).

Autre considération, ces *mainbours* relèvent souvent d'associations dont le premier souci est la pérennité économique de leur boutique à laquelle elles subordonnent froidement l'intérêt du *protégé*, en totale contradiction avec l'esprit de la loi et au su et au vu de celle-ci.

La Loi, c'est la Loi.

Rappel des règles de base qui président au régime de la protection :

1) La personne, même sous protection judiciaire, bénéficie de tous les droits dévolus à un citoyen majeur. (À commencer par celui d'être entendu).

2) La protection juridique a pour finalité l'intérêt de la personne vulnérable, en favorisant, dans la mesure du possible, son autonomie.

Holà ! Objectera-t-on, ce rappel est en totale contradiction avec les pratiques décrites jusqu'ici.

La Loi violerait-elle la Loi au nom de la Loi ?

Nous savons qu'il existe, d'une part, des lois nationales qui protègent l'individu en garantissant ses droits et, d'autre part, des chartes et traités internationaux qui condamnent les atteintes à la dignité humaine.

Pourquoi la France feint-elle d'ignorer les uns et les autres dans son entreprise de *sous-hommisation* tutélaire ?

Lorsque l'appareil judiciaire chargé de les appliquer interprète les textes en leur faisant dire des choses qui détournent leur esprit, allant parfois jusqu'à soutenir l'opposé diamétral de ce qu'ils veulent réellement dire, comme c'est le cas quand elle *choséifie* une femme ou un homme, à quoi dois-je me conformer : à la Loi ou à l'appareil qui en détourne l'esprit ?

La Loi nous apprend que la Justice a force de loi, nous devons nous soumettre à ses décisions.

- Même quand elle détourne la Loi ?

- Surtout !

Conclusion, *la Loi, c'est la Loi, en particulier quand elle dit que la Loi ce n'est pas la Loi !*

Comme on le voit, c'est ridicule mais ce n'est pas compliqué, et cela explique que l'on puisse être mis hors la loi au nom de la loi, problème majeur de la protection des adultes.

Il semblerait que les mots de la Loi ne veuillent rien dire (ou peut-être sont-ils élastiques ? Comme l'égalité), et quand les mots ne veulent rien dire, on leur fait dire ce que l'on veut. Aussi, lorsque, en contradiction avec la réalité, la Justice française décide que vous êtes une *chose*, elle considère qu'il n'y a pas d'atteinte à votre dignité quand vous êtes traité comme telle puisque c'est légal. En effet, la DUDH ne s'applique pas aux *choses*.

En France, il n'est pas contraire aux droits de l'Homme de considérer d'une femme et, ou, d'un homme qu'ils ne sont pas humains. (Si l'absurdité a toujours l'air d'être un peu compliquée, c'est tout simplement qu'elle n'est pas raisonnable).

Le gag !

Rappel sur la fiction de l'égalité des droits évoquée plus haut : “*Nous n'avons des droits que dans la mesure où nous avons les moyens de les faire respecter. Quand on n'a pas ces moyens, que nous reste-il, question droits ? Ceux qu'on veut bien nous laisser, autant dire aucun ou presque*”.

Que faire lorsqu'on est dépouillé de ses libertés par ceux mêmes qui ont la charge de les garantir ?

Ainsi criminalise-t-on la faiblesse. Ainsi Sylvie Velghe est-elle tuée par *inadvertance*.

Revenons à notre sujet.

En principe, les *protecteurs* œuvrent sous le contrôle de la Justice. Mais dans la plupart des cas, ce contrôle est superficiel et de pure forme, il ne permet pas de détecter des problèmes du genre de celui de Mme Sylvie Velghe. (Et puis s'entendre sur le dos des faibles n'est pas nouveau, voir "*Les animaux malades de la peste*" de La Fontaine).

Une solution serait que les associations de protection soient auditées régulièrement et sérieusement (je ne parle pas de contrôles de routine. Leurs protégés devant être écoutés et entendus quand c'est possible). Ces supervisions pourraient être effectuées par des organismes, ou une population, indépendants à la fois de la Justice et des associations de protection et habilités à actionner des avocats, des médecins, des psychologues, des intervenants de la société civile. Les personnes sous protection pourraient les contacter en cas de besoin.

Mais cela coûterait cher, et pour quels résultats ? Améliorer le bien-être de quelques dizaines ou centaines de milliers de malheureux assistés - dont certains sont pratiquement des bêtes, diront mes contradicteurs - ou de vieillards impotents dont personne n'a rien à foutre puisqu'ils ont isolés ? (Et qui, pour la plupart, ne votent pas).

Dans sa tentative de s'en dépêtrer, que nous dit l'appareil judiciaire au sujet de cette affaire lamentable (pour la France).

a) un médecin dépêché en 2015 au domicile de Mme Sylvie Velghe pour l'examiner a trouvé porte close. De ce fait, il n'a pas pu la rencontrer ;

b) elle ne répondait plus depuis longtemps aux courriers que lui envoyaient les services de tutelle ;

c) de ce fait la mesure de protection n'ayant pu être renouvelée (on croit rêver), techniquement Mme Sylvie Velghe n'était plus sous tutelle depuis fin 2015.

Ce que confirme la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 selon laquelle la durée initiale de la mesure de protection prononcée par le juge des tutelles est fixée à cinq ans maximum, sans dérogation possible, ceci pour permettre une révision régulière de la situation du majeur protégé.

Faute de renouvellement, la tutelle ou la curatelle prend donc automatiquement fin à l'expiration de la durée décidée par le juge.

Youpiiiiiiiii !

Imaginez un criminel condamné à la prison. Arrivé le jour de sa libération, allant l'extraire de sa cellule, on s'aperçoit qu'il n'est plus là. "*Pas grave ! Il a purgé sa peine, on est quitte. Oublions ce détail*". Voilà ce qu'arrive à nous faire avaler madame la Justice.

Réfléchissons ! Prenez, par exemple, une personne qui souffre d'une maladie neurodégénérative qui la met dans l'incapacité de pourvoir à ses besoins les plus élémentaires. En l'absence d'une famille ou de proches qui pourraient veiller sur elle, la Justice la place sous *protection* parce que sa vulnérabilité la met en danger, comme il fut fait avec Mme Sylvie Velghe.

Protéger, c'est défendre contre une menace, un risque. Cela signifie qu'elle est accompagnée, contrôlée, surveillée, confiée à la vigilance de mandataires délégués à cette tâche de protection. Or, consécutivement à un suivi défaillant voici que la *protégée* se volatilise, disparaît pour ressurgir complètement morte. C'est gros.

D'évidence, Sylvie est victime de l'impéritie des individus chargés d'appliquer la mesure de tutelle, lesquels se sont rendus coupables d'une négligence homicide.

Pas du tout ! S'exclame la Justice. Comment le maton-tuteur aurait-il pu deviner que Sylvie allait s'évader ? Ah ? Excusez ma naïveté ! Je pensais qu'il était justement là pour prévenir ce genre d'aléas.

Vous avez dit bizarre ? Que nenni ! C'est le côté Ponce Pilate de la justice, une facette de son *superpouvoir* autonettoyant.

En effet, la loi est claire, les maladies d'Alzheimer, d'Huntington, de Parkinson ne mettent plus en péril les personnes qu'elles frappent dès que "*prend automatiquement fin la tutelle ou la curatelle à*

l'expiration de la durée décidée par le juge". C'est magique. Y a rien à comprendre. La Loi a forcément raison, la Loi a toujours le dernier mot, un peu comme la bêtise.

D'une certaine façon, c'est vrai qu'en matière de *protection*, la mort, c'est le *nec plus ultra*. Dans cet état, on ne risque plus rien.

Fort de ce qui vient d'être dit, j'en profite pour conseiller ce qui suit aux victimes de la *putainerie tutélaire* :

- Vous êtes sous tutelle ou curatelle et vous n'en pouvez plus ?
- Vous voulez en sortir ?

Faites comme Sylvie Velghe, ne donnez plus signe de vie ! Et ça marche, la preuve vient d'en être administrée ! *Faute de renouvellement, la tutelle ou la curatelle prend automatiquement fin*. Youpiiiiiiiii !

Question d'hygiène.

Comment peut-on confier (trouvant normal de le faire) des malheureux à la *protection* de cerbères décervelés qui s'autorisent à les réduire à l'état de chose en les spoliant de leur humanité ?

Mme Sylvie Velghe est morte parce que nos élus n'ont pas les couilles de désarmer cette *putainerie tutélaire* qui, détenant la *kalach'* de l'autorité, échappe à tout contrôle.

Alors qu'on le sait depuis des années, certaines associations (ou des particuliers) mandatées à la protection des adultes vulnérables usent de pratiques inqualifiables sans être inquiétées, et sont, du reste, encouragées à s'y livrer puisque, lorsqu'il reçoit les courriers qui les dénoncent, l'appareil judiciaire les ignore, désignant objectivement ces pratiques comme légales.

Mais puisque Mme Sylvie Velghe, dont le seul crime était d'être faible, en est morte, puisque c'était prévisible, puisqu'il existe maintes dénonciations qui attestent ces agissements que l'on sait dangereux, puisqu'on a malgré tout laissé faire, nous sommes habilités à déclarer que Mme Sylvie Velghe est morte non par accident mais assassinée par la *bêtise*, ou, plus précisément, par l'indifférence.

Et la *bêtise* n'est pas une excuse, sinon, il faudrait excuser les Nazis, (au reste, étant son propre moteur, elle n'a pas besoin de mobiles.)

Quant à ce qu'est l'indifférence ? On voit, on sait, mais on préfère ne pas croire. On laisse faire. On se tait. Elle est la forme passive de cette *bêtise* qui chaque année envoie des centaines de personnes à la mort ou, plus sûrement, des milliers, que ce soit par suicide ou par d'autres moyens.

Ne serait-ce que pour vider le pot de chambre tutélaire qui déborde, il faudra bien qu'on en arrive à faire le procès de la protection des adultes vulnérables, dans ce pays.

Les nazis, c'est les autres.



Évidemment !

“Je ne suis pas nazi, donc je ne suis pas une ordure !”

Vraiment ? Les Nazis n'ont pas le privilège de l'ordure, et ils font mêmes d'excellents démocrates, la preuve ? Regardez autour de vous ! Ou peut-être sont-ce les démocrates qui font de bons nazis ?

Le Nazisme, manifestation allemande de la bestialité humaine, n'est pas un accident de l'histoire. Il est un produit de la raison occidentale tout entière, c'est d'ailleurs elle qui lui a fourni ses meilleures idées. C'est elle qui a justifié l'extermination des peuples premiers d'Amérique ; elle qui, de tous temps, a encouragé l'esclavage, sexuel ou autre ; elle qui a massacré et mis des peuples du monde entier sous le joug du réalisme économique au nom des principes de la chrétienté et de la civilisation ; (abrégeons !), elle qui, longtemps avant les Nazis, a lancé la mode de la *sous-hommisation*.

Avec des enfantillages du style “*le nazi, c'est pas moi, c'est lui*”, on risque de continuer d'avancer à reculons pendant un bon moment, au moins tant qu'un abîme ne nous arrêtera pas. Mais, en soi, être nazi ne veut plus rien dire, le nazisme est devenu la métonymie du *mal absolu* qu'il symbolise, de l'absence de conscience, de la réification, de l'instrumentalisation de l'homme, de l'exclusion, pratiques qui furent aussi celles des staliniens qui n'étaient pas nazis, eux, et qui sont celles de nos sociétés hypocrites qui ne le sont pas davantage, *démocraties* qui se planquent derrière la turlutaine des *droits de l'Homme* pour mieux sacrifier l'individu à son idole, *Mammon*, sorte de Moloch qui se nourrit de la souffrance, des larmes et du sang des travailleurs précaires, ces *ilotes* de la démocratie ; empire des pharisiens, l'Occident, enfin, confie à des pays qu'il maintient dans sa dépendance économique la sous-traitance de ses ordures en leur vendant les armes qui leur permettent d'œuvrer *proprement*.

L'Occident assumera-t-il un jour ces multiples souillures qui polluent une histoire dans laquelle vient s'imbriquer comme une suite logique de son aveuglement, son produit phare, le nazisme ?

Quand on me chatouille le point Godwin, je m'esbaudis.

Les deux derniers siècles ont accouché du nazisme, du stalinisme, du *mammonisme* (alias libéralisme, un féodalisme économique radical), trois calamités majeures qui ont puisé leur légitimité dans une raison occidentale qu'il faut être sacrément bête pour ne pas voir ce qu'elle porte en elle de saletés. Mais pour les bêtes, la bestialité n'est-elle pas naturelle et par conséquent louable ?

Moins spectaculaire que le nazisme, la bêtise, (qui est sa maman), cause, sur la durée, autant de dégâts. C'est par manque de discernement qu'elle croit juste et bon de faire le mal, et c'est par manque de discernement qu'elle s' imagine que ce n'est pas grave puisqu'elle agit par ignorance, sans intention maligne, raison pour laquelle elle ne se préoccupe jamais des conséquences pernicieuses de ses méfaits (dommages subis par ses victimes qui ne sont pas des victimes à ses yeux, mais des bon à rien, des fainéants, car impuissants à se défendre, donc des coupables).

C. Dejours : “*En substance, le régime nazi réussit comme tous les régimes totalitaires à faire passer, aux*

yeux d'une partie de la population, le mal pour le bien ou au moins à le "blanchir"."

C'est que *l'homme est une machine à croire, et plutôt que rien, il croira n'importe quoi, pourvu que ce soit bien emballé*. La bêtise est incapable d'affronter l'hydre qui dort en elle et c'est précisément ce qui rend possible l'inconcevable ; de même ne peut-elle voir, simplement parce que ne pensant pas, elle n'y croit pas, que la *putainerie tutélaire* pousse dans le même sol que "*Mein kampf*".

Quand on me dit "*je ne suis pas nazi*", sous-entendant "*donc je ne suis pas une ordure*", je réponds ceci : "*J'en suis sûr ! Les crimes commis sur cette planète depuis 1945 l'ont été par des gens bien. Voilà qui doit rassurer Mme Sylvie Velghe, et la longue théorie de ses sœurs et frères de misère. Sylvie n'aurait pas aimé être torturée par des nazis, mais comme elle l'a été par des démocrates, son calvaire fut presque un plaisir*". Ha ! Ha ! Ha !

Et puis, il faut quand même le dire, parmi ceux qui ont combattu les nazis, certains ne valaient pas mieux qu'eux.

Sic !

Car il faut opposer des martyrs aux Léviathans qui nous dévorent en arrivant à nous faire croire qu'ils le font pour notre bien. Sous le patronage de Sylvie nous placerons tous ceux dont les bons aryens de la *protection* ont fait leurs juifs en les déshumanisant. Oui ! Par la mort horrible qui fut la sienne, Sylvie Velghe peut être présentée comme le porte-étendard de l'ensemble des victimes de la *putainerie tutélaire*. Le pays qui l'a laissée pourrir sur pied, les élus qui votent ces lois infâmes qui ont permis cette ignominie, les citoyens à œillères fiers d'être capables de faire semblant de ne pas voir, les émules de Goebbels (= les médias), tous sont des criminels, au minimum leurs complices, or pour qu'il y ait un criminel, il faut qu'il y ait un crime, et ce crime doit avoir un visage, et ce visage doit porter un nom. Sylvie Velghe est ce nom, un nom qui est celui dans lequel doit se reconnaître chaque innocent broyé par la barbarie démocratique française, en particulier quand elle œuvre sous les espèces de la *protection tutélaire*.

Un combat sans figure héroïque est à moitié perdu. Une horreur qui n'a pas de nom s'oublie vite.

Nous ne devons pas laisser les fumiers planquer leurs saletés sous le tapis, parce qu'un jour ils viendront nous dire que Sylvie Velghe n'a jamais existé. Et si Sylvie Velghe n'a jamais existé, il n'y a pas de *putainerie tutélaire*, c'est évident. "*Sauf dans la tête malade de quelques personnalités quérulentes*", s'exclameront nos *politocards*, ces pervers pour qui gouverner c'est, d'un côté, niquer le petit peuple et, de l'autre, sucer Mammon et ses prêtres (c'est ainsi).

Le baiser de Sylvie Velghe comme une trace de vérole flétrit le front virginal de la France vertueuse trahissant les mœurs qui sont vraiment les siennes. On peut la nier, reste qu'elle se voit. Et puisqu'elle se voit, il faut bien le dire et le dire le plus souvent possible pour titiller nos *bons aryens* à nous, ces superbes démocrates *nazoides* qui discriminent, *sous-hommisent*, excluent à visage découvert. (Pourquoi se gêneraient-ils après tout, les gens votent pour eux, non ? Les grenouilles se donnent les rois qu'elles méritent).

L'humain n'est pas mauvais, il n'est que bête, et c'est encore plus grave, hélas. En même temps, c'est justement ce côté pathétique de brave bête, car occultant sa cruauté, qui le rend attachant.

Ainsi ne lui en veut-on pas de doter ses démocraties de lois monstrueuses qui lui permettent de *criminaliser* des pauvres gens dont le seul tort est de ne pas savoir, ou pouvoir, se défendre.

Des charognards très comme il faut.

Dépouillées de leur humanité, moins que des esclaves, moins que des forçats, moins que des animaux, au nom d'une caricature de protection, la France réduit ses personnes vulnérables à l'état de sous-hommes. On leur vole leurs biens, leur humanité, leur existence. Bien des malfaiteurs sont mieux lotis qu'elles.

De quoi sont-elles coupables ? De quoi sont-elles punies ? En vertu de quel droit la France s'autorise-t-elle à les traiter de la sorte ?

Sont-ils des assassins, des déments, des terroristes, ces femmes et ces hommes que ciblent les mesures de tutelle ou de curatelle ? Non ! Ils souffrent simplement d'invalidités diverses qui les rendent socialement fragiles. Alors, au nom de quoi ce pays se permet-il de faire d'eux des pions qu'il manipule à sa guise ?

Les atteintes aux droits de l'Homme effectués sous le couvert de cette farce juridico-mafieuse de la

protection sont dénoncées depuis des années, mais sans résultat. Pourquoi ?

“*Il est plus facile, semble-t-il, de sacrifier l'humain isolé, en le réduisant à l'impuissance, que de remettre en question les lois économiques*”, nous explique M.-F. Hirigoyen.

Du reste, pourquoi mettre un terme au fonctionnement d'un système juteux dont les victimes ne sont que des *loques* sans intérêt ?

Me voici dénonçant les écuries d'Augias de la *protection* dont tous détournent les yeux. Un véritable cloaque ! Pourquoi n'enquête-t-on pas sérieusement sur ce problème, dans ce pays ? Parce que pour ne rien voir, il faut sacrément le vouloir, quand même !

Plutôt que de vider le pot de chambre, on préfère poser la chape du silence sur les atteintes ignobles aux droits de l'Homme dont se rendent coupables l'État et ses commis. Sans parler de la nuée de charognards à qui profite la situation. (De nos jours, les charognards sont très comme il faut, ils ont l'air encore plus démocrates que les démocrates, ou alors ce sont les démocrates qui seraient des charognards ?)

“Maréchal, nous voilà ! Tralala !”

Que vaut l'autorité d'un pays qui se dote de lois lui permettant de persécuter en les réduisant à l'état de choses ou de *sous-hommes* des populations dont le seul crime est d'être faibles en même temps qu'il tresse des couronnes au vice et à la violence, à croire que ce sont ses valeurs de référence ?

Les preux qui sont tombés en combattant le nazisme doivent se retourner dans leur tombe quand les démocrates de ce tonneau viennent se recueillir sur leurs monuments. C'est miracle que devant leurs simagrées pharisaïques ils ne se relèvent pas pour les égorger.

Certes, on ne massacre plus les juifs, les homos, les tziganes, on se rabat désormais sur les faibles, (en particulier quand ils sont isolés,) qu'on liquide par le biais de techniques beaucoup moins compromettantes et surtout plus propres que les camps d'extermination. C'est commode, les faibles, parce que ceux-là aucun puissant, aucun lobby, aucune communauté, personne ne les défend, ils sont rejetés par tout le monde.

C'est extraordinaire ! Plus les hommes se haussent dans la bestialité, plus ils en sont fiers et plus ils se trouvent intelligents. Ils planquent ça sous le stuc en trompe-l'œil de la culture ou les falbalas d'une démocratie de pacotille qui les cachent mal, mais ça leur suffit pour faire semblant de ne rien voir.

Tout cela est instructif et très amusant quand on est du bon côté des barbelés.

Le système de la *protection des adultes vulnérables* n'est qu'une forme ignoble de relégation, produit de la barbarie française.

Tout le monde voit, tout le monde sait, tout le monde préfère ne pas croire. Les abrutis rient ou sourient niaisement quand on évoque la question devant eux. Ils ont gardé les réflexes du bon vieux temps, ah ! La nostalgie pétainiste ! Quelle belle époque c'était !

“*Maréchal, nous voilà ! Tralala !*”

Les troupeaux ne pensent pas, ils ruminent et ils ruminent ce que leurs maîtres leur donnent à bouffer.

Le fait d'avoir besoin d'une mesure d'assistance ou de protection est une chose, mais en quoi cela justifie-t-il qu'une personne dans cette situation se retrouve à la merci de dangereux crétins qui recourent à des méthodes de décervelage intensif pour assurer leur emprise sur les *protégés* confiés à leurs *soins*.

Les personnes vulnérables n'ont pas à tolérer que des terroristes anencéphales incapables de distinguer un être humain d'une carotte ou d'une boîte de conserve viennent, au nom d'une *protection* en trompe-l'œil, s'imposer chez elles, faisant ce qui leur plaît en les envoyant paître quand elles les interrogent, au motif qu'ils n'ont aucun compte à leur rendre.

C'est en vain que les victimes tirent la sonnette d'alarme.

La justice, art divinatoire ?

On ne peut qu'éprouver une profonde aversion (et une grande méfiance pour les lois qui couvrent leurs actes) à l'égard des crapules qui trouvent naturel de traiter ces gens comme s'ils étaient leurs jouets.

Lorsqu'on place des personnes sous le régime de la curatelle ou de la tutelle, c'est pour les protéger, non pour les dépouiller de leur humanité et de leurs biens. De quel droit la France se permet-elle de faire d'elles des objets ? Pas de réponses ! Pourtant, en leur qualité de citoyens, elles leur sont dues, car la loi leur appartient, (et non pas aux juges). Non mais, on se croit où, là ! On n'est pas chez Staline, Pol Pot, Adolf, ou alors, disons-le *franco*, si c'est le cas.

Aucun humain digne de ce nom ne peut se plier à des lois objectivement insanes qui font de lui un esclave, un animal domestique ou un simple outil au seul motif qu'il est sans défense. Devons-nous accepter une existence qui ne nous appartient plus, confisquée qu'elle a été par des êtres qui n'ont de l'humain, mis à part la figure, que son côté bestial ?

Les témoignages qui l'attestent pullulent : dans bien des cas, la *protection* n'est qu'un dispositif barbare destiné à dépouiller de leurs droits fondamentaux des gens dont le seul tort est de ne pas savoir - ou pouvoir - se défendre. Elle est où la dignité de l'Homme qu'a juré de protéger un État français manifestement parjure puisqu'il se dote de lois qui lui permettent de la profaner ?

Impossible de continuer sans un mot sur l'expertise psychiatrique. En dehors de cas bien précis, reconnus, répertoriés, quelle part les psychiatres connaissent-ils de l'esprit humain ? Dix pour cent peut-être, en étant large ? Pour ne donner qu'un exemple banal, ils ne sont même pas capables de prévoir la récurrence des déviants sexuels. Alors l'expertise des psychiatres, sauf dans des situations particulières et bien définies, on me permettra d'en tenir compte, peut-être, mais avec quatre-vingt dix pour cent de scepticisme.

Nous ne nous attarderons pas sur la question, il y aurait trop à dire, notamment sur la question des experts auprès des tribunaux et sur les charlatans (il y en a) qui brisent avec désinvolture l'existence d'une personne après un examen bâclé en trois ou quatre minutes.

(La psychiatrie et la *putainerie tutélaire* font bon ménage, voir cvjn.over-blog.com)

Pour étayer ses décisions, en particulier quand elle est dans le brouillard, la justice se repose sur une psychiatrie dont on pensera ce que l'on voudra mais qui n'a rien d'une science rigoureuse. La preuve par la psychiatrie ? Et pourquoi pas par l'astrologie ou l'extispicine, tant qu'on y est ?

Priver des êtres humains qui n'ont que leur faiblesse à se reprocher, de leur dignité, de leur liberté, de leurs droits sur la seule foi des élucubrations d'un psychiatre dressées après un examen sommaire, vous m'excuserez de vous le dire sans fioritures, messieurs-dames les magistrats, mais j'appelle cela du foutage de gueule, de la mystification, de l'arnaque. Ridicule, ça l'est sans conteste, mais respectable, sûrement pas, intelligent, encore moins.

C'est amusant, cette justice qui pratique les arts divinatoires et consulte les oracles, mais ce n'est pas rassurant.

Témoignages.



Si ce qui est exposé dans ces pages avait l'intelligence d'être bête, tous le comprendraient. Mais voilà, ce n'est pas bête, ce n'est que fou.

Ceux qui désirent s'informer sur la barbarie tutélaire exercée sous le couvert de la justice trouveront une multitude de témoignages plus sordides les uns que les autres sur des sites consacrés localisables à partir les mots-clés “tutelle” et “curatelle”, voire “protection des adultes vulnérables”.

Reproduire ici ces témoignages n'a pas grand intérêt. N'importe qui peut les lire sur la toile ou dans les ouvrages que quelques téméraires ont osé publier sur la question, rompant l'omerta et, par suite, à leurs risques et périls. Je ne peux cependant pas faire l'économie de celui-ci, exemplaire dans le genre.

Gérontophobie galopante à l'UDAF.

<http://www.breizh-info.com/2016/04/27/42661/saint-nazaire-ludaf-laisse-chauffage-eau-chaude-femme-agee-de-82-ans>

Ce lien est un échantillon de ce dont sont capables les *cyborgs pseudencéphales* qui gravitent dans les sphères de la protection des majeurs vulnérables. Voici reproduit *ad litteram* son contenu.

Saint-Nazaire. L'UDAF laisse sans chauffage ni eau chaude une femme âgée de 82 ans [MAJ Juillet 2016 : tout est rétabli]

12/7/2016 : Mme L. a retrouvé le gaz, et donc l'eau chaude chez elle depuis fin juin. Les raisons pour lesquelles l'UDAF de Saint-Nazaire a fini par revenir sur sa décision restent inconnues.

27/04/2016 – 05H30 Saint-Nazaire (Breizh-info.com) – Depuis le 1er avril, à Saint-Nazaire, une dame âgée de 82 ans n'a plus d'eau chaude ni de chauffage. Sans enfants ni proches, hors un ami qui la soutient, c'est une personne sous curatelle renforcée, gérée par l'UDAF. Seule, elle se retrouve démunie face à la toute-puissance de l'administration qui s'immisce jusque dans les moindres aspects de sa vie courante. Edifiant.

Ancienne institutrice puis sage-femme, âgée aujourd'hui de 82 ans, Mme L. est sous curatelle renforcée de l'UDAF depuis 30 ans après s'être enfoncée dans une terrible dépression suite à un divorce houleux. Elle a ensuite été victime d'un accident grave qui l'a laissée plusieurs mois dans un état critique. Celle qui a aidé les femmes à mettre au monde leurs enfants vit un calvaire dans sa vieillesse. Elle vit seule, elle n'a pas d'enfants ni de proches, en-dehors d'un ami qui prend soin d'elle, Alain Rousseau. Après qu'elle ait mal fermé le gaz chez elle en octobre, une infirmière venue chez elle le lendemain pour lui administrer des soins s'est rendue compte d'une faible odeur de gaz – si faible que Mme L. n'en a pas été incommodée – et a appelé les pompiers, GDF et la police. « Elle a été emmenée à l'hôpital, où elle a été gardée un mois et demi en attendant qu'on lui trouve une place en maison de retraite, puis expédiée à Frossay dans un établissement pour personnes âgées pendant quatre mois », explique Alain Rousseau.

Mais pour l'administration, l'été commence à la fin de la trêve hivernale, c'est à dire le 31 mars. La dame de 82 ans a été ramenée chez elle le 1er avril, “dans un appartement qui n'a pas été chauffé depuis six mois”, s'indigne Alain Rousseau, “et où il n'y a toujours pas de gaz. Ce qui signifie : pas de repas chaud, pas d'eau chaude, et pas de chauffage. Tout est au gaz dans cet appartement”. Le début du mois d'avril

s'annonçant frisquet, il bricole pour sa vieille amie un chauffage de fortune, en branchant deux convecteurs électriques en série sur une prise électrique. "Tout ce que la curatrice de l'UDAF a trouvé à dire, c'est que mon chauffage n'était pas terrible, et que s'il arrivait quelque chose à la dame, ce serait de ma faute".

Alain Rousseau dénonce les "abus de pouvoir continuels de l'UDAF. Par exemple, elle a une retraite en plus de son allocation, elle a de l'argent, mais pour faire la moindre dépense, par exemple acheter son parfum préféré, il faut faire des tonnes de paperasse et s'y prendre très à l'avance. C'est très difficile. Les personnes qui sont seules face à l'UDAF sont complètement désemparées et démunies", conclut-il.

Quelques jours après le retour de Mme L. chez elle, l'UDAF a consenti à lui mettre un micro-ondes. Mais c'est très difficile pour elle, qui n'en a jamais eu, de s'en servir. Si bien qu'une dame de 82 ans, par la faute de l'UDAF, mange souvent froid et se lave à l'eau froide, faute de mieux, à Saint-Nazaire. "Cela fait plus de trois semaines qu'elle est revenue chez elle, et rien ne change", se désole Alain Rousseau. "Pour ce qui est de remettre le gaz, l'UDAF ne veut rien entendre".

En Loire-Atlantique, l'UDAF 44 gère 519 mesures de tutelle aux prestations sociales adultes, 342 mesures de tutelle aux prestations sociales enfants, et 1340 mesures de tutelles et curatelles d'Etat, qui recouvrent cette fois la gestion des "majeurs protégés". On remarquera avec inquiétude que l'UDAF dans sa présentation parle de "mesures", alors que derrière le langage administratif se trouvent des hommes et des femmes plongés dans une réelle détresse sociale et affective.

© Breizh-info.com, 2016, dépêches libres de copie et diffusion sous réserve de mention de la source d'origine.

Détails sans intérêt.

Cet échantillon des vertus tutélaires est – hélas ! - très loin d'être un cas isolé. Mais comme le disent si bien les tuteurs : *"détails sans intérêt"*. (Un détail c'est quelque chose qui n'existe presque pas).

Il recueillera ce genre de dépositions à la pelle, celui qui se donnera la peine de creuser un peu le sujet. S'il arrive que les conséquences soient moins graves, elles peuvent être mortelles, nous l'avons vu.

Lorsque leurs victimes dénoncent des pratiques de ce genre, elles se retrouvent en face d'un appareil judiciaire qui fait comme si elles n'existaient pas et se contente d'ignorer leurs plaintes pourtant justifiées, les écartant sans examen, façon désinvolte d'absoudre les bourreaux. *Les protégés n'ont pas le droit d'exister.*

Un État au format *féodo-spartiate* se dote de lois qui encouragent des pratiques criminelles. Le vice et la violence sont applaudis, la faiblesse est stigmatisée, pourfendue, éliminée. On ne veut pas la voir. Il est dangereux d'être agressé et de s'en plaindre, au demeurant, le mieux, quand on est une victime, c'est de s'en cacher et de se taire (demandez-le à celles et ceux qui ont subi des violences sexuelles). Dans un tel État, où ce sont les loups qui font la loi, *"La loi c'est la loi"*, ça veut dire, quand tu es un agneau, que c'est toi le coupable, surtout si tu es innocent. D'un autre côté, soyons lucides, ne cherchons pas de boucs émissaires, les responsables, ce ne sont pas les juges, eux se contentent d'appliquer la loi et ils l'appliquent comme on leur a appris à le faire, c'est-à-dire en lui faisant dire ce que les dominants veulent entendre. Ce n'est pas de leur faute si une *démocratie* féale de *Mammon* élabore des lois répugnantes.

Nous voyons, tout au long de ces lignes, se déployer cette indécente stupidité qui arrive, sans pudeur aucune à nier ce qui n'est pas niable. De la même manière, les cyborgs de la *protection* nient avec cynisme l'humanité des individus qui leur sont confiés et qu'ils traitent comme des pions, allant, lorsque ceux-ci s'en plaignent et le leur reprochent, jusqu'à s'en étonner et le contester.

Bien sûr, la justice ne peut rien voir de répréhensible à un acte monstrueux quand il est tenu pour légal au regard des lois dont il est question plus haut.

Le protégé est un sous-homme.

La bêtise est criminelle sans intention et trouve normal de l'être car, étant dépourvue de conscience, elle ne s'en rend pas compte. En France où elle fait la loi, le pire n'est jamais impossible. Elle est du genre à construire des camps de concentration en les présentant comme des écoles et quand vous le lui reprochez, elle vous accusera d'asservir les masses en les maintenant dans l'inculture.

Dans une optique voisine, pour les protéger, elle ne trouve rien de mieux à faire que d'entraver jusqu'à les couper d'une vie décente des personnes qui n'ont rien à se reprocher que d'être faibles, non sans les avoir brisées, détruites, *décervelées*, chosifiées au préalable.

Et lorsque nous demandons des explications sur cette situation, pourquoi leur est volée leur existence, pourquoi elles sont dépouillées de leur humanité, privées de leur dignité ; lorsque nous demandons pourquoi la France viole à leur détriment des chartes qu'elle a pourtant juré de respecter, de défendre, de protéger, elles qui ne sont ni des criminels, ni des déments, ni des terroristes ; lorsque nous demandons de quoi elles sont coupables, de quoi elles sont punies, pourquoi l'institution s'autorise à les traiter comme des sous-hommes, et en vertu de quel droit, que nous rétorque-on ? C'est la loi. Certes ! Mais ça ne dérange pas la loi de violer les principes qui la fondent ? Non ! Puisque c'est fait au nom de la loi.

Quand une personne sous protection se fait violer, (car la *protection* est un viol), et demande pourquoi on a fait d'elle une chose, nos élus, les juges, les argus tutélaires, systématiquement, prétendent ne pas comprendre de quoi elle se plaint. Que s'entend-elle répondre ? “*En quoi ça vous gêne-t-il ? Nous ne savons pas de quoi vous voulez parler, nous ne voyons pas où est votre problème*”. Impudence, mauvaise foi, vice, perfidie, nous abordons ailleurs les perversions du *putelangue*, ce mode d'expression vil et lâche de la bêtise quand elle est au pouvoir.

Au fond, tout ceci relève de la banalité. En effet, comment le *servum pecus* pourrait-il se rendre compte de quoi que ce soit, lui qui, portant ornières, vit dans une *démocratie* à la mords-moi-le-nœud où la *bêtise* fait la loi et où, par conséquent, il est intelligent (et super légal) d'être bête ?

Quand, à l'instar des Nazis, on n'est pas capable de distinguer un être humain d'un jouet, d'un objet, d'un animal, c'est que l'on manque de références, et si l'on manque de référence, c'est que la *chose* que l'on voit dans son miroir quand on se pomponne n'est pas humaine. Au mieux, c'est un primate, ou peut-être un *cyborg pseudencéphale*.

Quel beau pays !

Autre cas, celui de cette dame sous tutelle (Juillet 2017) qui se retrouve sans toit à 85 ans. Curieuse protection, non ? Encore un superbe aperçu, entre mille, de ce que génère la *putainerie tutélaire* au nom d'une France gérontophobe que ça ne chagrine apparemment pas beaucoup.

Quel beau pays, on ne le dira jamais assez ! Dommage qu'y fassent la loi des gens qu'on croyait disparus depuis 1945, ou leurs disciples. Les multinationales ou les puissants ont tout pouvoir pour t'arnaquer, les violeurs se baladent en liberté, les bourreaux se gobergent, les *suicideurs* ont la belle vie. On est libre de jeter les *vioques* sans défense à la rue, la loi ne réprime pas. C'est ça la *démocratie*, tout est permis.

Les exemples de maltraitance, de malversations, de manœuvres dolosives, d'escroqueries diverses sont légions. Chacun retrouvera aisément les cas abordés ici, et d'autres, en fouinant sur internet où il découvrira le calvaire de centaines d'autres victimes de cette *protection* innommable qui se pratique en France.

Dans les années 1990, un tuteur et une Juge des tutelles détroussent leurs *protégés* ! Des sommes astronomiques sont détournées. En juin 2000, lors du procès, la femme laissera échapper cette réflexion choquante venant d'une juge (ce pour quoi je retiens l'exemple) : “*J'ai été une grosse pomme, mais tout le monde faisait pareil à l'époque*”. Donc, c'était normal de traiter les personnes vulnérables comme des objets ! Le présent ouvrage constate que les choses n'ont guère évolué.

Septembre 2015, les spoliés de l'UDAF 64 (liquidée en 2008) indemnisés par l'Etat. Au regard des millions d'euros détournés sous couvert des tutelles, le montant alloué par la Justice à 5 victimes sur plus de 2700 identifiées pour la seule UDAF 64, est dérisoire (quelques milliers d'euros). Les faits étaient prescrits au moment du procès si bien que les principaux responsables de cette arnaque (4 cadres) s'en sont tirés sans dommages. C'est un peu trop bizarre pour être vraiment accidentel. Ou alors c'est que la justice est si peu fiable qu'on ne peut décemment pas lui confier la responsabilité de protéger des personnes qui n'ont que le tort d'être faibles.

Que fait-elle de ces derniers, notre irresponsable justice ? Elle les traite comme des criminels ! Mais, dans ces affaires de *protection*, ce ne sont pas eux, les criminels, ce sont les salopards qui ont pondu les lois qui facilitent ce racket légal et la basoche est leur complice !

Car l'appareil judiciaire français a acquis une indéniable expertise en matière de violation des droits de l'Homme. C'est à pleurer de rire que de le voir s'indigner contre la grâce présidentielle accordée (au demeurant tout à fait légitimement) par M. le Président de la République en décembre 2016 à Mme S* alors que, en matière tutélaire, lui-même piétine la DUDH ou laisse ses auxiliaires se torcher avec, ce qu'ils font sous ses yeux.

Un job de macs.

Les tuteurs, les curateurs font ce qu'ils veulent avec le fric de leurs *protégés*, ils ont la signature, c'est légal, rien ne peut les arrêter sauf le juge qui, ayant mieux à faire, laisse les pleins pouvoirs à ses mandataires. Certes, il y a bien les contrôles de gestion, mais c'est du pipo. Le prétendu contrôle des Comptes de gestion par le Juge des Tutelles est une imposture. C'est une Juge des tutelles, *Bénédicte Rivet* qui l'affirme en 2006. Au reste, voici quelques années, un tuteur condamné à deux ans fermes pour escroquerie a dénoncé ce manque de contrôle de la part du Juge des tutelles.

Et ne venez pas me dire que c'est scandaleux ou criminel, puisque c'est légal ! Et si c'est légal, c'est légal ! La preuve, si vous allez protester auprès du juge des tutelles il vous menace de porter plainte contre vous auprès du Procureur ! Oui ! Celui de cette République qui a voté ces jolies lois dégueulasses qui permettent de plumer les vieux et des handicapés (préalablement placés sous protection, c'est-à-dire dépouillés de leurs droits, pour les empêcher de se défendre), et personne ne peut rien dire au risque de tomber sous le coup de la diffamation. Et la morale ? Quelle morale ? C'est un peu comme l'égalité devant la loi, ça, un truc élastique.

Pas vu, pas pris, à ceci se résume la morale. Elle est la conscience de ceux qui n'ont pas de conscience.

Pour la confrérie truandière, la *protection* c'est le job des maquereaux. Pour la France aussi. Au fond, personnes vulnérables et prostituées, même combat. On leur fout un mac sur le râble en appelant ça de la *protection*. Finalement, l'expression *putainerie tutélaire* dit bien ce qu'elle veut dire.

On le sait, il n'y a pas de malaise dans les entreprises, pas de harcèlement sexuel, les vieux ne sont pas traités comme des sacs de viande en EHPAD ou ailleurs, personne n'est jeté à la rue, surtout pas les femmes et les enfants, les gens qui se suicident au travail, les agriculteurs, le personnel soignant, les enseignants, des agents du secteur privé, le font tout simplement parce qu'ils souffrent de troubles psychiques. Comme on sait que le discours lénifiant des propagandistes qui adultèrent la réalité répond au désir de ne pas savoir du bon peuple qui ne demande que ça. Dans cette ligne, on se donne beaucoup de mal pour ne pas parler des tutelles.

“Les dépossédés”.

Son bouquin s'appelle “*Les dépossédés*”, et malgré tout le mal qu'en disent certains adeptes du *putelange*, elle a au moins le cran de dénoncer la *putainerie tutélaire* et de faire des vagues avec ça, (ce que les jaloux ne lui pardonnent pas). Quand on écrit ce genre de truc, c'est pour chercher le scandale, non ? Sinon, ce n'est pas la peine. Elle a bien joué son coup, Valérie Labrousse, bravo et merci, même si la médiocrité s'est bien exercée à mettre son enquête sous l'éteignoir.

C'est désolant, mais on ne focalise pas l'intérêt des masses avec des rapports précis, circonstanciés, arides. Avec “*Les dépossédés*”, Mme Valérie Labrousse se propose d'attirer l'attention sur le scandale des tutelles. Le sujet étant à la fois tabou et relativement confidentiel, c'est difficile, mais elle y parvient, et je ne vois pas l'intérêt des diatribes dont elle a fait l'objet et qui sont apparemment dirigées contre ses méthodes de travail. Elle doit vivre, elle doit vendre, romance-t-elle son propos en abondant dans le pathos, voire en extrapolant ? (C'est en tout cas ce que lui reproche ses zoïles). Où est le problème ? La vie dépasse souvent la fiction. Ceux qui dénigrent son ouvrage se proposeraient-ils de nier l'existence de la *putainerie tutélaire* ? Parce qu'à les lire, on a l'impression que c'est leur objectif réel, décrédibiliser Mme Labrousse pour pouvoir évacuer ce dont elle parle.

Dans l'optique de certains chroniqueurs anti-Labrousse, si je comprends bien, les preuves de ce qu'elle décrit n'étant pas établies et validées par une *journaliste sérieuse*, ces choses n'existent pas. Les témoins, on s'en fout, ce sont tous des menteurs. Brillante argumentation ! (Seraient-ils des menteurs parce que du fait de leur vulnérabilité, ce sont des *sous-hommes* ? Il faut oser le dire. Par contre, les individus qui encadrent les tutelles, eux, seraient fiables, sans doute parce qu'ils sont certifiés *bons aryens* ?)

En général, quand on déplace le nœud d'un problème, c'est qu'on veut le nier ou pour le moins le mettre sous l'éteignoir pour éviter d'en parler. Il ne serait pas honnête de ma part de demander aux auteurs de certains articles qui dénigrent "*Les dépossédés*" combien (et par qui) ils ont été payé pour les écrire. Après tout, il est possible que le vrai problème leur ayant échappé ils aient trouvé intelligent de discuter des points de détail. Sur le même principe, des quidams qui ne comprenaient pas de quoi il était question ont contesté la torture en Algérie, décrété que les camps d'extermination étaient des fictions, et les suicides en entreprise des effets de mode, ils ont même dit que les femmes qui se font agresser sexuellement le cherchent bien, *et cetera*.

Les "néo-négationnistes".

N'en déplaise aux "néo-négationnistes" qui soutiennent qu'il n'y a pas de problème de la protection, il existe une *putainerie tutélaire* d'inspiration trouble dans ce pays. Merci à Mme Valérie Labrousse d'avoir attiré l'attention sur elle, la manière importe peu. Maintenant, que les uns et les autres s'évertuent à faire comme si elle n'existait pas, ou pour le moins à la minimiser, pourquoi pas ? Mais on a vu dans les années 40 ce que ça donne quand ce genre de bêtise et ses tenants font la loi... pour eux, une poignée de Juifs au Vel' d'hiv non plus ce n'était pas un vrai problème, juste une bévue, un accident, un simple malentendu.

Pour dire que vos singeries, messieurs-dames les *néo-négationnistes*, il y en a assez !

Assez des abrutis qui couvrent les saletés en prétendant les planquer sous le boisseau du silence, assez de ceux qui se taisent, assez de ceux qui nient ou minimisent la souffrance des victimes, assez de ceux qui préfèrent ne pas voir, assez des primates mal finis qui sacrifient la vérité à leur confort en sachant qu'à l'autre bout de la chaîne un anonyme paiera la facture de leur égoïsme !

Assez que ce soient les dégénérés privés de conscience, les *bons aryens*, qui finissent toujours par faire la loi, partout où il y a une loi à faire.

Sachez que les placements sous *protection* sont chaque année plus nombreux, vous qui allez rigolant en fredonnant : "*C'est pas mon problème !*"

Formule admirable ! Merci de me la servir ! Auriez-vous l'intention de ne pas vieillir ? Quand vous serez dans la merde à votre tour et que tout le monde vous ignorera en vous ressortant ce prodigieux trésor de sagesse : "*c'est pas mon problème !*" Gageons que vous vous marrerez moins. Le seul truc intelligent qui vous restera à faire c'est de crever en fermant votre grande gueule, en espérant que vous saurez faire montre de décence à ce moment-là en nous épargnant vos jérémiades.

Voilà ce que dit notre pourfendeuse de *dictateurs*, Valérie Labrousse, au sujet de la *protection des adultes vulnérables* : "*On retrouve toujours les mêmes mécanismes de connivences entre les affaires sociales, la justice et la médecine. Ce sont des mécanismes silencieux, d'omerta et dignes de ceux utilisés par les mafieux. En effet, même quand les faits sont flagrants et que les victimes réussissent à porter leur affaire en justice, rien n'est fait car tous les acteurs qui sont en face d'elles sont liés entre eux. Aussi, les victimes se retrouvent bien souvent seules. Ce qui peut avoir des conséquences très graves. Certaines personnes en meurent très lentement*".

Les zélateurs hygiénistes de Gobineau qui osent affirmer que les écrits de Valérie Labrousse ne sont qu'un catalogue de sornettes seraient bien avisés, puisqu'ils sont aveugles, de ne pas parler de ce qu'ils ne peuvent pas voir.

Apprenez-le, gentils médiocrates, le droit de tout dire n'est pas le pouvoir de dire n'importe quoi.

Contre les "néo-négationnistes" : 1) Le Défenseur des droits.

En effet, ces problèmes que la clique des révisionnistes tutélaires ne veulent pas voir existent pourtant bel et bien. La preuve en est qu'ils ont fait l'objet de deux rapports publiés en septembre 2016. Le premier émane du *Défenseur des droits*, le second est publié par la *Cour des Comptes*. Excusez du peu.

Ils soulignent l'un et l'autre des anomalies inacceptables dans le traitement réservé aux personnes placées sous ce régime, dénonçant l'explicable absence de contrôle des tuteurs et des curateurs, quelque chose qui ressemble foutrement à une volonté délibérée de les laisser faire ce qu'ils veulent. Sinon, pourquoi les juges des tutelles et les procureurs de la République eux-mêmes continueraient-ils à encourager les

tuteurs dans leurs entreprises *merdoyantes* en posant sur eux la couverture rassurante de leurs grandes ailes juridiques ?

1) Le dossier du *Défenseur des droits* intitulé “*Protection juridique des majeurs vulnérables*” fait 86 pages. Extrait de la page 7 de ce document.

“Dans ses analyses et recommandations, le Défenseur des droits s'appuie sur les réclamations concernant les majeurs protégés qui lui sont adressées, qu'il s'agisse des réclamations traitées par les services du siège ou par l'un des 400 délégués du Défenseur des droits présent dans l'un des points d'accueil répartis sur l'ensemble du territoire. Le Défenseur des droits a ainsi pu relever un certain nombre de difficultés récurrentes.

Celles-ci concernent notamment :

- des contestations de placement sous mesure de protection par le majeur protégé ;*
- des problèmes de gestion de la mesure de protection : retard dans le paiement des loyers, impôts, gestion des comptes bancaires (...)* ;
- des contestations des comptes de gestion ;*
- des absences de réponse du juge ;*
- des contestations du montant des sommes allouées aux majeurs protégés par le curateur ou le tuteur ;*
- des contestations de la nomination du MJPM, notamment lorsque les familles souhaitent gérer la mesure de protection ;*
- des difficultés rencontrées par des majeurs sous mesure de curatelle qui sont accueillis dans des établissements de soins situés dans un pays limitrophe ;*
- des difficultés liées à la mise en œuvre du mandat de protection future ;*
- des difficultés d'appréciation du passage de l'aptitude à l'inaptitude (...)*”.

Contre les “néo-négationnistes” : 2) La Cour des comptes.

2) Pour sa part, la *Cour des comptes* s'est fendu d'un rapport de 117 pages : “*La protection juridique des majeurs*”. Échantillons :

Page 6. Les dysfonctionnements du régime de protection juridique des majeurs relevés par la Cour dans le présent rapport ont été partagés avec une large représentation des acteurs concernés.

Page 9. En adoptant la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007, le législateur a d'abord souhaité replacer le majeur protégé au centre du régime, en lui conférant des droits renforcés [...]. La mise en œuvre de la loi n'a toutefois pas été à la hauteur de ses ambitions.

Page 11. Le très faible niveau de contrôle des mesures et des acteurs est alarmant.

Page 12. Le principal problème de la protection juridique des majeurs est qu'elle n'est pas structurée et souffre d'une sous-administration manifeste. Alors que l'État engage sa responsabilité en plaçant 700 000 personnes et leur patrimoine sous sa protection, aucun service ministériel n'est pleinement en charge de cette protection contrairement à d'autres pays.

Page 29. Corriger les “dérives” de la protection des majeurs.

Page 37. Le renforcement des droits des personnes et la priorité à la protection familiale ne sont pas toujours vérifiables.

De nouvelles garanties insuffisamment mises en œuvre.

Page 60. La qualité de la protection et son contrôle demeurent très insuffisants.

Page 61. Une gestion des mesures de protection préoccupante.

Malgré la publication de ces deux rapports, et une cascade d'affaires judiciaires liées aux exactions, c'est-à-dire aux violences tutélaires, il reste quand même un beau paquet de négativistes invétérés qui persistent dans leur déni primaire de la réalité pendant que d'autres avancent toujours le même argument qu'ils voudraient décisif : “*Oui, mais tous les tuteurs ne sont pas des salopards*”. Évidemment ! Et alors ? Parce que tous les mecs ne sont pas des violeurs, cela signifie-t-il que les viols n'existent pas ? Donc, le viol ne serait pas un problème et il ne faudrait pas en parler ?

Sans compter ceux qui n'ont rien fait, les *presque* innocents qui, malgré qu'ils fussent au courant, ont

protégé les porcs en se taisant.

Eh bien, messieurs-dames les *presque* innocents, aidez-nous à liquider les fumiers...

Ou continuez de vous taire.

On en revient toujours au même point avec les primates, chopés la main dans le sac, ils soutiennent effrontément que c'est le sac qui les a agressé. Le pire étant qu'il se trouve toujours des bouffons pour gober leur daube et prendre leur parti.

Luc, Évangiles, 23. 34 : “*Père, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font*”. Or, s'ils sont trop cons pour savoir ce qu'ils font, comment le reconnaîtraient-ils ?

“Au secours, j'hérite !”

Étrange démocratie que celle où les pauvres gens sont criminalisées au motif qu'elles sont faibles, spoliées, et avec eux leurs proches, au nom d'une loi féodale ou seigneuriale, vestige d'un autre temps.

Laure Guérande (alias Dominique F*) nous livre un brillant aperçu de la question de la protection des adultes vulnérables avec son ouvrage : “*Au secours j'hérite*”. (En accès libre sur le Web). Nous avons dévoré, - il n'y a pas d'autre mot - ce témoignage extraordinaire sur la spoliation tutélaire. Excellent !

Au point qu'on se demande pourquoi personne ne s'en est rendu compte avant nous. Quoi ? C'est trop intelligent ?

En réalité, il existe une censure de la médiocrité qui fait barrage à un talent qui la dépasse, l'empêchant de se diffuser. Un bien grand service qu'elle rend aux détenteurs du pouvoir, chevronnés combinards qui excellent à en jouer.

Peu de *protégés* sont aptes à décrire le système des tutelles à partir de l'intérieur. Moins encore sont capables d'en démonter les mécanismes pervers. C'est très commode ! Par ailleurs, le *concasqueur social* (la machine à exclure) est parfaitement au point et bien huilé, suffisamment pour dissuader (efficace à 99 %) les empêcheurs de tourner en rond de se manifester en faisant planer sur eux le spectre de la dénonciation calomnieuse et en allant éventuellement jusqu'à socratiser (éliminer légalement) ceux d'entre eux qui se montrent vraiment trop pugnaces.

Ce “journal d'une chose” dénonce le système en partant du point de vue d'un *protégé* qui s'exprime depuis l'intérieur. Mais pour offrir une vision globale de la question, ce point de vue a besoin d'être complété par une approche extérieure, via le témoignage d'un familier ou d'un proche d'une personne sous tutelle ou curatelle. Avec “*Au secours j'hérite*”, Mme Laure Guérande, victime collatérale des tutelles, remplit à merveille cette mission.

Socratiser : éliminer légalement la vérité.

Dans ce pays où la *bêtise* fait la loi, que peut-il sortir des prétoires ? L'égalité ? La vérité ? La justice ? J'en doute !

Non ! Les tribunaux chargés d'appliquer une telle loi cautionnent les ordures et, tenant la vérité pour illégale, condamnent ceux qui l'aiment à la ciguë.

Depuis toujours, le vice et la violence sont honorés en France et la faiblesse tenue pour criminelle. La loi y est devenue une arme terrifiante entre les mains des pervers qui la retournent contre les faibles pour les écraser. Dans une *cacocratie* (gouvernement du vice), où elle n'a de droit que celui de se taire, quand la faiblesse ose ouvrir sa gueule et se défendre, on la condamne. C'est comme ça !

Telle, aujourd'hui, cette dame, Mme Laure Guérande, malmenée, spoliée, broyée, dévaluée, chosifiée, *sous-hommisée*, manipulée comme un pion, violée dans sa dignité, muselée par un réseau dit social, parce que là aussi, et même surtout, la médiocrité et le vice font la loi, traînée, enfin, devant les tribunaux par ses agresseurs ! ! !

Pourquoi ? Mais parce qu'elle ose se plaindre ! Et parler, et se battre.

C'est comme cela qu'ont toujours fonctionné les violeurs, les pervers, tous les grands charognards, (surtout ceux de la finance). Ils instrumentalisent une justice qui semble n'être conçue qu'à cette fin.

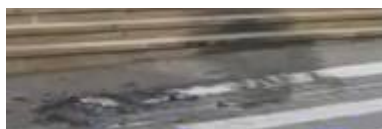
Allez donc feuilleter “*Au secours ! J'hérite*” (gratuit). Histoire de voir comme ils sont beaux les démocrates français. C'est à vous dégoûter de leur ressembler. On a mal fait le ménage en 1945, pour

vous donner un avis que vous ne me demandez pas.

On n'a pas pu ! C'est la saleté qui tient les murs de la maison France.

Spoliation, extorsion, familles brisées, maltraitance, torture mentale, mise en danger de la vie d'autrui, voilà le bilan des placements sous tutelle ou curatelle des personnes en demande de protection. Quelle réponse la démocratie donne-t-elle à leurs difficultés ? Elle en fait des légumes, commençant par les priver de leurs droits, avant de les confier à des vautours qui les vident de leur substance humaine avant de les laisser crever de désespoir au fond d'une solitude soigneusement construite autour d'eux et que ce pays entretient par son silence criminel.

Il ne s'est rien passé à B*.



Comme à ceux des théomanes enragés, aux yeux des démocrates jolis “il y a des morts qui ne comptent pas...”

Encore un non-problème des tutelles.

Lorsqu'il ne se passe rien, il est essentiel de le dire, sinon, allez savoir ce que va s'imaginer le bon peuple.

a) Barbecue devant la mairie de B*.

Avertissement : Se pourrait-il que les ordures qui laissent faire en se taisant, affirmant que *la putainerie tutélaire* n'existe pas, aient, pour une fois, la décence de fermer leurs gueules ?

Que ceux qui ont fait leur *chose* de l'infortuné protagoniste de cette affaire lorsqu'il était vivant ne viennent pas nous emmerder avec des histoires de respect dû aux morts.

D'autant que c'est pour qu'on en parle qu'il a fait le choix d'une fin que nous pouvons qualifier, sans craindre l'emphase, de tragique. En posant la chape du silence sur son acte désespéré, après lui avoir dérobé son humanité, ces casuistes *hitlerâtres* lui ont confisqué sa mémoire.

02/12/2017 - Suicide par le feu d'un homme d'une cinquantaine d'années devant la mairie de B*. Il était sous tutelle.

“Rien n'explique son geste brutal et désespéré”, bêtifient les *médiocrates* patentés à l'adresse des gogos.

C'est à ceci qu'aboutit parfois, c'est-à-dire trop souvent, une exposition prolongée au régime déshumanisant de la protection des adultes vulnérables. Comme l'ont fait avant lui Sylvie V* et nombre d'autres *protégés*, ce malheureux a fini par renoncer à la vie. (Cf. article sur advttutelles.com en date du 27/12/2017).

Mais une fois de plus, avec la complicité des émules de Goebbels & Cie¹, (pour qui informer c'est déformer), les gentils salopards tutélaires sont arrivés à planquer leurs saletés légales sous le tapis démocratique. À les entendre, notre apprenti phénix se serait carbonisé – en rigolant, peut-être ? – uniquement pour emmerder le monde, ou jouer les intéressants, dans le seul but de parader à la une des médias, style *“héros d'un jour”*, en vue d'attirer égoïstement l'attention sur ses problèmes de sous-homme. (Les personnes vulnérables sont les *Juifs* de notre temps).

Bref, et heureusement pour la propagande des *bons aryens* dominants, ça n'a pas marché. Une fois de plus, grâce à la cécité des *béni-oui-oui* jolis, les censeurs ont pu étouffer dans l'œuf un scandale révélateur de leur infamie : *“Rien n'explique son geste brutal et désespéré”*.

C'est vrai, ça ! Après tout on n'avait fait que le dépouiller de son humanité pour en faire une chose, ce minus. Un détail. Pas de quoi monter sur ses grands chevaux !

Faut dire que la France *péniaphobe*, ses *politocards* pleins de vent, ses médias médiocres et son opinion tournesol² ont d'autres chats à fouetter.

Ils préfèrent se masturber sur des bulles médiatiques dont le seul intérêt est de montrer que le petit papa Noël démocratique n'est qu'une fiction, (sans pourtant avoir le cran d'aller jusqu'au bout, ce qui consisterait à le formuler clairement).

En plus, notre pyromane a laissé les lieux dans un état déplorable, (voir photo). Quand même, il aurait pu prévoir le nettoyage !

¹ Au nombre desquels je regrette que se soit rangé Facebook pantocrator qui, la jugeant coupable de chercher la vérité, a suspendu arbitrairement le compte de l'Attila des sophistes protutelles, j'ai nommé Dominique F*. (Ce qui devrait faire grimper le cours de l'action, car rien ne rapporte davantage que la connerie).

² La raison ordinaire s'imaginer que la vérité est une punition qui frappe uniquement les fous (ou les Cassandres, c'est pareil). Elle lui préfère le chant perfide des sirènes médiocr-atiques. Elle ne s'extasie que sur les bouffons genre “Roi soleil” qui savent focaliser son attention, d'où l'appellation d’*“opinion tournesol”* dont nous la gratifions. Elle aime le toc, il lui suffit que ça brille.

b) Il ne s'est rien passé.

Le suicide par le feu est épouvantable. Lorsqu'on veut abrégé sa vie, ce n'est pas le moyen qui s'impose à l'esprit. En général, on en vient à cette extrémité parce qu'on a quelque chose à dire au monde et qu'on en a assez de n'être pas entendu. Mort publique et qui se donne une publicité, le suicide par le feu se met souvent en scène en des lieux qui ne sont pas neutres symboliquement. Il prend à témoins les autres acteurs de la collectivité en même temps qu'il dénonce les exactions d'une autorité inique.

Ici, le choix du parvis de la mairie incrimine sans équivoque l'État français dont sont pointés du doigt ses manquements aux droits de l'Homme, car ce pays, en matière de *protection*, s'est doté de lois qui lui permettent de dépouiller des innocents de leur humanité en les chosifiant, pratique infecte donc et - il faut bien appeler un chat un chat - clairement *nazoïde*. Comme quoi la démocratie mène à tout, compris à la monstruosité.

Ce que voit très bien votre serviteur puisqu'il note ironiquement, dans son journal : *“La démocratie est une pathologie mentale sévère. On le sait, car l'histoire l'a démontré, un démocrate peut finir complètement nazi, voire pire. Comme on l'a vu avec Sylvie V* et une multitude d'autres malheureux, le pire est déjà là”*.

Mi-tragique, mi-burlesque, cette *hilarodie* de B* confirme tristement ce constat.

Le suicide par le feu, la rupture la plus totale et la plus effrayante avec ce monde fui dans une combustion cathartique, toute cette ordure que les flammes purifient (*pur* est feu) et la souffrance, extrême au possible, de ce corps hurlant pour accuser la France de l'avoir précipité en enfer, lui qu'elle ne voulait pas écouter.

Les salopards lui ont volé sa vie, les salopards lui ont aussi volé sa mort. Même tarif que Sylvie V*, trois lignes lacunaires, des mots qui ne veulent surtout pas dire les choses, tartinées dans la presse locale. Et basta !

Son cri ultime, déchirant, ils l'ont étouffé, tous ligués : les autorités, les médias, l'opinion. Ils l'ont rendu inaudible.

Ainsi que je l'ai expliqué à un correspondant, j'ai voulu revenir sur ce drame auquel il est fait allusion dans l'article déjà cité d'advttutelles.com.

Mes investigations sur la toile n'ont rien donné. Pas même le nom de la victime. Juste trois ou quatre entrefilets squelettiques qui ne donnent aucune indication sur le fond du problème. *On a verrouillé*.

À croire que la toile est une annexe de Pyongyang et que ses cadres vont se (dé-)former là-bas.

Bref, les médias nous bourrent le mou en produisant une info insipide soigneusement épurée par les menteurs qui nous gouvernent, - les *gouvernementeurs* ? - dont ils sont les alliés objectifs, (braves toutous !)

Finalement, les *bons aryens* ont raison, il n'y a pas de problème avec les tutelles, la meilleure des preuves, c'est qu'il n'y a pas de preuve.

Ils effacent les traces au fur et à mesure, eux et leurs comparses. Pour qui détient la *kalach'* de l'autorité, c'est pas compliqué, en particulier s'il a la ploutocratie, les *politocards*, la justice, la force publique et les médias dans la poche, et ça l'est d'autant moins que le bon peuple préfère ne pas savoir. C'est le prix de son confort. (Il ne s'agit pas d'un reproche. Ainsi vont les mœurs. Quand tout le monde collabore, le salaud est celui qui résiste, et c'est très bien ainsi).

Le 2 décembre 2017, il ne s'est rien passé devant la mairie de B.*

Géocide.



Les pires ennemis de la Terre, ce ne sont pas les plastiques, les pesticides, les aérosols, le nucléaire, l'usage immodéré des énergies fossiles, c'est l'envie, l'orgueil, la cupidité, c'est la bêtise humaine. Ce sont les hommes.

J'ai rêvé de Cassandre.

Elle s'adressait à nous, les Terriens, dans ces termes.

- Un "géocide" est un génocide à la puissance dix.

Vous ne pouvez laisser se dégrader votre planète au prétexte que vous êtes désarmés contre les puissants de votre monde, détenteurs de la violence, ces accapareurs, ces vampires, ces charognards qui s'engraissent en vivant de la mort, celle de votre Mère, d'abord, celle de vos enfants ensuite, eux qu'ils utilisent comme esclaves, au mieux comme valets, en leur dispensant quelques miettes du festin afin de les faire se tenir tranquilles, ainsi qu'ils le font avec vous.

Vous devez décapiter le démon qui préside à la raison occidentale : Mammon.

Ses prêtres, ceux qu'il enrichit, ceux qui le servent, ceux qui l'adorent, il faut les mettre au pain et à l'eau dans des culs de basses-fosses et les y laisser crever.

Ces politocards qui mangent dans la main des rentiers, des actionnaires des exploiters, des négriers, ces stipendiés de Charogne & Co, cessez de les choisir pour gouvernants. Chassez-les !

En 1945, vous avez constitué le tribunal de Nuremberg pour juger les "crimes de guerre". Aujourd'hui, il faut un Nuremberg pour juger les crimes commis, au nom du Veau d'or, alias Moloch, en temps de paix par les nouveaux Staline ou Hitler, ces détraqués ivres de pouvoir. Oh ! pas de cadavres en vue dans leurs sillages, leurs camps d'extermination sont invisibles bien qu'ils causent des millions de morts chaque année ; mais la souffrance, mais le désespoir, mais la haine qu'ils répandent partout pour combler le gouffre insondable de leur convoitise sont bien apparents, eux, malgré que nous feignons de les ignorer ; en effet, ils frappent surtout les petits, ceux qui sont sans défense, désarmés, les plus vulnérables, bref, les sous-hommes ! Pourquoi s'en inquiéter, hein ?

Voyez ! Ils ont déjà fait de vous leurs collabos. Le Juif nouveau, c'est le faible, et peut vous chaut qu'il claque misérablement au fond d'un taudis puant, partout dans le monde, sauf autour du palais des ordures qui craignent paradoxalement la saleté. Dix fois pires que les Nazis, vous êtes devenus des sectateurs criminels de Mammon.

Vouloir toujours plus, plus que le voisin, plus de pouvoir, plus de pognon, plus de jouissance, plus de confort, plus de luxe, plus de superflu, pouvoir s'offrir les plus belles œuvres d'art, les plus belles demeures, les plus jolis culs, mâles ou femelles, et si possible pouvoir acheter ce que le copain n'a pas les moyens de se payer, le plus cher, le plus inutile, le plus dégueulasse. Et, en la matière, il n'y a pas de limite à l'horreur.

Pourquoi se priver puisque ça se fait sur les cadavres de dégénérés qui ne comptent pas ?

De haut en bas de la pyramide sociale, chacun essaie de reproduire à son niveau le modèle du Sardanapale qui occupe le degré au-dessus du sien, et ce jusqu'au dernier caïd de banlieue.

Et ça sert à quoi ? À rien. Vous êtes dans l'esbroufe, l'illusion, le spectacle, la farce, tout cela uniquement parce que vous avez peur de vous accepter tel que vous êtes dans votre mortalité animale, celle, insignifiante à l'échelle cosmique, de primates que vous ne cesserez jamais d'être, en dépit, tentative ridicule, du verni de culture que vous tentez vainement de poser comme un masque transparent sur votre condition de bête.

Il n'y a aucune honte à ressembler à un singe quand on en est un, et c'est ce que vous êtes, quelques grands que vous vous croyiez, en revanche, laissez-moi vous dire qu'un macaque ou une guenon portant sceptre et couronne qui joue les monarques sur un trône doré, c'est le comble du ridicule. Si les géants de pacotille pouvaient se voir du haut de l'Olympe, le vrai, ils pourraient constater que rien ne les distingue de leurs voisins, sauf qu'ils sont plus grotesques.

Or c'est de ce genre d'illusions que naissent les plus grands criminels de l'Histoire, ces Staline et Hitler déjà évoqués.

Et vous écoutez ces monstres, les équivalents *stalinesques* ou *hitlerâtres* de *Mammon* et vous les croyez lorsqu'ils vous vendent ce "toujours plus" qui est au cœur de leur dogme absurde, s'appuyant éternellement sur le même argument : "*c'est ça ou retourner vivre dans les grottes*".

Mais le Staline et le Hitler mammoniens sont des criminels et ils vous trompent.

Et on leur répondra qu'il vaut mieux vivre dans les grottes que de ne pas vivre du tout sur une planète morte des suites de leur autolâtrie barbare.

Est-il possible de ne pas devoir en arriver là ?

Il est vrai que ça coûterait très cher de cesser de parasiter éhontément la Terre comme vous l'avez toujours fait. Il est vrai que tout un chacun devrait mettre un frein à ce "toujours plus" criminel, qui dicte sa conduite. Il est vrai que, pauvre ou aisé, tout le monde devrait payer, sans exception. Il est vrai qu'il vous faudrait cesser de jalouser votre semblable lorsque vous imaginez qu'il possède ce que vous n'avez pas.

Non ! Finalement, ce n'est pas possible.

Car, à la sortie, devant tous les sacrifices à consentir pour sauver ce qui peut encore l'être, vous vous diriez : "pourquoi devrais-je être puni pour tout ce qui arrive ?" Et, tournant le dos à la conscience et aux devoirs qu'elle vous impose, vous courriez rejoindre le troupeau de moutons qui se précipitant vers la falaise vont se jeter dans le vide.

La liberté consiste à ne pas se rendre esclave de ce dont on peut se passer. Petits et grands, vous tuez collectivement la Terre parce que vous êtes des esclaves, les jouets de vos passions. En vérité, un "géocide" est un génocide à la puissance dix et le genre humain en est solidairement responsables.

Il vous faut un Nuremberg, pour juger les crimes commis en temps de paix par les nouveaux Staline ou Hitler, ces détraqués ivres de pouvoir qui vous dictent une conduite imbécile et que vous écoutez religieusement. Il vous faut la tête des coupables, vos maîtres qui violent la Terre en vous disant qu'il faut la respecter.

L'heure est venue de décapiter Mammon !

Mais vous ne le ferez pas, ou vous le ferez mal. Quand vous raccourcissez un grand primate ce n'est que pour lui en substituer un pire encore. Vos révolutions finissent toujours en queue de Napoléon.

Et, surtout, vous ne saurez jamais renoncer à ce « toujours plus » qui est le moteur de la bestialité qui vous meut.

Eh bien ! Continuez de vous fier à ces sirènes dont le chant vous agrée tant ! Et faites-le jusqu'à la fin. Vous n'allez pas commencer à m'écouter maintenant que c'est trop tard – si ? - moi, Cassandra, qui vous souhaitez, à vous qui êtes tous coupables, un joyeux naufrage.

Quand il y a, d'un côté, les kleptocrates pyromanes qui s'enrichissent en foutant le feu et de l'autre, les peuples moutonniers qui leur confient l'extincteur en les maintenant au pouvoir, la cause est entendue.

Un “géocide” est un génocide à la puissance dix.

En matière de négationnisme, celui qu'il faut traiter en urgence, c'est le “géocide” auquel se livrent les *Ubus* de la finance *mammondialiste* tueuse de planète.

Les “géocidaires” sont les meurtriers qui assassinent notre monde. On les connaît, ce sont les quidams qui contrôlent la finance et l'économie globale, agissant avec l'aide des marionnettes de la politique qu'ils mettent partout au pouvoir. (Y compris et surtout dans ce “machin”, pour parler gaullien, connu sous le nom d'ONU).

Des vampires s'engraissent sur notre dos. Pour satisfaire leur avidité, ils nous trompent, ils nous volent, ils nous saignent, nous leurrant avec des chimères, ils nous dressent à l'ultra-consommation. Nous sommes leur bétail.

À présent, après avoir pillé la planète, voici qu'ils veulent encore s'enrichir à nos dépens en nous faisant raquer pour nettoyer leurs saletés.

Après avoir confisqué le produit de leurs crimes à leur seul bénéfice, celui d'une poignée de ploutocrates cupides, ne laissant que des miettes à la canaille – nous - pour la pousser à s'entre-déchirer bêtement, voici que les adorateurs du Veau d'or prétendraient nous contraindre à payer la réparation des dommages qu'ils ont causé pour alimenter leur ego bestial, oui, ceux qui n'ont rien eu ou qui n'ont eu que leurs restes, nous tous, ils nous somment de cracher au bassinet.

C'est non !

Certes, nous devons casquer, nous n'avons pas le choix car ce sera ça ou crever, ils nous l'ont mis profond, mais les sectateurs de Mammon doivent réparer et le premier pognon que nous destinerons à la reconstitution de la nature sera celui qu'ils ont engrangé en violant et en pillant la Terre.

Un “géocide” est un génocide à la puissance dix.

L'impunité des Nazis n'était pas concevable, tolérerons-nous celle d'individus qui sont infiniment pires qu'eux ? Les criminels doivent payer pour leurs forfaits, nous voulons un procès, nous voulons des coupables, nous voulons la tête des “géocidaires” pour nous assurer qu'ils ne reviendront pas.

La République



des bons aryens.

Les charognards dans l'immo.

Fidèle à la règle qui préside au moindre de mes actes, et suivant le principe que tout doit être dit, je me



permets de balancer leurs saletés à la figure des gentils démocrates à la mords-moi-le-nœud qui colonisent la Gaule de ce vingt et unième siècle.

Après tout, ils le cherchent bien. S'ils étaient moins bêtes, ils cacheraient mieux leurs ordures.

Que les malfrats incriminés dans ce micmac sordide ici narré soient bénis pour m'avoir donné la matière qui m'a permis de me défouler avec délectation.

Je désignerai par ses initiales la victime de cette histoire déplorable.

L'affaire de C*P* est minable. Un détail sans intérêt du genre de ceux qui tuent uniquement les pauvres diables qui ne savent pas se défendre. Pourquoi se prendre la tête avec ça, me direz-vous ?

Parce que la médiocrité me fait marrer. Celle des Morel, des agence AA, du milieu immobilier, et plus généralement de l'ordre mammondialiste des Ubus de la finance et de leur valetaille.

Se prenant pour des prédateurs, ils ne sont que de médiocres charognards, or les médiocres charognards fabriquent du minable, c'est dans l'ADN de la médiocrité. Détrousser les personnes vulnérables c'est minable, foutre les gens à la rue, c'est minable, se donner le pouvoir d'abuser de plus faible que soi, c'est minable, l'affaire de C*P* est minable.

Est minable la souffrance que génèrent, démocratiquement (*sic*), ces *bons aryens* nouveaux que sont les méritants : exclusion, viols, esclavage à peine déguisé, suicides programmés, lynchages, choséification de l'humain, ilotisation du travailleur, criminalisation de la faiblesse, la liste est longue.

Chez les charognards, il n'est rien, jusque leurs lois qui ne soient minables.

Des lois auxquelles défèrent les gentils citoyens dressés éduqués qui trouvent normal le sort qui échoit aux *parasites*, car c'est ainsi qu'ils nomment *sous-hommes* : personnes vulnérables, indigents, déficients, invalides, etc.

Croyance qu'ils révisent, mais trop tard, quand à leur tour de sombrer dans la merde.

Ha ! Ha ! Je l'ai dit, la médiocrité me fait marrer.



lois,
bien
leurs
c'est

C*P* était complètement perdu. Jusqu'au jour où il a rencontré une personne bienveillante qui lui a ouvert les yeux sur les usages et les lois en vigueur dans le milieu de l'immobilier.

Via le présent écrit, je commente "*Tribulations locatives*" témoignage dans lequel il nous conte ses déboires. (Ce texte figure, à titre documentaire, en annexe de la présente brochure).

À sa lecture, il ressort qu'un démocrate, c'est pas joli, joli ; ce serait même inquiétant, voire plus.

La démocratie rend-elle con ?

Titre alternatif : "Chez les charognards, a tort qui n'est pas un charognard", mais il est trop long.



Exposant son affaire nauséabonde à diverses instances et personnes, C*P* constate que toutes ou presque, rejettent en bloc les éléments et les faits probants qu'il leur met sous les yeux, les qualifiant de détails sans intérêts.

On a déjà entendu cet air-là.

Il apparaît, à les entendre, que C*P* fabule, que rien ne se serait passé.

Quand nul ne veut voir un problème, il est certain que ce problème ne peut pas exister. C'est le B et A, BA de ce que je nomme le "putelange", une

technique vicelarde de communication qui débouche sur une sorte de "néo-négationnisme" très en vogue dans nos sociétés occidentales de type hygénistes.

Le "putelange" étant le langage de la bêtise, celui qui a cours dans cet ordre nouveau fondé sur le déni qu'est la démocratie des bons aryens méritants.

Un système qui honore le vice et la vertu dans le même temps qu'il criminalise la faiblesse.

Alors, "La démocratie rend-elle con ?" Allez savoir.

Quand l'intelligence consiste à être le plus bête possible.

Y at-il une leçon à tirer de l'expérience de C*P* relatée dans ses pages ?

Aucune. Il n'y a rien à dire à des gens capables, quand ils sont réduits *a quia*, d'un côté, de refuser de croire ce qu'ils ont sous le nez et, de l'autre, de tirer des fictions du néant en les présentant comme des faits indiscutables.



On ne peut raisonner la bêtise, sinon elle ne serait pas bête, a fortiori quand c'est elle qui tient la *kalach'* de l'autorité. Sa logique se résume en peu de mots : "Je tiens le flingue, donc tu as tort !"

Pour la combattre avec succès, il n'existe qu'une solution, lui opposer une bêtise encore plus grande.

Dans mon journal, inauguré en 2016 pour fustiger la *Putainerie tutélaire*, j'ai décrit par le menu les méthodes brutales de cette démocratie de type féodo-spartiate qui sévit en France en la définissant comme un *art de faire des saletés qui n'ont que l'air d'être propres*. Montrant l'écœurant déni (et les mécanismes qui l'entretiennent) des démocrates hypocrites, devenant des monstres d'indifférence dès lors qu'ils ne sont pas concernés par l'infortune qui frappe ces individus qu'ils considèrent comme étant d'essence inférieure : les faibles.

Dans "Gnadentod 2016", en particulier, chacun trouvera un bel échantillon de cette expertise.

(GNADENTOD 2016 : <https://lirenligne.net/oeuvre-a-decouvrir/Liutkx4FDfUNs/Gnadentod%202016.pdf>)

Le sous-homme nouveau est arrivé.

Pas de camps de concentration : on a l'exclusion planifiée ; pas de chambres à gaz fours crématoires : on pousse les individus à l'autodestruction ; plus de Juifs, de Tziganes, Témoins de Jéhovah : on les a remplacés par dégénérés qui sont économiquement faibles, pauvres, les SDF, les travailleurs précaires, hères, des parias dont la disparition passe toujours inaperçue. En plus, tout le monde déteste parce qu'ils sont réputés souffreteux, dépravés, guenilleux, sales et qu'ils puent. y pas génial, l'État de droit ?



ou de
de
les
les
des
les
laid,
C'est-

Le gentil démocrate voit dans quelqu'un qui sait pas se défendre, ou qui le fait mal, une proie facile qu'il peut plumer à sa guise avec la bénédiction de ses pasteurs dont les lois, infiniment bêtes, sont conçues pour cela.

Pour rappeler leurs devoirs aux petits, ça, on est balèzes, en revanche, quand il s'agit de les affranchir de leurs droits, c'est autre chose. (Illustré par Ken Loach dans "I, Daniel Blake").

Les personnes vulnérables, désarmées, qui ne savent pas ou ne peuvent pas se défendre, qui n'ont pas les moyens de s'offrir le luxe d'avoir des droits, ne sont pour le citoyen modèle que des statistiques que l'on peut éliminer d'un trait de plume.

Les prédateurs sexuels, les *suicideurs*, les exploiters, les M. Morel, les Agences AA, les négriers ont la belle vie dans ce pays où les protègent les lois de la bêtise et la morale à géométrie variable des honorables citoyens.



Si un *inférieur* se fait escroquer ou violer, *a priori* c'est lui le (ou la) coupable. Coupable de quoi ? Mais d'être faible ou vulnérable, de ne pas savoir se défendre, de ne pas connaître ses droits. On le méprise, il devient un quasi criminel, on lui reproche d'être toujours à se plaindre.

Et quand le violeur remet ça, sa proie doit baisser préventivement son froc (car c'est exactement ce qu'on demande ici à C*P*) pour lui faciliter la tâche, et surtout subir en silence, faute de quoi, elle s'expose au pire : perdre son job, ses revenus, sa réputation, sa famille, sa maison, tout.

Heureusement pour C*P*, il n'a rien de tout cela.

On en revient toujours au même constat : Au faible le préjugé défavorable, au fort le bénéfice du doute. Si bien que victime ou pas, c'est toujours au faible, au petit de se justifier, de faire la preuve qu'il n'a pas mérité son sort. C*P* a tort de se plaindre.

La démocratie des gaugauls !

On aura beau dire, démocratie ou pas, la loi qui prévaut, c'est toujours la loi du plus fort (ou de ses larbins). Le monde a toujours fonctionné ainsi.

Que les adeptes du *putelange* désignent comme terroristes, séparatistes, complotistes, j'en passe et des meilleures, (habitude contractée sous Vichy,) ceux qui osent exprimer à haute voix les choses telles qu'elles sont n'y change rien.

Depuis douze ans, successivement, M. Morel puis l'Agence AA escroquent, harcèlent, intimident C*P*, le soulageant dolosivement d'un pognon que les artifices de



la *loi du plus fort* ne lui permettent pas de récupérer. Mieux, ces crapules continuent de lui réclamer des sommes qui ne leur sont pas dues, ce qu'ils peuvent se permettre parce qu'ils savent que cette *loi du plus fort* ne se soucie pas de la gueusaille, êtres d'essence *inférieure*. En prime, elle garantit aux agresseurs, sous forme d'impunité, une protection qu'elle refuse à leurs victimes.

C*P* est faible et vulnérable. Et comme la loi c'est la *loi du plus fort*...

Voilà pourquoi un propriétaire et une agence immobilière peuvent impunément se permettre d'agir tel que décrit dans "Tribulations locatives". Eux ne font pas partie des parias, des faibles ou, osons l'expression, des *sous-hommes*, ils sont des méritants, individus, on le sait, qui composent la caste des *bons aryens* de la démocratie (les citoyens honorables, de nos jours on préfère dire méritants).

Il faut savoir qu'il est d'usage, dans ce pays, (c'est presque un réflexe) de se comporter comme des porcs (ou des truies qui ne sont jamais que des porcs comme les autres) avec les *sous-hommes*, les dysgénètes, les parias, et si, pénalement, ce n'est pas exactement légal, on ne risque pas grand chose à le faire quand on est un *bon arien*, alors pourquoi s'en priver si ça peut rapporter.

Pour égarer le citoyen naïf, ces aigrefins accommodent la loi à leur sauce en tablant sur le fait que le nécessaire ne connaît pas ses droits ou qu'il les connaît mal. Méthodes de charognards certes, mais tolérées dans la Gaule des *bons aryens* (comme le viol). Faut juste que ça ne se voit pas trop.

C'est un fait. La démocratie (et le milieu immobilier en particulier) est propice au développement d'une faune qui fabrique sans scrupules de l'exclusion à la pelle. Oui ! J'ai bien nommé cette mignonne démocratie qui parle de "*vivre ensemble*" et de "*solidarité*" en même temps qu'elle exclut à tour de bras. Le *putelange*, toujours.

Les saletés des M. Morel et de l'Agence AA sont tenues pour normales et morales. La faiblesse étant un crime en France, la victime n'a pas le droit de se plaindre. De la même façon qu'en matière d'abus sexuels, aux yeux des honnêtes gens, les vrais coupables, ce ne sont pas ces infortunés violeurs mais les salopes lubriques qui les ont provoqués en les poussant à la faute. On est gaulois ou on ne l'est pas.

À entendre ces gentils Gaugauls, (c'est un hypocoristique pour Gaulois), si C*P* ne sais pas se défendre, c'est sa faute. Raison pour laquelle, quand il leur met les faits sous les yeux, ils les écartent. Ça ne les intéresse pas de voir les choses qui les dérangent telles qu'elles sont, ils préfèrent inventer les foutaises sans queue ni tête qu'ils ont envie de croire. Dès lors, c'est lui que l'on met sur la sellette, lui qui est la victime de ce système ordurier. Ce serait à lui d'expliquer pourquoi il doit endurer les abus d'un proprio immoral et de son mandataire véreux.

C*P* souffre d'atteintes neurologiques, raison pour laquelle il est en invalidité et qu'il sera d'ailleurs placé sous curatelle renforcée en 2014.

Il présente des troubles sérieux des fonctions cognitives et exécutives dus à des lésions du néocortex, pertes de mémoire, hypoprosodie, désafférentation, absences, agnosie, parakinésie, difficulté d'expression, oubli des mots ou de leur sens, et cetera.

On imagine sans peine un quotidien semé d'embûches.



Mais cela non plus n'intéresse pas les *bons aryens*, ils ne veulent pas le savoir ou préfèrent ne pas le croire. Ces braves gens attendent de lui qu'il agisse comme si de rien n'était. S'il ne peut pas se défendre, c'est son affaire ! Selon eux, il n'est qu'un manipulateur captatif qui pleurniche pour s'attirer la sympathie des esprits portés à la compassion.

Dans la démocratie des charognards, des malebêtes, des monstres, il faut être un charognard, une malebête, un monstre, à défaut, on est tenu pour ennemi de la démocratie ; par conséquent, les pratiques de M. Morel et de l'Agence AA y sont considérées comme normales. Chez eux ce n'est pas le vice mais la vulnérabilité qui est antidémocratique. Quant à la conscience, ils la tiennent pour abominable.

Cette logique expliquant tout, en particulier que les personnes tierces mises au fait des agissements de M. Morel et de l'Agence AA, se contentent de ne pas les voir, ou, s'ils les voient, les tiennent pour

naturels. Ça n'étonne personne, nul ne s'en offusque. Il faut dire que voir les gens crever dans la rue ou des femmes et des gosses violentés ne leur pose pas non plus de problème. Pour eux, les personnes qui se font violer sont des salopes et ils accusent froidement d'être des fainéants les miséreux qui crèvent de faim, de froid, de manque de soin sur le pas de leurs portes - pour les faire chier ! (Croient-ils).

Alors qu'est-ce qu'ils peuvent bien en avoir à foutre que des charognards (M. Morel et l'agence AA) s'en prennent à un invalide ! Dans leur univers, c'est dans l'ordre naturel des choses, il n'y a pas de quoi fouetter un chat ! Et puis tout le monde a bien le droit de s'amuser de temps en temps, surtout avec des gueux qui ne sont personne !

Apparemment, la règle, quand vous êtes dans la précarité, désarmé, faible, isolé, c'est de vous laisser tondre en silence, sinon, vous risquez des poursuites au motif qu'il est criminel d'être faible. Au minimum, on vous engueule, on vous maltraite, on vous vilipende, on vous traîne dans la boue. Idem les personnes, abusées sexuellement ou d'autres façons.

Et, quand vous voulez vous informer des droits qui sont les vôtres, vous devez d'abord démontrer que



vous avez le droit d'avoir des droits, ce qui n'est pas gagné pour un "criminel" coupable d'être faible. (Parce que - pardon de le rabâcher ! - en France, la faiblesse est un crime).

De tels comportements favorisent le vice, à tel point que les personnes qui se font violer, quand elles ne sont pas influentes, qu'elles n'ont pas de relations ou le soutien des médias, quand elles sont sans-le-sou, n'osent pas porter plainte sachant qu'elles seront taxées de mythomanie voire poursuivies si elles le font. D'autant plus si leur agresseur a des moyens, un pouvoir, une autorité, qu'elles ne possèdent pas.

Mais la démocratie est sympa, à ceux qui n'ont pas les moyens d'avoir des droits, elle laisse quand même une liberté, celle de se prostituer. Ce qui explique le nombre astronomique de vendus qui peuplent les États dit "de droit".

Parenthèse : "le putelange"

Un mot à propos de ce "putelange" auquel je fais souvent allusion.

Putelange : Mot forgé par agglutination pour désigner le langage des putes, il convient de dire "le" *putelange*.

Langue officielle de la démocratie, des dominants et de leur valetaille, c'est un jargon qui escamote le réel derrière un discours qui refuse de le nommer, ce qui permet de nier son existence au besoin.

Aux désignations molles du genre "Langue de bois", "Novlangue", "Logocratie", nous préférons le terme "putelange" qui dit bien ce qu'il veut dire.

Quand je parle de putes, entendons-nous bien, cela n'a rien à voir avec les personnes qui exercent leurs talents dans l'honorable commerce du sexe. Pute venant de puer, toute ordure est une pute. Exemple, M. Morel et l'Agence AA sont des putes, comme les négriers, les fumiers qui spéculent à la hausse, les affameurs, les accapareurs, les Ubus de la finance mammonienne, et cetera. À quoi s'ajoutent les Gaulois abrutis qui adorent ne pas croire ce qu'ils ont sous le nez quand ça risque de perturber leur confort.

J'ai parlé d'abondance du *putelange* en d'autres lieux.

(LE PUTELANGUE : <https://lirenligne.net/oeuvre-a-decouvrir/LiFGLhicJN/mQ/Le%20putelange.pdf>).



Abuser, c'est violer.

Ce n'est pas par hasard que je mets en parallèle le viol et la spoliation d'un individu sans défense, l'un et l'autre sont le fait de gens sans scrupules. Dans les deux cas c'est la même bestialité qui est à l'œuvre. Dans les deux cas, non contentes de faire la loi, les malebêtes osent, par-dessus le marché, nous donner des leçons de vertu.

La démocratie est un viol chaque fois que la bêtise (ou la bestialité) fait la loi quelque part.

Lorsqu'elle protège exacteurs, violeurs, suicideurs, la collectivité se rend complice de viol.

Suicides provoqués, esclavage dissimulé, femmes outragées, personnes jetées à la rue, et j'en passe, le mal est systémique. Il émane d'une Cité qui professe une conception à la fois élitiste et hygiéniste du monde et où le droit de propriété prime la dignité de la personne ; d'institutions bancaires, reposant sur une morale douteuse et un système juridique plus attaché à préserver la réputation des puissants (criminels ou pas) que de rendre justice aux faibles qu'ils détruisent.

On ne peut pas toucher à la sacro-sainte hiérarchie qui charpente l'ordre républicain, nous disent les adeptes du *putelangué*. Parce que, selon eux, le maintien de la cohésion sociale serait à ce prix.

Mais dans hiérarchie, il y a "hieros" qui est sacré, et comme le savait la sagesse antique, où est le sacré, l'ordure n'est jamais très loin, ce qui signifie qu'il n'est pas rare qu'ils s'identifient.

Ce n'est pas la démocratie qui rend con, c'est la loi.



Arrêtons-nous sur le fameux adage "La loi est dure, mais c'est la loi" qu'on peut traduire par : "La loi, toute la loi, rien que la loi".

Cela voudrait dire, lorsque arrive la loi des nazis, que tous devraient s'y soumettre (ce qu'ont fait en d'autres temps ceux qui brandissent cette formule idiote, au demeurant). "*L'obéissance aveugle est le génie de ceux qui ne pensent pas*". La conscience n'est pas tenue par les lois de la bêtise. (Mais si la bêtise pouvait le comprendre, elle ne serait pas bête.)

Et si Diogène avait raison, si ce n'était pas la démocratie qui nous rend con....

D'ailleurs, à ce sujet, Sigmund Freud s'accorde avec lui.

Inutile de penser, la loi le fait pour vous.

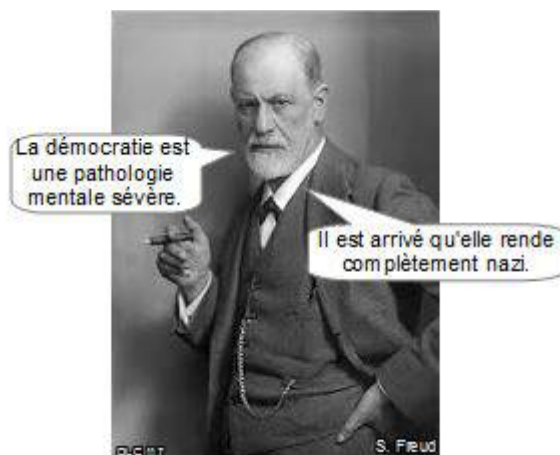
Quand la bêtise fait la loi, on sombre dans les enfantillages. Dénî, double langage, discours paradoxaux, communication vicieuse sont la règle.

Les sympathisants nazis ont contesté la réalité des camps d'extermination, les démocrates français nient la putainerie tutélaire, les viols, la torture en Algérie, ils n'interviennent pas lors des massacres au Rwanda (un détail à leurs yeux et qui sera vite oublié) et pour eux il n'y a pas, il n'y a jamais eu de violences policières, ce qui est parfaitement presque vrai.

Les uns et les autres prétendant que c'est dans l'intérêt de leurs protégés qu'ils en font des choses ou des sous-hommes en les privant de leur dignité, et ils ne comprennent pas que leurs protégés se plaignent quand on les tue pour leur bien.

Une démocratie sans conscience, voilà ce qu'est devenue la France, un régime qui n'a que l'air d'être propre en raison de ce que ses Juifs sont invisibles.

Tout le monde trouve cela normal, les citoyens, leur élus, l'État, sa justice, les médias... Et lorsqu'on demande des comptes, c'est toujours la même rengaine qui revient : "*Il ne s'est rien passé, nous ne savions pas, nous avons fait notre devoir, nous avons obéi, tout le monde a fait pareil*", ce que j'appelle





“La Nurembergeoise”.

Un air que l'agence AA connaît sur le bout des doigts comme l'atteste son courrier daté du 29/12/2019.

C'est pratique, la loi, hein ? “*Quand j'obéis, je fais le bien, quand je désobéis, je fais le mal*”. En démocratie, nul besoin de conscience : “*c'est permis, je fais ; c'est interdit, je ne fais pas*”, plus simple, y a pas. Du coup, la morale tient tout en un seul précepte : “*il est interdit de se faire prendre*”. Corollaire, “*n'avoue jamais*”, partant quand il se fait gauler les doigts pleins de confiture après les avoir mis, en loucedé, dans le pot interdit, le bon démocrate soutient, les yeux dans les yeux, qu'il ne comprend pas comment elle est arrivée là.

L'honnêteté

consistant à ne pas se faire prendre, pour y parvenir, on n'a pas encore trouvé mieux que le vice qui, dans un État de droit, est donc une vertu.

Évidemment, c'est encore plus facile quand la loi décide que personne ne peut voir ce que tout le monde a pourtant sous le nez...

En usant de quelques formules magiques : Prescripton ! Forclusion ! Vice de forme !

Grâce à elles, violeurs, escrocs, faiseurs de l'immo, négriers et autres racketteurs ont la belle vie. Tout est effacé, ils n'ont rien à se reprocher, et si leurs proies osent les dénigrer, on leur fait passer le goût du pain avec l'arme des armes, la dénonciation calomnieuse.

Puisque la loi dit que ce qui s'est passé ne s'est pas passé !

Il est intéressant d'observer qu'en démocratie, finalement, les règlements, les normes, les procédures, les lois, les codes, sont institués pour épargner au citoyen la peine de penser. Or, s'il n'y a pas de pensée, il n'y a plus ni humain ni conscience et du coup, la vérité ne sert plus à rien. Ouf ! Bon débarras !

Rien d'étrange à ce qu'une pareille démocratie excelle dans l'art de faire des saletés qui ont l'air propre. On sait qu'il y a des saletés mais on ne veut pas les voir, on ne veut pas le savoir, ainsi, c'est plus facile de ne pas y croire.

L'éternel retour.



Ainsi C*P* apprit-il que rien ne s'était passé de tout ce qu'il avait subi pendant douze ans.

Chaque fois qu'il remet son histoire sur la table dans le but de se faire conseiller, que lui répond-on ? “Vous avez récupéré vos billes, de quoi vous plaignez-vous ?”

Pour les gentils démocrates il n'y a rien eu. Il n'a pas de raisons de se plaindre ; quant à M. Morel, il est parfaitement honnête. S'étant torché ignominieusement avec les droits de son locataire, l'ayant escroqué, dépouillé, il s'en sort la tête haute.



Comme pour les violeurs, l'absence de jugement et de condamnation efface tout, sans oublier la prescription, cette arme imparable de la justice des forts qui lui permet de décréter que la vérité n'a pas le droit d'exister.

Reste que les faits ne disent pas la même chose. Jugement ou pas, un type qui viole est un violeur. Prétendre le contraire c'est jeter à la face des victimes que tout est oublié, que ça n'a jamais eu lieu.

Mais l'État de droit des *bons aryens* n'en est pas à une injustice, ou à une saleté, près.

Idem, quelqu'un qui pratique l'escroquerie est un escroc.

Le nier est idiot. Si C*P* ne s'étais aperçu de rien, que serait-il arrivé ? M. Morel se serait engraisé sur son dos, (ce qu'il a fait, du reste,) ni vu, ni (re)connu.

Ce qui nous amène à la vraie question, celle que ne veulent pas se poser les braves gens. Certes, C*P* recouvré les sommes de la CAF détournées frauduleusement par M. Morel, mais seulement celles qui avaient laissé des traces visibles. Qu'en est-il des autres, celles qui ont été subtilisées à son insu ? Parce qu'un escroc escroque, c'est dans sa nature, de la même façon qu'un violeur viole.

Nous penchant sur les tableaux comparatifs de charges qu'a dû acquitter C*P* avant 2014, nous constatons que s'y trouvent des anomalies manifestes. Notamment en matière de chauffage où les coûts vont du simple au quadruple pour ne pas dire au quintuple !!! (Faut ce qui faut).

Au total, il s'est fait soulager de plusieurs centaines d'euros.

Mais il y a forclusion. Passé un délai de trois ans, aucune réclamation n'est plus recevable.

Puisque, placé sous curatelle renforcée, il s'est retrouvé dans l'incapacité d'actionner, on aimerait savoir ce qu'ont fait les gens chargés de sa protection. (Le détournement de l'allocation aurait dû valoir des poursuites au bailleur de C*P*).

Il faut bien dire les choses comme elles sont, C*P* s'est fait baisser. Acte non consenti, bien sûr, mais qui n'a jamais eu lieu, selon les critères de la loi des *bons aryens* à qui elle tient lieu de credo.

Pourtant, ces sommes inexplicablement gonflées, elles existent, elles sont là, chacun peut parfaitement voir



que C*P* a la bite de son escroc (ou de son violeur) dans le cul, mais ce n'est pas une preuve, cela, après tout, il a très bien pu le forcer à l'y mettre.

C'est ainsi ! Si la loi le dit, rien ne s'est passé.

Quand la loi est faite par les plus forts (*id est* les plus bêtes), quoi d'étonnant à ce qu'elle les serve ?

On me dit que je suis grossier dans mon expression. Et alors ? Ce ne sont que des mots, énergiques, il est vrai, mais ils sont nécessaires pour exprimer sans fard la violence d'un système qui criminalise la faiblesse en même temps qu'il honore le vice.

La vérité est un plat qui se mange cru.

Notons que ces bipèdes qui dénoncent ma vulgarité sont les mêmes qui trouvent indécent que les hères viennent salir leurs paillassons en venant crever dessus.

Le *putelange* est le langage des ordures.

Les violeurs nient leurs crimes en accusant leurs victimes d'être des putes lubriques et consentantes qui leur ont pratiquement forcé la main. De même, pour justifier leurs spoliations, les racketteurs de tirent du néant les dettes imaginaires qu'ils prétendent imposer à ceux qu'ils veulent tondre.

Le leitmotiv des charognards est toujours le même, pris la main dans le sac, c'est le sac qui les a agressé et bien sûr, les ben-oui-oui tiennent leurs boniments pour parole d'évangile. "La loi, toute la loi, rien que la loi", clament-ils, ajoutant, "la charge de la preuve incombe à l'accusateur".

Ben voyons ! La bonne foi est du côté de C*P*. Depuis 2008, douze ans, il n'a jamais manqué une seule fois de payer dans les temps ce qu'il devait, pendant que de l'autre côté, les actes dont s'est rendu coupable M. Morel, avec le concours de divers syndicats et agences immobilières, établissent de manière formelle qu'il est un ruffian. Et pourtant c'est la parole de C*P* que l'on met en doute et celle de M. Morel qui est tenue pour fiable. C*P* serait l'agresseur et Morel la victime !



C'est M. Morel qui détourne frauduleusement les aides de la CAF, c'est M. Morel qui réclame un chèque et des loyers qu'il a déjà encaissés, c'est M. Morel qui, en juillet 2019, vient réclamer à C*P* une augmentation de loyer incongrue sur la base de chiffres falsifiés, sans parler de charges douteuses eu

égard à leur montant excessif, tout cela pour ne parler que des méfaits flagrants. Et l'on ose affirmer, en face d'un tel personnage qu'il est honnête et que c'est C*P* qui affabule ?



Nul ne fera aucun reproche à M. Morel. Ce qui est une façon de donner raison au vice et de l'encourager. C*P* serait le seul fautif, coupable de ne pas savoir se défendre en raison de sa faiblesse criminelle. (Il a dû faire exprès de se faire des lésions cérébrales dans le seul but de pouvoir pleurnicher).

Tout ça pour dire que si la démocratie nous rend cons, c'est à cause de ses lois élastiques. (Un miracle républicain).

“Choséification”.

On vante la France comme étant la terre des *droits de l'Homme*, mais ce qu'on ne dit pas, c'est qu'ils sont payants, ces droits, et qui n'a pas les moyens de se les offrir, devient un *ilote*, autant dire une *chose*, en un mot, rien !

Sont des *choses* les vieillards, les handicapés, les femmes et les enfants isolés et sans défense, les personnes psychologiquement fragiles ou vulnérables.

C'est comme ça, c'est la loi. Dans ce pays, pourvu qu'on aie assez de tunes pour s'acheter l'impunité, on peut, sans coup férir, acculer les petites gens au suicide, racketter les invalides, *choséifier* ou *sous-hommiser* les faibles, les traiter comme des serpillières ou des sextoys.

On les maltraite, on les fout à la rue, on les laisser crever de faim au fond d'un galetas, on les viole, on les martyrise, on les gave à mort de psychotropes, on les plume, on les torture, et cetera. Il n'y a pas de déclaration universelle du droit des *choses*. (Les *droits de l'Homme* ne pouvant évidemment pas s'appliquer aux *choses*).

Pour dire qu'on reconnaît les *choses* à ce qu'elles n'ont pas les moyens d'avoir des droits.

Il est quand même bien ficelé, l'État de droit des charognards, y a pas à dire !



Illustration.

Le 5/12/2019, se documentant auprès d'un organisme d'information sur le droit au logement, C*P* rencontre un conseiller qui lui demande de lui soumettre son cas. Or, en raison des troubles dont il souffre, il est incapable d'exposer oralement et de façon claire une situation, par surcroît, passablement embrouillée.

Les courriers qu'il avait envoyés pour préparer le terrain ont disparu. N'avait-il pas oublié de les poster ? (Suggestion sournoise de son interlocuteur) .

“Les trois ?” (Un, je ne dis pas).

C'est fou cette tendance qu'ont les courriers de disparaître inopinément. Nous parlons de ceux des pauvres types dans le genre de C*P*, car ceux des notables méritants ne s'évaporent jamais, eux.

Tout le monde a des droits, mais sans les en priver formellement, les bonnes gens que ça dérange qu'ils en aient mettent sous le pas des *sous-hommes* tellement d'obstacles que c'est un vrai parcours du combattant pour eux que d'y accéder.

Revenons au conseiller. Selon lui, C*P* ne peut pas se dérober à une augmentation de loyer (puiqu'il le consulte pour ce motif, entre autres). Mais comment parvient-il à cette conclusion alors qu'il n'a pas

compris le premier mot d'une affaire que C*P* n'a pas pu lui détailler ?

Avant tout examen le faible est suspect car coupable d'être faible, preuve, aux yeux de tout bon démocrate, qu'il a tort.

Dans ce pays où l'égalité des droits est payante, qui n'a pas les moyens de se l'offrir, est condamné à subir la loi des plus forts et à se plier en silence à leur volonté, viol ou autre, c'est pareil.

Plutôt que de conclure, sans avoir rien compris, à la légitimité d'une augmentation signifiée illégalement, notre conseiller à la manqué aurait mieux fait de la fermer. Ce qui n'est évidemment pas possible en Gaule où l'intelligence consiste à être le plus bête possible.

Car il faut le dire, lorsqu'en novembre 2019 débarque en toute illégalité l'agence AA, elle n'a pas le droit d'intervenir entre M. Morel et C*P* qu'elle prétend racketter. (En effet, réclamer à quelqu'un des sommes qu'il ne doit pas, cela s'appelle une tentative d'extorsion, ou de racket).

Mais cela, personne n'en parle ni ne veut le voir ; on l'évacue, sans doute parce que c'est normal. En conséquence, C*P* est tenu de payer ce qu'il ne doit pas, en outre, il lui est fortement conseillé de ne pas protester quand il se fait baiser, à défaut, il s'expose à des poursuites.

Le juridisme obtus des citoyens bornés qui prétendent s'en tenir strictement à la loi a quelque chose de nauséabond. Cette jolie loi qu'ils invoquent, les charognards vicieux la connaissent parfaitement et, l'instrumentalisant, ils savent en tirer les ficelles à leur avantage, pour leur plus grand profit. Et s'ils en maîtrisent les rouages, ce n'est pas pour s'y conformer, mais pour mieux la carrer dans le figéné de ceux qui la respectent sans en connaître les traquenards.

Ainsi, les violeurs sont blanchis, comme les suicideurs, comme les sangsues de l'immobilier qui se livrent ouvertement à leurs saletés avec la bénédiction du bon peuple qui feint de ne rien voir en se planquant derrière la loi.

En somme, et parce que ça arrange les *bons aryens* de s'en foutre, C*P* devrait se laisser marcher dessus sans moufter quite à en crever. (Comme l'a fait Sylvie Velghe. Voir "*Gnadentod 2016*".)

Des œillères pour horizon.

Les malheureux qui ont des œillères de la loi pour horizon excellent à pratiquer le déni.

Le plus triste étant que chez des particuliers qui, en principe, sont là pour aider les plus démunis, se produit mécaniquement une réaction de rejet en leur présence. Les personnes vulnérables, les parias, les indigents ne sont pas tout à fait pareils à eux. Cette altérité les inquiète, les exclus sont tout ce qu'ils ont peur de devenir. Et quand la peur affleure chez l'humain, son premier geste est de se débarrasser de l'objet qui la cause. (Principe de l'autruicide).

Les vieux clichés leur reviennent inconsciemment, les femmes violées sont des salopes, les gens qui crèvent dans la rue sont des fainéants, les invalides comme C*P* sont des ratés, des manipulateurs, des mythomanes, des psychopathes et on les éconduit en versant des larmes de crocodile. Avec condescendance, on fait mine d'écouter C*P* en lui faisant bien comprendre qu'on a des doutes sur sa santé mentale et qu'il nous fait perdre notre temps.

Dans une société où le port de l'uniforme (réglementaire svp,) est impératif, les comportements, les attitudes, les discours décalés dérangent. Pour le citoyen standard n'être pas dans la norme équivaut à se promener nu avec une plume dans le fion. Cela vous fait tenir pour bizarre or, ce qui est bizarre est suspect, et la raison ordinaire ne fait pas de différence entre le suspect et le coupable.

C*P* n'a commis aucun crime, et si des lésions organiques induisent chez lui des manières singulières, elles sont indépendantes de sa volonté, il n'y peut rien, par conséquent, il n'a pas à s'en excuser. Personnellement, je comprends, en face de la médiocrité de la raison ordinaire le choix que font le marginal, le dysgénète, le paria, de se couper du monde.

Le problème, c'est que même lorsque vous ne dérangez personne, il se trouve toujours des crétins (M. Morel, agence AA) pour venir vous titiller. Vous voyant faibles, ils se croient forts de s'amuser à vos dépens, ça les excite. C'est courant chez les charognards, lâches par tempérament.

Et ne vous attendez pas à trouver des défenseurs parmi eux. Quand les témoins ne contribuent pas eux-mêmes à vous houspiller, ils regardent en rigolant ou, détournant les yeux, préfèrent ne rien voir. Et ils se taisent. Peu leur chaut que vous creviez, pourvu que ça ne leur coûte rien et surtout qu'ils ne vous voient

plus, vivante image de leur vilenie.

Dans nos "cultures" de type féodo-spartiate fondées sur le culte du vice et de la violence, la faiblesse est criminelle. Chacun estime dans l'ordre que le fort viole les droits des plus faibles qu'eux. Acharnement sexuel, suicides en entreprise, esclavage moderne, chosification de l'autre quand il est vulnérable, abus en tous genres, tel est le lot de la démocratie des *bons aryens*.

Bref, profitant pour ce faire de ce qu'il ne sait pas se défendre, quand son propriétaire et l'agence AA abusent de C*P* en violant ses droits, ce serait de sa faute, au dire des braves gens, d'où ils déduisent qu'on ne peut pas en vouloir à ses agresseurs. Finalement, il ne s'est rien passé. Dès lors, quand il dénonce ce qu'il subit, on l'accuse de fabuler, de délirer, de fantasmer. On ne veut rien savoir.

Comme toutes ces malheureuses victimes des pervers sexuels qui ne peuvent même plus faire confiance à la justice d'un pays qui a pratiquement légalisé le viol ni à la morale de ses citoyens qui laissent faire, (nombre d'entre eux profitant sans vergogne de ce laxisme en culbutant tout ce qui peut l'être dans leur entourage).

Le syndrome de Daniel Blake.

Pour celui qui a les moyens de s'offrir les services d'avocats, d'experts, de spécialistes en ceci ou en cela, tout baigne. Moyennant finances, il aura toutes les infos dont il a besoin, et plus il possède de pognon meilleurs seront les renseignements qu'il obtiendra.

Mais quand vous tirez le diable par la queue et qu'ayant besoin d'aide ou de conseil, vous devez recourir à un organisme social ou une institution quelconque pour lui demander de vous les fournir, la plupart du temps, vous vous retrouvez en face de gens qui se croient autorisés, en raison de votre ignorance ou de votre faiblesse, de vous mettre le grappin dessus. Ils censurent votre parole, vous dictent ce que vous devez croire, pensent à votre place. En gros, ils s'autorisent à faire de vous leur chose.

"Pour les abrutis, le pouvoir est toujours pouvoir d'abuser".

Lorsque C*P* démarche des organismes, qu'ils soient ou non officiels, pour se renseigner sur ce que prévoit la loi pour s'éviter d'être plumé par les parasites sans scrupules auxquels il a affaire, leur réponse unanime tient en peu de mots : il n'a aucun droit, ou quasiment. (Et on le ballade de bureau en bureau, comme "Daniel Blake" dans le film de Ken Loach).

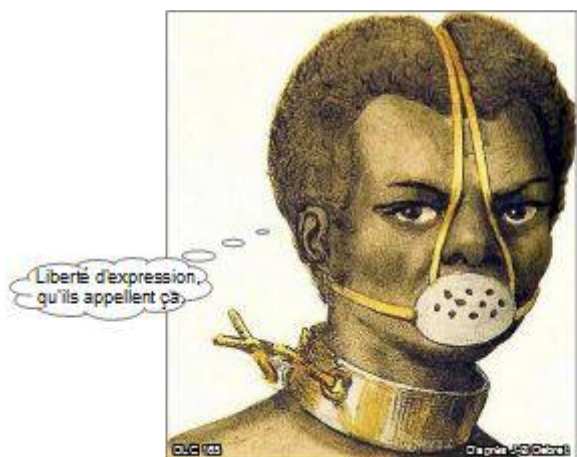
Les personnes, dont c'est (en théorie) le job de le documenter, lui distillent au compte-goutte des infos qui lui sont pourtant dues, et avec dédain, au surplus, comme si elles lui faisaient une faveur. C'est à peine s'il ne doit pas se justifier de devoir quémander, s'excuser de se faire entuber par des fumiers, il devrait en avoir honte, son invalidité est un crime.

C'est idiot, mais on en est là, il doit prouver qu'il a le droit de réclamer ses droits. Technique inquisitoriale ou totalitaire, peu s'en faut qu'on en arrive au stade de l'autocritique.

Décidément, il est difficile d'avoir des droits quand on n'a pas les moyens de se les payer, dans le doux pays de France.

Feignant de ne pas voir les comportements délibérément obscènes de M. Morel et de l'agence AA, ignorant les coups tordus de l'un et les façons brutales ou mafieuses de l'autre, sans rien savoir, ou comprendre (ils l'avouent) de son dossier, les services consultés décrètent péremptoirement, *i.e.* avant tout examen, que C*P* se doit de régler avec le sourire et sans discuter tout ce que lui réclament illégalement les charognards qui le tondent.

En somme : a) Nul ne le protège des filouteries dont il est victime ; b) et, une fois qu'elles se sont



produites, on ne veut pas les reconnaître.

À partir de là on a beau jeu de lui dire qu'il a tort de revendiquer la réparation des dommages qu'il a subis, puisque les preuves de ce qu'il affirme n'existent (presque) pas (en effet, on refuse de les voir), ajoutant qu'il se met en infraction en refusant de payer ce qu'il ne doit pas. La bêtise n'a pas besoin de sens pour fonctionner, elle est son propre moteur.

L'Homme est un requin pour l'Homme.

Se livrant à des abus en tous genres comme pratiquer l'escroquerie (CAF), le harcèlement, l'intimidation, l'extorsion (fait d'exiger un argent qui ne est pas dû), les pratiques de M. Morel et l'agence AA sont totalement illégales, il aucun doute à ce sujet.

Nonobstant, c'est à C*P* qu'il est demandé de respecter les procédures. Il fait détrousser mais c'est lui qu'on menace de sanctions s'il ose se défendre.

On ne va quand même pas jeter le discrédit sur d'honorables scélérats ! Après tout dans la démocratie des méritants, les faibles sont des sous-hommes, ils ne comptent pas.



vous
de
n'y a

se

Mieux, on reproche à C*P*sa naïveté, il aurait fallu qu'il envoie un recommandé pour ceci, un autre pour cela, à défaut, il est tenu pour responsable de ce qui lui arrive, victime de crapules, il est coupable et de ne pas savoir se défendre. Il serait licite pour certains d'être des voyous, et répréhensible pour leurs victimes de se rebeller. L'invalidité serait un crime. On lui reproche sa crédulité, c'est de sa faute si les autres le baisent parce qu'ils sont des ordures.

Des voyous profitent de la vulnérabilité d'un type désarmé pour pouvoir abuser de lui et les gentils citoyens ne trouvent rien de mieux à faire que d'absoudre les agresseurs en culpabilisant leur gibier.

Un pervers viole une femme, mais c'est elle qui l'aurait cherché ; des ordures détroussent un type sans défense mais c'est lui le coupable.

Et quand la victime se plaint, que lui renvoie-t-on ?

"Vous avez envoyé une lettre recommandée à votre agresseur ?

- Pourquoi faire ? Il sait très bien qu'il m'a violée.

- Ah ! Mais pas du tout, si vous ne lui signifiiez pas le fait par LRAR, rien n'est censé s'être passé, et vous êtes tenue pour responsable de ce qui vous est arrivé."

Le problème vient moins des violeurs et des salopards en tous genres que des lois *élastiques* d'une démocratie bancroche qui les protège, et d'une morale laxiste, complaisante avec le fort, sans pitié pour le faible. Car pervers et ordures sont connus et reconnus, mais on ne les poursuit pas tant que leurs saletés restent discrètes et qu'elles ne touchent que ces *choses* dépourvues de droits que sont les *sous-hommes*.

Dans une démocratie qui honore le vice et la violence en criminalisant la faiblesse, les fumiers peuvent abuser légalement des pauvres types et des femmes qu'ils ont sous leur coupe.

Dans mon journal, je dresse trois constats :

1) Nous n'avons réellement des droits que dans la mesure où nous avons les moyens de les faire respecter. Il en résulte ceci que plus on a de moyens, plus on a de droits. À l'inverse, quand on n'a pas les moyens de ses droits, il ne nous reste que ceux que l'on veut bien nous laisser, autant dire aucun ou presque. L'on se voit condamné à subir la loi des plus forts et de se plier en silence à leur volonté, viol ou autre, c'est pareil.

2) Les puissants ne privent jamais formellement les faibles de leurs droits, ce serait se mettre hors la loi, ils sont plus vicieux que cela. Ils se contentent de mettre entre eux et leurs libertés tellement d'obstacles qu'ils finissent par renoncer à elles parce que leur obtention exigerait de leur part qu'ils s'engagent dans un

parcours du combattant à côté duquel les travaux d'Hercule sont de la gnognotte. En somme, ils la jouent à l'usure, finissant par l'emporter neuf fois sur dix.

3) Les chevaliers d'industrie piquent impunément, et sans se croire obligés de s'en justifier, le fric jusque dans les fouilles du petit peuple, profitant pour ce faire - et en abusant -, qu'il n'a pas les moyens de défendre des droits que souvent il ne connaît même pas.

Semblables aux charognards, les humains obéissent à cet impérieux instinct, inscrit dans leur nature, qui les pousse à se jeter féroce sur celui qui trébuche et tombe, vulnérable, désarmé, ne craignant pas de nier sa souffrance et de se gausser de lui en le mettant plus bas que terre.

L'homme est un requin pour l'homme. C'est ainsi !

Quand les violeurs délivrent les brevets de vertu.

Les violeurs donnent des leçons de vertu ; les accapareurs, experts en exclusion, enseignent la démocratie ; la charte des droits de l'Homme bénéficie aux criminels davantage qu'à leurs victimes ; la bêtise concocte des lois qui lui garantissent l'impunité ; les Ubus de la finance tueuse de planète imposent au monde les normes d'une écologie bidon mais qui génère du profit. Au total, les grands singes qui remettent aux pires d'entre eux le gouvernement de la planète n'en finissent pas de se gargariser d'avoir l'intelligence d'être bêtes.

Plus encore que la vermine qui viole, asservit, torture, tue celles et ceux qui sont plus faibles qu'elle, c'est la légion des faux-jetons - nous tous -, qui, depuis des siècles et parce qu'il assure leur quotidien, acceptent de fermer les yeux, en refusant de le remettre en cause, sur l'ordre viscéralement pervers de Mammon, ce cauchemar bâti sur le vice et la violence.

En élaborant nos Cités de type darwinien, (Sparte mais en pire,) nous avons enfanté cette monstruosité suprême : la *"démocratie des bons aryens"*.

Cessons ce jeu idiot (le violeur étant juge et partie) qui consiste à demander à l'honorable agresseur (un porc lambda qui a abusé de sa faiblesse,) de délivrer à sa proie un brevet de moralité attestant qu'elle dit la vérité.

Ce qui vient illustre la perversion du système. À la recherche d'un nouveau logement, au lendemain de cette déplorable histoire, C*P* démarche les bailleurs sociaux. Et savez-vous quelle est l'une des premières choses que l'on exige de lui ? *Une attestation de son dernier propriétaire "certifiant" qu'il a toujours honoré ses loyers.*

Désolé d'exprimer les choses sans fard, mais l'immobilier est vraiment un beau ramassis d'enfoirés.

"Aux puissants, seraient-ils pourris, vont la présomption d'innocence et le bénéfice du doute, aux petits le préjugé défavorable eux qui, même victimes, doivent établir la preuve qu'ils ne font pas exprès de s'exposer aux agressions qu'ils subissent".

Observations :

a) Avec cette requête humiliante autant qu'injustifiée, le bailleur postule sans prendre de gants *primo*, la malhonnêteté de C*P*, lui qui a toujours payé rubis sur l'ongle ce qu'il devait, *secundo*, la respectabilité de mon ancien propriétaire, une fripouille avérée. Dans la démocratie des *bons aryens*, la présomption d'innocence ne vaut pas pour les faibles qui sont des sous-hommes, c'est-à-dire des criminels potentiels ;

b) c'est quoi un pays qui juge naturel de demander aux violeurs de délivrer un brevet d'honorabilité à leurs victimes ?

Une république gauloise !

Les vrais responsables des abus que subissent les déshérités, ce sont moins les vicieux et les porcs qui les leurs infligent que les citoyens d'une démocratie fantoche qui, en les tolérant, interdisent qu'on les châtie de façon radicale. Pourquoi cela ? Mais à cause de la morale pourrie de ces gens qui, servant des salopards (pervers ou autres), ne permettent pas qu'on punisse ceux dont leur confort dépend et qui leur donnent à la fois du pain, des soins et des jeux.

Le plus inquiétant étant de voir le bon peuple des "ni-ni", ni pauvres, ni riches, celui de l'entre-deux, collaborer sans complexe à cet ordre nouveau fondé sur un apartheid économique que nous définirons comme *néoaryen* car foncièrement *ségragationniste*, puisque *péniafobe*. (Ce qui signifie que les pauvres, les faibles, les invalides, les vieux, et plus généralement celles et ceux qui ne savent pas se

défendre sont regardés comme des êtres de second rang appartenant à la race dégénérée des *pas-tout-à-fait-humains*).

La moralité selon les philosophistes du droit.

Dans les démocraties tordues de ce monde où les loups font la loi, le loup bouffe l'agneau.

Étant dans l'ordre naturel des choses, l'affaire est légitime, louable, souhaitable et surtout, légale, il n'y a rien à redire. Mais que l'agneau, en retour, se défendant, tente de mordre son agresseur (ou déchire sa chemise) et ça devient - horreur ! de la violence (évidemment, puisque c'est illégal !), de ce fait l'acte, tenu pour intolérable est condamné.

Si ! Si ! Tous les philosophistes, qui sont gens de raison, s'accordent là-dessus.

Parce que dans ce pays, il est interdit de se faire justice soi-même, le vilain agneau s'expose à de lourdes sanctions.



Belle démonstration ! Confondre violence (sous-entendu terrorisme) et résistance, faut oser, mais ce n'est pas une première, Vichy fonctionnait déjà sur ce modèle dialectique.

Cette logique conduit à jeter l'opprobre sur les femmes agressées sexuellement que l'on accuse d'avoir provoqué leurs violeurs, ou à laisser un brave type sans défense se faire plumer par des malfaisants. (Agriculteurs acculés au suicide, par exemple).

Alors, la démocratie rend-elle con, oui ou non ?

Voici qui répond mieux que n'importe quel discours à la question qui inaugure ce petit papier.



CQFD

Les pies. (Conclusion).

Dans la démocratie des bons aryens, il n'y a pas de Juifs. Ses Tziganes, ses Slaves, ses sous-hommes, ce sont les gens simples, les petits, les obscurs, les opprimés, ceux qui ne savent pas se défendre.

Gros avantage, les faibles sont invisibles. On peut les martyriser sans tomber sous l'accusation d'être des

nazis. (On ne fait que leur ressembler.)

Que l'on soit mâle ou femelle, noir ou blanc, démocrate ou fasciste, chrétien ou israélite, riche ou pauvre, cultivé ou analphabète, on est une ordure à chaque fois que l'on abuse de quelqu'un qui est dans l'incapacité de se défendre.

Abuser, c'est violer.

Il faut en finir avec les catégories artificielles forgées par la médiocratie pour manipuler l'opinion.

Chacun de nous porte en lui un petit salopard doublé d'un bouc émissaire. Il en faut peu pour passer de l'un à l'autre.

C'est drôle, nous sommes pareils aux pies, à la fois noirs et blancs, et cela dans tous les sens du terme. Chacun de nous est concerné, sans exception. Tous complices, tous coupables, tous victimes.

La matin, on fait l'aumône à un sans-le-sou, à midi, on manifeste pour l'égalité des droits, le soir on lapide un brave type dont le seul tort est ne pas être comme nous, ou de ne pas partager les conneries auxquelles nous croyons. Tout ça pour finir sur le bûcher dressé par d'autres ordures.

Il ne viendrait à personne l'idée de contester ce présupposé qui nous est naturel, ce réflexe de type nazoïde étant banal : quand un abruti agresse un plus faible que lui, c'est à la victime de prouver qu'elle ne l'a pas cherché.

La présomption d'innocence ne s'applique pas aux sous-hommes. Chez les charognards, a tort qui n'est pas un charognard. Et, naturellement, comme les charognards y font le loi, tout s'enchaîne et s'explique. Les lois qu'ils bricolent n'ayant d'autre fin que de se protéger afin de pouvoir, impunément, violer ou abuser (c'est pareil), détrousser, asservir, écraser leurs proies.

Simplement en décrétant que ceux qui ne sont pas des bons aryens méritants sont des "choses".

Or les "choses" n'ont pas le droit d'avoir des droits. C'est la loi ! Par surcroît, on ne peut pas s'identifier à elles ; partant on tient pour des désaxés ceux qui prennent leur défense.

La loi des charognards vaut ce qu'ils valent. La conscience n'est pas tenue par les lois de la bêtise.

Victime d'un viol, de harcèlement, d'inceste, d'esclavagisme, d'oppression, d'extorsion, de discriminations en tous genre, d'exclusion, la "chose", c'est celui qui n'a pas les moyens de se payer des droits. En fait, il n'a qu'un seul droit, celui de la fermer. La démocratie des bons aryens excelle à choséifier "légalement" ses parias. On les culpabilise, on les criminalise, on nie la réalité des infamies qu'ils subissent, on les accuse d'être des pleurnichards, on les lapide. Ce déni généralisé qui a cours dans la Cité du troisième millénaire porte un nom : NÉO-NÉGATIONNISME.

On ne peut reprocher à des charognards d'être des charognards, puisque ce sont des charognards. Pour eux, il est naturel et souhaitable de l'être. Libéraux, collectivistes, nationalistes, athées, croyants, ou ce que l'on voudra, ils partagent ceci qu'ils sont hostiles à ce qui ne leur ressemble pas.

Par conséquent, ma logorrhée ne cherche pas à convaincre qui que ce soit. Son but, qui transparaît dans le mot qui la désigne, étant de me soulager, je me suis soulagé. Quand on a envie de gerber, en se contenant on se fait du mal pour rien. Vaut mieux que ça sorte.

La seule façon de combattre la bêtise, c'est d'être encore plus bête qu'elle. A fortiori quand c'est elle qui fait la loi.

*Le témoignage de C*P*, "Tribulations locatives", est en annexe de "La République des bons aryens" à l'adresse suivante,*

<https://lirenligne.net/oeuvre-a-decouvrir/LizDObSUS6EL./La%20R%C3%A9publique%20des%20bons%20aryens.pdf>

L'État de droit.

En plus ça rend sourd. (Récapitulatif).



Sans doute est-ce pour cela que nul n'entend la souffrance des faibles.

Celle des vieux, par exemple, eux qu'on laisse mariner des heures durant dans leurs couches brenneuse parce qu'il n'y a pas assez de personnel pour s'occuper d'eux (c'est le prix de la rentabilité). Impotents, grabataires, débiles, ils sont impuissants, presque aphones, quand ils hurlent, ça ne gêne personne, ils ne crient pas assez fort. Ils sont trop chétifs pour cela et quant à se livrer à la casse, ils en sont bien incapables.

Celles des femmes, violées, battues, marchandisées, assassinées depuis des siècles ; celle des personnes vulnérables qui servent de défouloir à ces monstres que l'on présente comme "normaux" ; et les malheureux sans ressources que la bêtise collective (la démocratie, si vous préférez) jette à la rue où elle les laisse crever.

À la question : pourquoi les humbles devraient-ils se laisser marcher dessus ? La réponse est : Tout simplement parce que ça arrange les bons aryens de s'en foutre,

Le culte du mérite a supplanté le mythe de la race pure.

La différence ? Y en a pas !

De droite comme de gauche, opulents comme fauchés, intellos comme bofs, nanas comme mecs, croyants comme athées, homos, hétéros, *allélos* (yeah !), les *médiocrates* (créatures qui contrôlent et manipulent la planète médiatique) ont en commun de parler un même langage. Ils ont beau se bouffer le nez les uns les autres, ils savent se serrer les coudes lorsqu'il s'agit d'interdire l'accès à la *médiasphère* à ceux qui ne s'exprime pas comme eux en *putelange* - seul jargon toléré dans leur univers exclusif. Au minimum ils filtrent les propos sacrilèges ou politiquement hérétiques du profane pour les épurer en les adultérant.

Ceci mis à part, bien que pratiquant assidûment l'entre-soi, vénérant l'État de droit du plus fort, adorant l'égalité élastique, aimant les sans-abris (de loin parce qu'ils puent), ils ne sont *presque* pas racistes...

... nos merveilleux *bons aryens*, si démocratiques et tellement adorables.

Avec la *putainerie tutélaire*, comme le fit le III^e Reich (1933-1945), la France se dote de lois qui lui permettent de nier l'humanité de personnes innocentes afin de pouvoir tranquillement les spolier, les isoler, les exclure, les éliminer.

Et les populations, (des dizaines de millions de personnes quand même), ne voient rien ou, quand elles voient, elles ne s'en offusquent pas, trouvant naturelle cette pratique.

Conclusion : la démocratie est une pathologie mentale sévère. *On le sait, car l'histoire l'a démontré, un démocrate peut finir complètement nazi, voire pire.* Comme on l'a vu avec Sylvie Velghe et une multitude d'autres malheureux, le pire est déjà là. Aujourd'hui, on nous ressert le plat, mais foin d'Adolf Hitler, désormais, c'est le Béhémot *mammonien* qui tire les ficelles.

Finis le mythe de la race pure ! On passe au culte du mérite.

La différence ?

Y en a pas ! C'est juste le mot qui change. Il s'agit toujours d'exclure de la communauté ceux qui ne sont pas conformes aux canons qu'impose le Maître dans la bestialité duquel ses clercs puisent la substance de ce *mérite* miraculeux.

Pour faire court, L'État de droit, ça rend sourd.

Le rythme cardiaque du portefeuille.

L'État français (parjure puisqu'il s'était engagé à les respecter), se donne le pouvoir, (*id est* en se dotant des lois qui lui permettent de le faire), de violer des droits de l'Homme, planifiant un apartheid social qui réduit les plus fragiles de ses sujets, préalablement dépouillés de leur humanité, à la condition de choses ou d'*untermenschen*. (Exemple avec la putainerie tutélaire).

Selon lui, la démocratie consiste à sacrifier les personnes vulnérables (et plus généralement tous ceux qui sont trop faibles pour savoir se défendre) aux intérêts crapuleux du Veau d'or.

La France ne veut plus accepter cet égoïsme honteux des pauvres, ces fainéants toujours à pleurnicher sur leur misère. Dans un souci d'égalité, elle entend mettre un terme à des pratiques inspirées par une conception archaïque des relations sociales et qui consiste à privilégier les déshérités, errements qui portent atteinte aux profits des dominants et qui, par ricochet, rendant malheureux ces derniers, finit par nuire à l'intérêt général.

Un bon démocrate ne cède jamais aux élans de son cœur, il écoute d'abord son portefeuille.

Dans ce pays, il est risqué d'être une femme entre les mains des mâles, d'être vulnérable entre celles des forts et dans tous les cas d'être handicapé et sans défense.

Nous trouvons naturel, puisque c'est darwinien, de traiter les *autres* (les *dysgénètes*, les *sous-hommes*, ceux qui sont différents de nous) comme des accessoires. Les dépouillant de leur humanité, nous en faisons nos objets, nos animaux de bât ou de compagnie, nos pantins, des outils, parfois nos souffredouleur. Ils n'ont pas le droit de posséder leur propre vie, ils ne sont que nos joujoux et doivent se contenter de ce que leur présence soit tolérée, nous nions leur souffrance (car selon nous les choses ne souffrent pas), nous les réduisons au désespoir.

Que faut-il attendre d'un monde où les femmes qui se font agresser sont regardées comme des salopes, argument que l'on avance systématiquement pour atténuer la responsabilité des prédateurs ? En souillant les victimes - deux fois violées par le fait, on les contraint sournoisement au silence, elles n'osent plus se plaindre. Comment se fait-il que des obsédés puissent se livrer impunément au harcèlement sexuel sur le personnel féminin qui leur est subordonné sans que personne, ou presque, n'intervienne, ne bouge, ne parle ? Leurs pairs, leurs supérieurs, l'autorité, non seulement feignent de ne rien voir, mais encore en minimisant la souffrance de la victime finissent-ils par la nier (la retournant parfois contre elle).

Dans les affaires de suicide, en entreprise ou ailleurs, (harcèlement encore, mais d'une autre espèce,) nous sommes dans une problématique identique : "*Il était perturbé*", entend-on. Ben voyons ! La victime est présentée comme responsable, et même coupable, des brimades qu'elle se voit imposée. On peut présenter la victime comme un fou ou un simulateur ou un parano, c'est sans intérêt, dans la réalité, un fou, un simulateur, un parano peuvent être victimes de ce genre de pratiques, et ils le sont, cela seul compte. Au demeurant, pour qui détient la *kalach'* de l'autorité, il est aisé de rendre fou n'importe qui.

Alors, s'étonnera-t-on d'une telle démocratie qu'elle ne bouge pas face aux scandales des tutelles puisque les assistés, les handicapés, les personnes fragiles, y sont assimilés à des choses avec le statut de quasi-criminels que réservaient les Nazis aux *Juifs* ?

L'exclusion planifiée, version démocratique du camp de concentration.

"Il y a ceux qui réussissent et il y a ceux qui ne sont rien".

Les bons aryens qui parlent ainsi veulent dire qu'on ne traite pas une bête ou un sous-homme comme on le ferait d'une personne méritante, pour eux ce n'est pas une question d'humanité mais de simple bon

sens.

Nous appelons démocratie un pays dans lequel l'exclusion planifiée des plus vulnérables a remplacé (c'est moins sale) les camps de concentration, où ceux qui sont fragiles risquent plus sûrement d'être *suicidés* par les *gentils* démocrates que flingués par les *vilains* terroristes, où des prêtres hypocrites d'un culte irrationnel arrivent à soutenir que la loi c'est la loi, surtout lorsque la loi viole la loi, où la justice est autonettoyante puisqu'elle ne rend de comptes qu'à elle-même ; un pays qui tient et le vice et la violence et la duplicité pour des vertus en même temps qu'il criminalise la faiblesse ; un pays qui présente comme laïque une république idolâtre qui se prostitue dans le temple de *Mammon*. *Nous appelons démocratie un État de droit où, pour avoir des droits, il faut avoir les moyens de se les payer.*

C'est dingue, la France, tu peux impunément y suicider les gens, *choséifier* ou *sous-hommiser* les faibles, les traiter comme des serpillières, jeter les vieux à la rue, les brutaliser, violer les uns ou les autres. Pas de problème, l'appareil judiciaire ne bronche pas, car si ce n'est pas légal, c'est au moins toléré. Et si un redresseur de torts s'avise de jouer les Voltaire ou les Zola, c'est pas compliqué, on fait semblant de ne pas le voir, le faisant, s'il insiste, comparaître pour dénonciation calomnieuse ou interner dans une unité de soins psychiatriques. Au moins, ça calme les autres.

Et puisque un tel pays s'appelle une "*démocratie*", il faut en conclure que "*démocratie*" est le nom d'une *pathologie mentale sévère dont souffre un bon paquet de Français.*

On ne peut vraiment rien faire pour les soigner avant qu'il ne soit trop tard ?

Quand la norme, c'est d'être idiot et inhumain.

Les États souverains ont une tendance fâcheuse, au nom de leur souveraineté, précisément, à se torcher avec la DUDH. Comment fait-on pour dénoncer les traitements dégradants que subissent les personnes sous tutelle à des autorités qui les tiennent pour légaux ? (En violation des principes de la Constitution).

Pour la bêtise, il est dans l'ordre, juste, naturel, de s'emparer d'une personne et d'en faire son joujou, pourvu que ce soit légal. Ce que signifie légal ? La loi c'est la loi, et, le légal faisant norme, quand c'est elle, la bêtise, qui fait la loi, la norme, c'est d'être idiot et inhumain.

Traité en sous-homme par des pratiquants attardés du culte aryen qui tiennent pour licite ce quasi-esclavage, paradoxalement, c'est celui qui se voit placé sous tutelle ou curatelle qui est un fou de se plaindre, puisque, étant légale, la chose est normale.

Pour quelqu'un doté d'une conscience, il est abominable, monstrueux, déshonorant de dégrader un être humain innocent en lui déniaient sa qualité d'homme. Hélas ! Quand c'est la bêtise qui fait la loi, c'est elle qui a raison et si la bêtise a raison, la vérité a tort, on ne peut pas sortir de là. Conséquence, *où la raison de la bêtise fait la loi*, lorsqu'elle n'est pas assassinée, *la conscience dort en prison* ou dans un établissement psychiatrique.

Dans ce pays où faisant la loi, la bêtise détient la *kalach'* de l'autorité, que se passe-t-il ? Deux et deux font rarement quatre ; ses sectateurs sans scrupules nient froidement l'existence des choses qu'ils ont pourtant sous les yeux ; s'ils se font prendre le main dans le sac, ils soutiennent sans sourciller que c'est le sac qui les a attaqués ; quand tu te fais violer par quelques uns d'entre eux, c'est de ta faute parce que c'est toi qui as provoqué tes victimes, (en effet, tes violeurs sont des victimes, puisque c'est toi, les ayant prétendument aguichés, qui devient l'agresseur), comme dans le système des tutelles/curatelles qui est un viol dont le coupable est celui qui le subit.

Dans un tel environnement, les belles âmes qui ont le courage de dénoncer l'iniquité sont contraintes au silence, discréditées, parfois liquidées, on honore la violence, on tient le vice pour vertu, la duplicité est la règle. Tenues pour des tares, la faiblesse, l'innocence, la simplicité sont méprisées, traquées, vilipendées et enfin, criminalisées, des femmes et des hommes dont le seul méfait est d'être vulnérables se retrouvent *choséifiés*. C'est ainsi que - sans s'en apercevoir, puisqu'elles n'ont pas de conscience - les bêtes démocrates se retrouvent à avoir les mêmes pratiques que les bêtes nazies. Au fond, négrier, démocrate, féodal, nazi, stalinien, et cetera, l'étiquette seule change, la bête qui est dessous reste la même.

Inutile de penser, la loi le fait pour vous.

Quand la bêtise fait la loi, on sombre dans les enfantillages. Dénî, double langage, discours paradoxaux,

communication vicieuse sont la règle. Les Nazis ont contesté la réalité des camps d'extermination, les démocrates français nient *la putainerie tutélaire*. Les uns et les autres prétendant que c'est dans l'intérêt de leurs *protégés* qu'ils en font des choses ou des sous-hommes en les privant de leur dignité, et ils ne comprennent, pas quand ils les tuent pour leur bien, que leurs *protégés* se plaignent.

Une démocratie sans conscience, voilà ce qu'est la France, un nazisme qui n'a que l'air d'être propre en raison de ce que ses Juifs sont invisibles.

Tout le monde trouve cela normal, les citoyens, leur élus, l'État, sa justice, les médias... Et lorsqu'on demande des comptes, c'est toujours la même rengaine qui revient : *“Il ne s'est rien passé, nous ne savions pas, nous avons fait notre devoir, nous avons obéi, tout le monde a fait pareil”*, ce que j'appelle *“La Nurembergeoise”*.

C'est pratique, la loi, hein ? *“Quand j'obéis, je fais le bien, quand je désobéis, je fais le mal”*. En démocratie, nul besoin de conscience : *“c'est permis, je fais ; c'est interdit, je ne fais pas”*, plus simple, y a pas. Du coup, la morale tient tout en un seul précepte : *“il est interdit de se faire prendre”*. Corollaire, *“n'avoue jamais”*, partant quand il se fait gauler les doigts pleins de confiture après les avoir mis, en loucedé, dans le pot interdit, le bon démocrate soutient, les yeux dans les yeux, qu'il ne comprend pas comment elle est arrivée là.

L'honnêteté consistant à ne pas se faire prendre, pour y parvenir, on n'a pas encore trouvé mieux que le vice qui, dans un État de droit, est donc une vertu.

Il est intéressant d'observer qu'en démocratie, finalement, les règlements, les normes, les procédures, les lois, les codes, sont institués pour épargner au citoyen la peine de penser. Or, s'il n'y a pas de pensée, il n'y a plus ni humain ni conscience et du coup, la vérité ne sert plus à rien. Ouf ! Bon débarras !

Rien d'étrange à ce qu'une pareille démocratie excelle dans l'art de faire des saletés qui ont l'air propre. On sait qu'il y a des saletés mais on ne veut pas les voir, on ne veut pas le savoir, ainsi, c'est plus facile de ne pas y croire.

L'éternel retour.

L'égalité est élastique et payante.

Selon Hannah Arendt, ce qui distingue l'homme dans l'ordre de l'animal, ce n'est pas la raison, les Nazis en avaient à revendre, mais la conscience. Une raison sans conscience n'est pas intelligence, elle est vice. À défaut d'en posséder une, l'homme n'est qu'un primate mal fini, un singe.

Or sur la planète des singes, les singes ont raison, et comme chez eux, c'est la *bêtise* qui fait la loi, que pourrait-il sortir d'humain de leurs tribunaux ? C'est d'ailleurs au nom des lois d'une démocratie de singes que les singes ont assassiné Socrate.

Pourquoi ? Parce qu'il n'était pas démocrate ? Pas du tout ! Parce qu'il n'était pas un singe. Dans la démocratie des singes, ça ne pardonne pas.

Les *médiocrates* ont inventé le *putelange*, un langage permettant de faire mentir la vérité, de la sorte parviennent-ils à faire dire à leurs lois tout ou son contraire selon que l'exigent les circonstances.

Quand à ceux qui ne veulent rien voir, qui ne veulent pas savoir, qui arrivent à ne pas croire ce qu'ils ont sous le nez, qu'ils ne s'inquiètent pas, dans un monde où l'intelligence consiste à se montrer le plus bête possible, leur attitude montre qu'ils sont très intelligents.

Ici, plus on est con, plus on a raison. Si ! Regarde autour de toi.

Dans ce pays, pour avoir le droit d'être égal, il faut avoir les moyens de se le payer. Plus t'as de moyens, plus t'as le droit d'être égal. C'est ce que j'appelle l'égalité élastique. (Je t'assure, essaie, tu verras ! Quand tu compares un mec d'un mètre cinquante avec un autre de deux mètres à l'aide d'une égalité élastique, tu t'aperçois qu'ils ont la même taille.)

En passant, voici celles que je choisirais si je devais citer les réalisations humaines les plus absurdes de tous les temps : a) la création des dieux ; b) l'invention du petit papa Noël démocratique ; c) la découverte de l'égalité élastique. (Voir *“Diogène le Cynoque fragments”*).

“Je tiens le flingue, donc j'ai raison !” Me dit la France. Peut-être mais il lui manque l'essentiel : la

respectabilité sans laquelle il n'est pas d'autorité réelle. Que valent-elles, les lois d'un État qui se dote d'un appareil judiciaire qui lui permet de dépouiller ses citoyens de leur humanité ?

Regarde, dans ce pays, t'as les *droits de l'Homme*, ça ne se voit pas mais ils sont payants, si t'as pas les moyens de te les offrir, tu deviens un *ilote*, autant dire une *chose*, en un mot, rien ! Les vieux, les handicapés, les femmes et les enfants isolés et sans défense, les personnes psychologiquement fragiles ou vulnérables, sont des *choses*. Légalement on peut en faire ce que l'on veut, les maltraiter, les foutre à la rue, les laisser crever de faim au fond d'un galeas, les violer, les martyriser, les gaver à mort de psychotropes, les suicider, les plumer, les torturer, et cetera. Il n'y a pas de déclaration universelle du droit des *choses*.

Ici, les *droits de l'Homme* concernent exclusivement les individus estampillés *bons aryens*. Les démocrates jolis fustigent cette effronterie des sous-hommes (fainéants et assistés) qui osent se présenter comme humains pour se les voir appliquer. A leurs yeux, c'est incongru : “*Et pourquoi ne pas les étendre aux chiens, aux femmes, aux carottes et aux vieux, tant qu'on y est ?*” Rigolent-ils.

On en est là, avec cette France et ses méthodes qui nous rappellent qu'elle a souvent eu les mains sales. Et l'actualité nous porte à croire qu'elle les a toujours. Se vanter d'être démocrate équivaut à se flatter d'être nazi, ou à tirer gloire d'être un pédophile.

Une précision : ce qui est respectable est respectueux.

“Les droits de l'Homme”™.

C'est une marque française de P.Q. “first quality”.

Dans ce pays, sans autre danger que risquer un peu de sursis, on peut réduire les gens, pourvu qu'ils soient assimilables à des sous-hommes, à l'état de joujoux, d'esclaves, de pions, n'ayant que la possibilité de subir en silence, (on a même le droit de les torturer, pourvu que ce soit discret), nul ne trouve à y redire, c'est normal. En revanche, dès qu'on touche à leur pognon, tout le monde se met à hurler. J'ai un peu la nausée, là.

Les lois de ce pays permettent aux *bons aryens*, lorsqu'ils se font gauler, d'échapper par le biais de peines de principe indolores aux sanctions infamantes vraiment dissuasives que devraient leur valoir le caractère odieux de leurs crimes. (C'est que les élus sont, en majorité, de leur bord ou, plus souvent, leurs valets. Ils ne vont quand même pas les mettre en péril avec des lois justes !)

C'est quoi une démocratie qui se dote de lois nazies ? Une *démocrazie* ? Et les dizaines de millions de magots qui se taisent, des collabos de la troisième génération ?

Alors, on fait quoi maintenant ?

Quand les lois sont putrides, ce ne sont pas les lois qu'il faut changer, mais ceux qui les conçoivent. (Qu'est-ce que tu dis ? Et aussi ceux qui élisent ces derniers ? Super ! Il n'y aura plus personne). À défaut, ils vous pondront d'autres lois non moins putrides. C'est tout ce que savent faire ces primates dégénérés adorateurs du veau d'or qui, s'ils sont réellement humains, ne nous donnent pas envie de l'être. Beuark !

Pour faire court, la démocratie, ça rend con, disais-je, ou bête.

Du point de vue du con, le con, c'est toujours l'autre. Cela se nomme *anosognosie*. Dans l'*anosognosie*, le sujet n'est pas conscient du mal dont il est atteint.

Pour nous, les cons, l'intelligence consiste à être le plus bête possible. Et il ne faut surtout pas essayer de nous démontrer que nous sommes bêtes car, et c'est logique, nous le prendrions comme un compliment et, par conséquent, un encouragement à nous efforcer de l'être plus encore.

Il n'existe pas de remède, c'est ce que veut dire Gilles Deleuze avec sa formule : “La bêtise a raison, la bêtise a toujours le dernier mot”.

Envoi.

J'ai obéi.

Refrain :

*Sous l'immense plafond des temples de la haine,
Hydre au souffle profond dort la bêtise humaine.*

Mes maîtres je les sers, en bon toutou fidèle,
Sans haine, quels qu'ils soient, et toujours avec zèle.
Ils m'ont dit d'obéir, je leur ai obéi,
Au saint nom de la Loi, pour l'amour du pays,
Pour la grandeur des dieux, pour des mots, pour la gloire.
Aveuglément j'ai cru que je devais les croire ;
Ils m'ont dit d'obéir, je leur ai obéi,
En bon toutou fidèle,
Et toujours avec zèle.

J'ai, de leurs camps, été le scrupuleux maton,
Jouant servilement mon rôle de Ladon
De la pensée unique, ornière où l'ostracisme,
Y semant des ghettos, féconde le racisme.
J'ai, de leurs camps, été le scrupuleux maton,
En bon toutou fidèle,
Et toujours avec zèle.

J'ai dénoncé, j'ai torturé, j'ai fusillé,
J'ai ri du paria lorsqu'il m'a supplié.
Jamais je ne conteste, en ouaille exemplaire,
Quel que soit mon pasteur, je m'oblige à lui plaire ;
J'ai dénoncé, j'ai torturé, j'ai fusillé,
En bon toutou fidèle,
Et toujours avec zèle.

Stalinien ou nazi, démocrate souvent,
J'épouse le rivage où me pousse le vent.
En servant, tour à tour, tantôt l'un, tantôt l'autre,
J'entonne avec entrain la même patenôtre ;
Stalinien ou nazi, démocrate souvent,
En bon toutou fidèle,
Et toujours avec zèle.

J'obéis sans relâche, aujourd'hui comme hier,
Je le ferai demain, jusqu'au fond de l'enfer,
Je suis né comme ça, ma nature est ovine,
J'exerce avec talent l'art de ployer l'échine ;
J'obéis sans relâche, aujourd'hui comme hier,
En bon toutou fidèle,
Et toujours avec zèle.

Comme hier je l'ai fait, je le fais à présent,
Je le ferai demain, jusqu'à la fin des temps,
J'obéirai toujours, ma nature est ovine,
Car on n'a pas le choix, il faut ployer l'échine ;

Comme hier je l'ai fait, je le fais à présent,
En bon toutou fidèle,
Et toujours avec zèle.

Hors du troupeau je sais qu'il n'est pas de salut.
Je crains pour mon emploi, je tremble d'être exclu,
Pour payer la maison il faut bien que je bosse,
Je dois gagner mon pain et celui de mes gosses ;
Hors du troupeau je sais qu'il n'est pas de salut.
Hors du troupeau je sais qu'il n'est pas de salut.

Que dis-tu ? Cette larme ? Il faut que je l'essuie ?
Mais je ne pleure pas, c'est seulement la pluie.

2014.

De la part des victimes de la raison ordinaire, cet hymne à la bêtise qui résume si bien la France féodo-spartiate et l'éclaire.

Ce journal rend hommage aux innombrables anonymes *autruicidés* par un *facisme* (*sic*) pervers, victimes de l'insaisissable saleté qui couve sous les orfrois d'une culture du mensonge, élégamment illusoire et superficiellement policée. Une saleté que nous refusons de nommer, que nous refusons de voir, parce que la voir, c'est accepter d'y croire. Or, y croire reviendrait à s'obliger à la combattre. Et la combattre mettrait en péril notre douillet petit confort. Alors, on détourne pudiquement les yeux, on se tait, on n'y croit pas, on collabore. Après tout, quelques morts de plus, quelques morts de moins, ça ne compte pas, surtout s'ils sont invisibles. Et puis on peut toujours aller se décrotter la conscience à la *messe*, après tout, c'est son rôle.

L'homme a toujours consacré ses cités avec le sang répandu d'innocentes hosties. En planquant cela sous le tapis symbolique, nos démocraties jésuitiques n'abusent qu'elles mêmes : qu'elle présente un visage barbare ou qu'elle porte le chienlit de la civilisation, la *bête* reste la même.

Au fond, la civilisation n'est rien de plus qu'une barbarie raffinée.

Les *barbares* usent de la *kalach'*, les *civilisés* de la contrainte mentale, ça ne se voit pas, c'est plus propre, plus lâche (on ne s'expose pas) et, par dessus tout, *légal*. Mais, à la sortie, ce sont toujours les mêmes, les innocents, qui font les frais de la *bestialité* aveugle des uns et des autres. À eux la souffrance et le désespoir, l'amertume des jours sans pain et l'exclusion, la mort sociale et les larmes de rage.

Malheur aux faibles.

In fine, nous distinguerons deux figures dominantes de monstres :

- a) les méchants, qui ne sont pas comme nous, et qui laissent traîner leurs saletés : les barbares ;
- b) les gentils qui nous ressemblent, et dont les ordures *propres* sont bien planquées : les civilisés.

Comme on le voit, "*mal*" et "*bien*" sont des catégories rhétoriques élastiques qui ne permettent pas d'appréhender les relations humaines. La *morale*, qui codifie le *bien* des dominants (le nôtre) n'est, au final, qu'un *mal* aseptisé.

Ce qui rejoint l'observation, déjà citée, de Christophe Dejours : "*En substance, le régime nazi réussit comme tous les régimes totalitaires à faire passer, aux yeux d'une partie de la population, le mal pour le bien ou au moins à le "blanchir"*".

Les "gilets jaunes" : la révolte des "choses" ?

Sont des "choses" les vieillards maltraités en EHPAD, les gens "dépossédés" par la tutelle, les femmes abusées et battues, les enfants martyrisés, les sans-logis, tous ceux dont on nie la différence parce qu'elle gêne, et les travailleurs précaires, ces ilotes que la France des *bons aryens* appelle des fainéants, et ces minables que l'on suicide ou autruicide sans ciller, en entreprise ou ailleurs, et cetera, et cetera.

Sont des "choses" tous ceux qui ne peuvent pas se défendre ou qui ne savent pas se faire craindre.

Le soulèvement des gilets jaunes est un mouvement informel, un cri de désespoir, l'acte de ceux qui n'ont rien, qui sont désarmés, dont la voix ne porte pas, et qui d'ailleurs sont simples, comme le sont leurs besoins dont la France *nazoïde* les prive pourtant. Chez eux, pas de discours alambiqués, leurs revendications sont modestes : un toit, une assiette, des soins, un vrai travail, un peu de dignité, un minimum de décence. Au reste, la souffrance ne sait pas se dire, c'est pourquoi elle est souffrance.

Mais très vite, les médiocrates sont venus parasiter leur action. Ils ont dévoyé la révolte née de la colère des déshérités pour en faire un outil de revendication au service de gens qui, très souvent, sont loin d'être dans le besoin, aidés pour ce faire, par les émules de Goebbels à la solde de *Mammon*, eux qui monopolisent et contrôlent l'espace *médiocratique* en son nom. Faisant mine de donner de la publicité au discours des "choses", ils lui substituent une parole dénaturée, préalablement filtrée et aseptisée, ils le détournent, ils se l'approprient.

La France des *enculturés* de droite, du centre, de gauche, ou d'ailleurs, trahit le peuple des *choses* en lui volant sa souffrance. Comme elle l'a toujours fait.

Alors, mettons les pieds dans le plat *nazoïde*. La question centrale que posent les *choses* à la France *féodo-spartiate* des *bons aryens* est la suivante :

Que vaut l'autorité d'un pays qui se dote de lois qui lui permettent de persécuter, après les avoir réduits à l'état de choses ou de *sous-hommes*, des populations dont le seul crime est d'être faibles en même temps qu'il tresse des couronnes au vice et à la violence, (ses valeurs de référence) ?

Chosifiquement vôtre,

D.L.C.